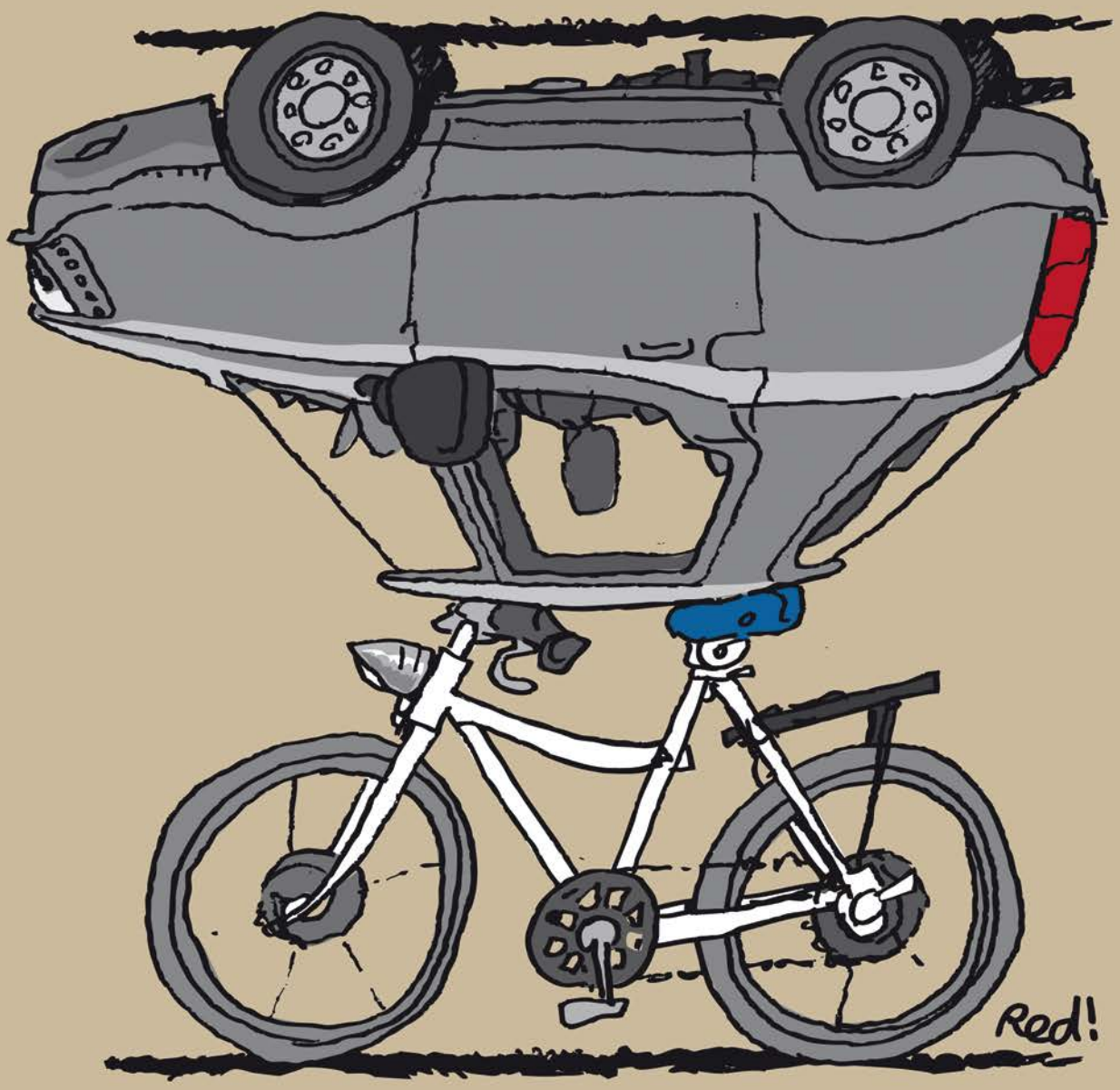
n° 433
AVRIL
2015
4,60 € - 7 FS

s!lence

RENVERSER NOS MANIÈRES DE PENSER

FAUT-IL RECYCLER NOS DÉCHETS ?

COMMENT DIT-ON "EAU POTABLE" EN MEXICAIN ?



écologie • alternatives • non-violence

3 QUESTIONS Á...

Christian Jacquiau,

auteur du livre **Les coulisses de la grande distribution**

1 Selon les données des centres commerciaux eux-mêmes (1), leur fréquentation a baissé de 40 % entre 2011 et 2014. Comment s'explique une telle baisse ?

Le concept des centres commerciaux a plus de 40 ans. Leur capacité de séduction s'est étiolée avec le temps et il leur devient de plus en plus difficile de conquérir de nouveaux consommateurs.

S'ils séduisent encore une clientèle jeune, les centres commerciaux peinent avec les seniors qui cantonnent leur consommation aux hypermarchés et délaissent le plus souvent les galeries qui en constituent l'environnement.

L'évolution à la baisse du chiffre d'affaires des mastodontes de la grande consommation est intimement liée à la compression du pouvoir d'achat des consommateurs qui les fréquentent. D'autres causes s'y ajoutent : la saturation de l'offre (ce qui n'empêche pas la construction de nouveaux centres commerciaux ajoutant toujours plus de mètres carrés aux mètres carrés existants), la concurrence de l'*e-commerce* pour le non alimentaire, l'implantation galopante de supermarchés au cœur des villes et des villages depuis le vote de la Loi de Modernisation de l'Économie (LME) d'août 2008 ayant libéralisé l'implantation de surfaces de vente de moins de 1000 m²...

2 Malgré cette baisse, des projets géants comme celui de Gonesse, en région parisienne, continuent à voir le jour. Comment est-ce possible ?

La saturation de l'espace ne peut rendre les centres commerciaux que de moins en moins rentables. Dans ce contexte, la construction d'un nouveau centre commercial pourrait s'apparenter à une aventure périlleuse et hasardeuse si elle ne s'adossait à une opération immobilière des plus rentables.

Au projet d'implantation d'un nouvel hypermarché s'ajoute en effet de façon quasi systématique la construction de galeries commerciales, de m² de bureaux, de salles de cinéma, de logements locatifs formant un véritable pôle d'attraction régional dont les confortables rendements locatifs constitueront de substantielles nouvelles sources de revenus pour l'enseigne qui le promeut.

Que le trafic aéronautique soit prometteur ou non à Notre-Dame des Landes n'a que peu d'importance pour Vinci. Que des pousseurs de caddies arpentent ou non les galeries de nouveaux temples de la consommation n'en a pas davantage pour les promoteurs de ces grands projets ou travaux qui ne sont pas inutiles pour tout le monde...

Aux bénéfices commerciaux liés à leur activité de distribution, les grandes enseignes ajoutent en effet la rente provenant des autorisations généreusement accordées par un monde politique plus soucieux de son avenir électoral que de l'intérêt collectif.

En s'appropriant des terres agricoles non constructibles qu'ils transforment en gigantesques zones commerciales (dont ils pourront toujours faire évoluer la destination si besoin), les géants de la grande consommation s'assurent à bon compte des lendemains plus que prometteurs...

3 La grande distribution multiplie maintenant les moyennes surfaces en ville. Assiste-t-on à une prise de conscience sur la nécessaire relocalisation ou s'agit-il d'autres choses ?

On pourrait être tenté d'y voir une victoire du local et de la proximité sur le centre commercial périphérique déshumanisé. Il n'en est rien.

Les grandes enseignes investissent le cœur des villes pour capter notre consommation en complément du chiffre d'affaires qu'elles réalisent dans les centres commerciaux.

Ce phénomène n'est en rien lié à une quelconque prise de conscience citoyenne des distributeurs. Il résulte avant tout de l'application de la Loi de Modernisation de l'Économie (LME) ayant pratiquement supprimé toutes les entraves à l'implantation de surfaces de vente inférieures à 1000 m² au cœur des villes.

Hypermarchés, supermarchés, supérettes, commerces de proximité exerçant désormais leur talent dans le moindre recoin de nos villes et villages sont approvisionnés par les mêmes prédatrices centrales d'achat qui se sont intercalées entre ceux qui produisent et ceux qui consomment.

Cette concentration leur permet d'accroître encore leur puissance de négociation à l'égard des fournisseurs dont elles exigent des prix toujours plus bas à la production autrement dit aux coûts humains (salaires, cotisations sociales) et écologiques toujours plus allégés.

Au nom d'un libéralisme de façade, l'hégémonie de la grande distribution conforte l'oligopole désormais constitué d'une poignée de puissants groupes captant la plus grande partie de notre consommation.

(1) *Alternatives Économiques*, janvier 2015

- **www.christian-jacquiau.fr**
- ***Les coulisses de la grande distribution*, éd. Albin Michel, 2000**

LE MOIS DE LASSERPE

SOMMAIRE

■ DOSSIER

5 Renverser nos manières de penser pour échapper à l'horreur économique

Serge Latouche

9 La tête dans les étoiles, les mains dans le cambouis…

Michel Bernard

14 Les pieds sur terre et la politique…

Michel Bernard

■ ARTICLES

33 En 2030, nous consommerons moins… mais encore trop

Michel Bernard

34 Faut-il recycler nos déchets ?

Francis Vergier

36 Comment dit-on "eau potable" en mexicain ?

Alain Sousa

38 Réforme régionale et crise de la démocratie

André Duval

48 Vélorution Renversons nos manières de manifester !

Collectif

■ CHRONIQUES

18 Jeux : Le Push car ou "caisse à savons" *(M. Scrive)*
19 Les nouveaux entrepreneurs prospèrent en vélo *(B. Belliot-Niget - reporterre.net)*
21 Écohabitat : Un "vaisseau terrestre" en Turquie *(C. Deleforge et O. Mitsieno)*
27 Armes nucléaires : Elles cassent et sont acquittées ! *(D. Lalanne)*
28 Fukushima : Tu n'as rien vu à Fukushima… *(M. Douillet)*
30 Le gros gâteau africain *(M. Lopes - Survie)*

■ BRÈVES

18 Alternatives • **22** Santé • **22** Société
23 Femmes, hommes, etc. • **24** Vélo(rution)
24 Climat • **25** Environnement • **26** Politique
27 Paix • **28** Nucléaire • **29** Énergies
30 Nord/Sud • **30** Annonces • **31** Agenda
41 Courrier • **42** Livres

QUOI DE NEUF ?

Prochain dossier :
Militer en beauté

■ VENEZ NOUS VOIR LES 16 ET 17 AVRIL !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. ***Prochaines expéditions : 21 et 22 mai, 18 et 19 juin, 20 et 21 août…***

■ NUMÉROS RÉGIONAUX EN LIBRE ACCÈS

Les numéros régionaux épuisés (24 à ce jour) sont tous téléchargeables en libre accès sur notre site ***www.revuesilence.net*** et une carte vous permet de retrouver rapidement le numéro qui vous intéresse.

■ ABONNEZ-VOUS ET RECEVEZ NOTRE MONTRE CONNECTÉE

Suite à un partenariat avec ***Apple, Silence*** offre à toute personne qui prendra un abonnement d'au moins un an, à partir du 1er avril 2015, une montre connectée. Cette montre disposera des derniers logiciels indispensables à votre vie quotidienne : géolocalisation des lecteurs de ***Silence*** avec option célibataire, analyses de sang instantanées, comptage des calories éliminées par vos crottes de nez, détection de semences OGM, filtrage de l'air et de l'eau, captation des nanomatériaux, mammographies, mesure de l'irradiation des aliments… elle peut aussi servir de bracelet électronique, et en plus, elle est parfaitement écolo puisque tout ceci fonctionne à l'énergie solaire ! ***Abonnez-vous vite !***

Aller à contre-sens... (Peinture numérique de Kyoooo)

Atelier de cartographie des alternatives à Totnes (Royaume-Uni)

Livre de Rob Hopkins sur les initiatives de transition écologique

ÉDITORIAL

Donner corps à nos idées

Comme le rappelle Serge Latouche, en introduction de ce dossier, nous avons besoin de "décoloniser notre imaginaire". Ce qui passe par notre capacité à se sortir de l'addiction à la consommation. A accepter les limites. Cela se situe au niveau de la tête.

Mais comme le disait Albert Einstein : "On ne résout par les problèmes avec les modes de pensée qui les ont engendrés". D'où l'importance de créer des "alternatives", des "îlots d'autonomie", des "Zones à défendre". Et après la tête, il faut donc mettre en route les mains (pas forcément dans le cambouis !) et le cœur (pour gérer les relations humaines dans ces initiatives et autour d'elles). Nous faisons un rapide tour d'horizon de la diversité de ces initiatives dans un deuxième article.

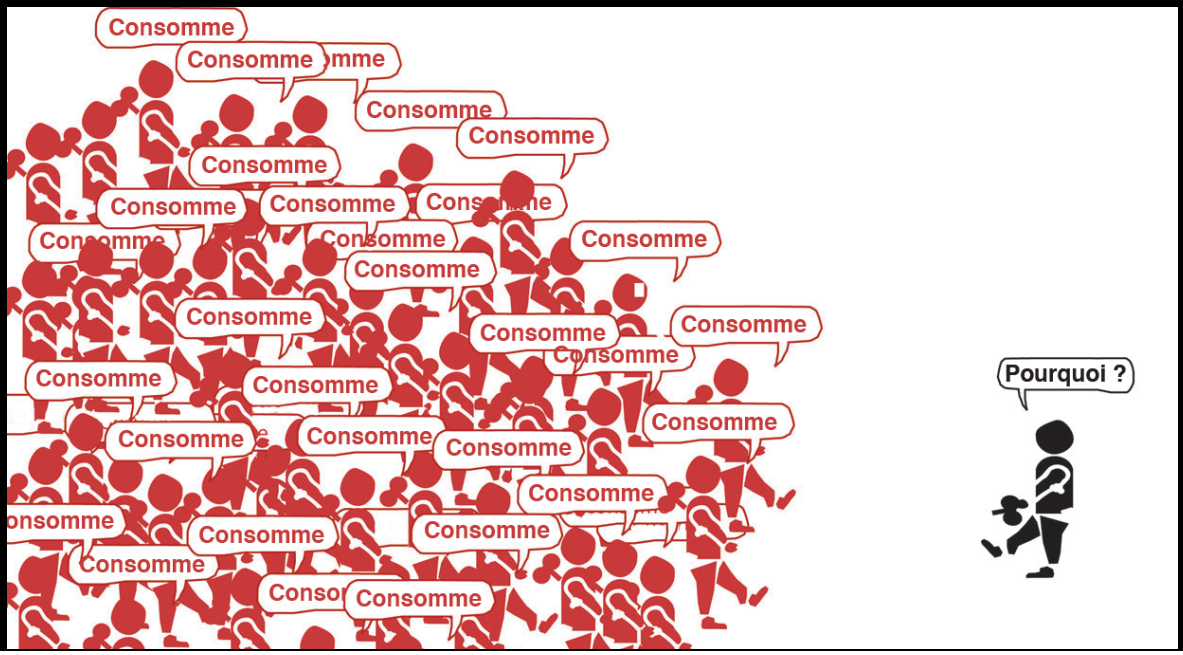
Tout cela pourrait nous conduire lentement vers un changement de société, une lenteur que nous sommes nombreux à revendiquer comme un moyen cohérent d'agir et de penser autrement. Malheureusement, le temps du changement est limité : nous constatons chaque jour que le réchauffement climatique s'accélère, les nouvelles ressources en pétrole se raréfient, les déchets nucléaires s'entassent, les espèces animales et végétales disparaissent, comme les terres agricoles... Il est donc nécessaire de compléter ces démarches par un engagement dans le social et le politique, ce que nous abordons dans un troisième article.

Un dossier loin d'être complet car de nouvelles idées naissent chaque jour... Il est impressionnant de voir la créativité à l'œuvre et surgir de nouvelles pistes...

Michel Bernard ■

(1) Le numéro "L'écologie en 600 dates" présente cette multiplication des idées et des pratiques. Il est maintenant épuisé, mais existe sous forme de livre, voir en page 47.

Couverture : Red!



Affiche pour le Buy Nothing Day (Journée sans achat) du 24 novembre 2008

Renverser nos manières de penser pour échapper à *l'horreur économique*

En tant que changement de paradigme, la décolonisation de l'imaginaire constitue une véritable révolution. Culturelle d'abord, mais pas seulement. Il s'agit de sortir de l'économie, de changer de valeurs et donc de se désoccidentaliser. C'est précisément ce programme qui est au centre du projet de la décroissance.

SI LA CROISSANCE EST UNE CROYANCE ET le développement, *une signification imaginaire sociale* — comme le progrès et l'ensemble des catégories fondatrices de l'économie —, il faut, pour en sortir, les abolir, les dépasser (la fameuse *Aufhebung* hégélienne) et tenter ainsi d'échapper à *l'horreur* de la mégamachine technoéconomique qui nous broie. En d'autres termes, il faut changer d'imaginaire pour retrouver l'humain. La réalisation d'une société de décroissance implique bien de *décoloniser notre imaginaire* pour changer vraiment le monde, avant que le changement du monde ne nous y condamne dans la douleur. Autrement dit, cette nécessaire sortie de la société surmoderne de consommation et de spectacle fondée sur l'illimitation est aussi éminemment souhaitable.

QUE SIGNIFIE "ÉCHAPPER À L'ÉCONOMIE" ?

L'analyse de l'"école" de l'après-développement des "partisans" de la décroissance ou des "objecteurs de croissance" se distingue des analyses et des positions des autres critiques de l'économie mondialisée contemporaines (mouvement altermondialiste ou économie solidaire), en ce qu'elle ne situe pas le cœur du problème dans le néo- ou l'ultralibéralisme, ni dans ce que Karl Polanyi appelle l'économie formelle, mais dans la logique de croissance perçue comme *essence* de l'économicité. En cela, le projet est radical. Il ne s'agit pas de substituer une "bonne économie" à une "mauvaise", ni une "bonne" croissance ou un "bon" développement à leur mauvaise version en la repeignant en vert, en social ou en équitable, avec une dose plus ou moins forte de régulation étatique ou d'hybridation par la logique du don et de la solidarité. Il s'agit de *sortir* de l'économie. Cette formule est généralement incomprise car il est difficile, pour nos contemporains, de prendre conscience que l'économie est une religion. Quand nous disons que, pour parler de façon rigoureuse, nous devrions parler d'acroissance comme on parle d'athéisme, c'est très exactement de cela qu'il s'agit. Devenir les athées de la croissance et de l'économie.

Bien sûr, comme toute société humaine, une société de décroissance devra organiser la production de sa vie et, pour cela, utiliser raisonnablement les ressources de son environnement et les consommer sous forme

Action Anti-pub au Corum, Montpellier, 26 avril 2014

DR

Métanoïa pour le temps présent

Le titre que l'éditeur français a donné à mon dernier ouvrage (*Renverser nos manières de penser*) renvoie à la nécessité d'une révolution culturelle, ce que j'ai appelé souvent *une décolonisation de l'imaginaire* (1). La raison en est donnée en partie dans le titre choisi par l'éditeur italien (littéralement : "L'économie est un mensonge"). Les sous-titres des deux éditions évoquent quant à eux la dimension subjective du cheminement conduisant à ces conclusions. Explicitement pour l'édition italienne ("Comment je me suis aperçu que le monde est en train de creuser sa tombe"), plus discrètement et de manière énigmatique pour l'édition française ("Métanoïa pour le temps présent"). Métanoïa, du grec metà-noia, littéralement "pensée après" ou "pensée à la poursuite de", est un mot employé à plusieurs reprises dans mes livres, le plus souvent en citation de mon regretté ami, le théologien indo-catalan Raimon Panikkar : "C'est l'Europe, écrit-il par exemple, qui doit collaborer à la désoccidentalisation du monde, et même parfois, ce sont les Européens qui doivent en prendre paradoxalement l'initiative auprès des élites occidentalisées d'autres continents qui, tels de nouveaux riches, se montrent plus papistes que le pape... L'Europe, ayant l'expérience de sa culture et ayant saisi ses limites, est mieux placée pour accomplir cette *métanoïa* (*regrès* plutôt que *regret*) que ceux qui voudraient parvenir à jouir des biens de la civilisation européenne (2)." La traduction possible du terme par *regrès*, antonyme de progrès, inscrit bien la *métanoïa* dans l'espace de la décroissance. Pour l'Occident, la nécessité de reparcourir en sens inverse la trajectoire intellectuelle menant à sa prévisible faillite actuelle, et d'échapper à l'horreur économique, n'est pas étrangère non plus à mon propre parcours. SL.

(1) Serge Latouche, *Décoloniser l'imaginaire. La pensée créative contre l'économie de l'absurde*. Parangon, Lyon. 2004. Nouvelle édition 2011.

(2) Raimon Panikkar, Méditation européenne après un demi-millénaire, in 1492-1992, Conquête et évangile en Amérique Latine. Questions pour l'Europe aujourd'hui, in Pluriversum. *Pour une démocratie des cultures*. (textes choisis et présentés par Serge Latouche), Cerf, Paris 2013, p. 164. Ce n'est donc pas tant au sens de repentance ou de conversion que lui a donné la théologie chrétienne (catholique et plus encore orthodoxe) que Panikkar utilise le terme mais dans celui, plus conforme à son étymologie, de « retour sur soi-même ».

de biens matériels et de services, mais plutôt comme ces sociétés d'abondance de l'âge de pierre, décrites par Marshall Salhins, qui ne sont jamais entrées dans l'économique (1). Elle ne le fera pas dans le corset de fer de la rareté, des besoins, du calcul économique et de *l'homo œconomicus*. Ces bases imaginaires de l'institution de l'économie doivent même être remises en question pour nous délivrer de l'illimitation destructrice de la société de croissance et de la démesure de la modernité.

LE SENS DES LIMITES

Une triple illimitation est à la base de la société de croissance : illimitation de la production et, par conséquent, destruction des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables ; illimitation de la consommation, ce qui veut dire création illimitée de besoins toujours plus artificiels ; illimitation, enfin, de la production de déchets dont on ne sait plus que faire. Donc pollution de la Terre, des océans, de l'eau, de l'air… Mais, plus profondément encore, l'illimitation est au cœur du projet de la modernité. Non seulement économique, elle est aussi géographique, politique, culturelle, écologique, scientifique et éthique. Conjurer l'illimitation et retrouver le sens des limites est aujourd'hui une nécessité pour la survie de l'humanité et l'édification d'une société de prospérité sans croissance.

La frugalité retrouvée permet de reconstruire une société d'abondance sur la base de ce qu'Ivan Illich appelait la "subsistance moderne". C'est-à-dire "le mode de vie dans une économie postindustrielle au sein de laquelle les gens ont réussi à réduire leur dépendance à l'égard du marché, et y sont parvenus en protégeant – par des moyens politiques – une infrastructure dans laquelle techniques et outils servent, au premier chef, à créer des valeurs d'usage non quantifiées et non quantifiables par les fabricants professionnels de besoins (2)".

DR

« Retrouver le sens des limites est aujourd'hui une nécessité pour la survie de l'humanité et l'édification d'une société de prospérité sans croissance. »

COMMENT RENVERSER LA PENSÉE ?

"Mais pour qu'il y ait une telle révolution, selon Castoriadis, *il faut que des changements profonds aient lieu dans l'organisation psychosociale de l'homme occidental, dans son attitude à l'égard de la vie, bref dans son imaginaire. Il faut que l'idée que la seule finalité de la vie est de produire et de consommer davantage — idée à la fois absurde et dégradante — soit abandonnée ; il faut que l'imaginaire capitaliste d'une pseudo-maîtrise pseudo-rationnelle, d'une expansion illimitée, soit abandonné. Cela, seuls les hommes et les femmes peuvent le faire. Un individu seul, ou une organisation, ne peut, au mieux que préparer, critiquer, inciter, esquisser des orientations possibles"* (3).

Pour tenter de penser un renversement de l'imaginaire dominant, il faut d'abord revenir sur la façon dont on y est entré, c'est-à-dire le processus d'économicisation des esprits concomitante de la marchandisation du monde.

L'anthropologie postcoloniale a analysé et dénoncé le processus. En 1969, déjà, Gérard Althabe, disciple de Georges Balandier, avait intitulé ses études sur Madagascar : *Oppression et libération dans l'imaginaire* (4). Surtout, Serge Gruzinski publiait, en 1988, *La Colonisation de l'imaginaire,* dont le sous-titre évoquait même le processus d'occidentalisation (5). Toutefois, lorsque Gruzinski parle de la colonisation de l'imaginaire, il s'agit bien encore d'une poursuite du processus colonial au sens strict et, en l'occurrence, de la conversion des indigènes par les missionnaires. Le changement de religion constitue à la fois une déculturation des esprits et une acculturation au christianisme et à la civilisation occidentale, dans le cadre du projet impérialiste. Cela réfère à une véritable oppression dans l'imaginaire, menée d'ailleurs avec des moyens pas seulement symboliques, si l'on pense aux bûchers de l'Inquisition, largement utilisés dans le Nouveau Monde par les conquérants espagnols.

Avec la croissance et le développement, on a, certes, bien affaire à un processus de conversion des mentalités — donc de nature idéologique et quasi-religieuse —, visant à instituer l'imaginaire du progrès et de l'économie, mais *le viol de l'imaginaire,* pour reprendre la belle expression d'Aminata Traoré, reste symbolique (6). Et les Occidentaux sont à la fois les agents et les victimes de cette invasion mentale. Il s'agit dans ce cas d'une auto-colonisation consentie, d'une servitude en partie volontaire.

SE DÉSINTOXIQUER

La sortie de l'imaginaire dominant, pour Castoriadis comme pour nous, est une question centrale mais très complexe, parce qu'on ne peut pas décider de changer son imaginaire et encore moins celui des autres, surtout s'ils sont accros à la drogue de la croissance et du consumérisme.

(1) Salhins Marshall, *Age de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives (1972).* Gallimard, 1976.

(2) Illich Ivan, *Le chômage créateur,* Le Seuil, 1977, p. 87/88.

(3) Castoriadis, *Une société à la dérive,* Seuil, Paris, 2005, p. 244.

(4) Gérard Althabe, *Oppression et libération dans l'imaginaire. Les communautés villageoises de la côte orientale de Madagascar,* Maspero, Paris,1969.

(5) Serge Gruzinski, *La colonisation de l'imaginaire. Sociétés indigènes et occidentalisation dans le Mexique espagnol XVIe-XVIIIe siècle.* Gallimard, Paris, 1988.

(6) Traoré Aminata, *Le viol de l'imaginaire.* Actes Sud/Fayard. 2002.

Serge Latouche

D. R.

Bien sûr, on pense d'abord à l'éducation, la paideia qui, pour Castoriadis, joue un rôle essentiel. "*Que veut dire, par exemple, la liberté ou la possibilité pour les citoyens de participer,* s'interroge-t-il, *s'il n'y a pas dans la société dont nous parlons quelque chose — qui disparaît dans les discussions contemporaines (...) — et qui est la* paideia, *l'éducation du citoyen ? Il ne s'agit pas de lui apprendre l'arithmétique, il s'agit de lui apprendre à être citoyen. Personne ne naît citoyen. Et comment le devient-on ? En apprenant à l'être. On l'apprend, d'abord, en regardant la cité dans laquelle on se trouve. Et certainement pas la télévision qu'on regarde aujourd'hui (7).*" Toutefois, la cure de désintoxication n'est pleinement possible que dans une société de décroissance déjà réalisée. Il faudrait au préalable être sorti de la société de consommation et de son régime de "crétinisation civique", ce qui nous enferme dans un cercle qu'il nous faut briser. Dénoncer l'agression publicitaire, véhicule de l'idéologie aujourd'hui, est certainement le point de départ de la contre-offensive pour se dégager de ce que Castoriadis appelle "l'onanisme consommationniste et télévisuel (8)". Le fait que le journal *La Décroissance* soit issu de l'association Casseurs de pub n'est pas vraiment dû au hasard. Le mouvement des objecteurs de croissance est amplement et tout naturellement lié à la résistance à l'agression publicitaire. La publicité constitue, en effet, le ressort essentiel de la société de croissance.

THERE IS AN ALTERNATIVE

L'apparition en 2002, avec la décroissance, d'un mouvement radical proposant une réelle alternative à la société de consommation et au dogme de la croissance répondait à une nécessité qu'il n'est pas abusif de qualifier d'historique. En face du triomphe de l'ultralibéralisme et de la proclamation arrogante du fameux TINA ("*there is no alternative*") de Margaret Thatcher, les petites franc-maçonneries anti-développementiste et écologiste ne pouvaient plus se contenter d'une critique théorique quasi-confidentielle. L'autre face du triomphe de l'idéologie de la pensée unique était le slogan consensuel du "développement durable", dont le mouvement altermondialiste semblait parfaitement s'accommoder. Il devenait donc urgent d'y opposer un autre projet, ou plus exactement de donner une visibilité à un projet en gestation depuis longtemps, mais qui cheminait de façon souterraine. Le slogan provocateur de "Décroissance !" apparut alors comme une bombe sémantique ou un "mot obus" (*dixit* Paul Ariès) susceptible de casser le consensus mou de la soumission à l'ordre productiviste dominant, autrement dit d'entreprendre une décolonisation de l'imaginaire. Depuis, l'expression a fait son chemin, comme le mouvement de la décroissance et, la crise annoncée étant passée par là, on commence à en sentir les effets.

Serge Latouche,
Professeur émérite d'économie à l'université Paris-Sud d'Orsay, objecteur de croissance. ■

(7) Castoriadis, *Démocratie et relativisme,* Débat avec le MAUSS Mille et une nuits, 2010, p. 96.

(8) Castoriadis, Ibid, p. 194.

➤ Atelier d'aiguisage d'outils à Totnes (Royaume-Uni)

D. R.

La tête dans les étoiles, les mains dans le cambouis...

Les initiatives alternatives sont multiples et touchent des domaines extrêmement variés. Elles contribuent, en donnant du sens à nos espoirs, à concrétiser un nouvel imaginaire.

ON PEUT ABORDER LES ALTERNATIVES en fonction des besoins auxquels elles essaient de répondre. Et si la question économique est importante, elle ne doit pas être primordiale : pour se lancer, il faut surtout des relations interpersonnelles, de la volonté et parfois un brin de folie. L'argent arrive ensuite. Un petit tour d'horizon…

> « La relocalisation de l'économie est la mère de toutes les batailles. »
>
> Christian Araud, *Vers une société désirable*, Paris, Libre & Solidaire, 2014, p. 81

MANGER LOCAL ET BIO

Faut-il commencer par le local ou par le bio ? Il est plus facile de convaindre un producteur local de passer au bio que convaincre un producteur bio de venir s'installer près de chez soi.

Les associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) se sont développées en nombre. Mais l'équilibre entre nombre de producteurs, lieux de production et lieux de consommation reste un problème pour les grandes agglomérations. Les Parisiens dépendent de producteurs situés souvent fort loin de chez eux. *Les Paniers bio de Marseille* ont fait le choix de regrouper plusieurs producteurs et arrivent à produire un panier bon marché (1), mais les kilomètres parcourus sont encore importants (certains producteurs se trouvent dans l'Aveyron).

D'autres structures de circuits courts sont une manière de concurrencer les grandes surfaces et donc de maintenir de l'emploi. Selon un rapport en partie financé par la grande distribution, chaque fois qu'un hypermarché ouvre ses portes, il provoque en moyenne 276 pertes d'emplois locaux et ceci jusqu'à une distance de 15 km (2). Et cela a d'autres conséquences : selon une étude menée aux Etats-Unis, plus la densité en grandes surfaces est importante, moins on compte d'associations générant du lien social et moins il y a de participation aux élections (3).

> « Ils ne savaient pas que c'était impossible alors ils l'ont fait. »
>
> Mark Twain

Les AMAP ne sont pas la seule solution. La mise en place de marchés de producteurs locaux est une aussi une bonne solution, comme le montre le marché de

(1) Sur les coûts des Paniers marseillais, voir *Silence* n° 430, p. 36

(2) Rob Hopkins, *Ils changent le monde*, p. 44

(3) Rob Hopkins, op. cit. p. 45

D. R.

Better block : installation d'un passage piétons à Houston (États-Unis)

DR

Marché de Lumio (Corse)

Lumio, en Corse (4). Il existe aussi des structures pérennes comme des halles de fruits et légumes ; certaines existent depuis toujours et sont à promouvoir, d'autres découlent du regroupement de producteurs, comme la halle d'Oullins, près de Lyon (5).

Les commandes groupées de produits secs permettent aussi d'éviter les grands distributeurs, mais ne résolvent généralement pas la question de la relocalisation.

Rob Hopkins cite une autre pratique : le glanage de la surproduction. Aux Etats-Unis, à Sarasota, 35 tonnes de nourriture ont été collectées chez des maraîchers ; il s'agit de produits hors normes non récoltés, qui ont été donnés à une banque alimentaire.

Toujours pour améliorer l'autonomie alimentaire (on parle aussi de résilience), on peut essayer de dévelloper l'agriculture urbaine. A Saint-Quentin-en-Yvelines, en région parisienne, le groupe de transition a mis en place un réseau d'achat de plants pour ceux qui ont un jardin : 200 arbres ont été plantés chez des particuliers, et la commune a soutenu la création de bosquets d'arbres fruitiers dans chaque hameau et dans les parcs publics. Des récoltes solidaires ont lieu dans les espaces publics, avant le pressage de jus de pommes et de poires (6). Citons aussi les cultures gratuites de légumes sur l'espace public : c'est limité en production mais fort en imaginaire (7).

Le conseil municipal de Vancouver voit plus grand : il a prévu de planter 150 000 arbres fruitiers dans les parcs et terrains appartenant à la ville d'ici 2020. Selon l'ONU, 800 millions de personnes dans le monde produisent de l'alimentation en milieu urbain ; cela couvre 15 à 20 % de nos besoins (8).

La production de nourriture s'accompagne d'autres activités comme le compostage des déchets fermentescibles qui, en milieu urbain, peut être collectif. Il est aussi possible de créer des ateliers de conserverie collective ou de confitures quand les jardins produisent trop, des ateliers d'entretien du matériel, de vannerie pour faire des paniers, de taille et de greffe des arbres… L'initiation à la botanique permet de consommer des plantes sauvages comestibles, de développer la production de semences. Dans un atelier de cuisine, on peut apprendre à utiliser des produits alimentaires non transformés et se détacher des plats préparés (particulièrement intéressant financièrement, donc socialement vital pour les plus pauvres).

Organiser des repas collectifs est une excellente initiative : une personne qui mange seule gaspille plus et utilise plus d'énergie que si elle mange avec d'autres. C'est bon pour la planète, mais aussi pour les liens sociaux.

A El Bolson, en Argentine, 25 familles ont versé l'équivalent du prix de leur consommation annuelle de farine (200 kg) afin d'acheter un silo à blé et un moulin pour la produire eux-même. Le

(4) Voir *Silence* n° 430, p. 9

(5) Voir *Silence* n° 423, p. 32

(6) Voir *Silence* n° 403, p. 12

(7) Incroyables comestibles, *www.incredible-edible.info*

(8) Rob Hopkins, *Ils changent le monde.*, p. 128

D. R.

Stand Ovesco à Lewes (Grande-Bretagne) pour la promotion des énergies renouvelables

blé provient d'une ferme voisine. Seize tonnes de farine ont été redistribuées la première année (9).

Tous ces projets doivent essayer de penser solidaire : les AMAP et les circuits courts, en laissant les producteurs fixer leurs prix, assurent un salaire correct à ceux qui travaillent. Les Jardins de Cocagne, en accueillant des personnes en difficulté sociale, contribuent à développer une nouvelle vision de soi et de la société.

MAÎTRISER SON ÉNERGIE

En France, Enercoop et Energies partagées ont fait le choix de partir de structures nationales pour, d'un côté, proposer une distribution d'électricité 100 % renouvelables et, de l'autre, financer des projets collectifs de production ou d'économie d'énergie. Enercoop a commencé à se décentraliser par la mise en place des coopératives régionales, mais peut-être faut-il relocaliser encore plus. Dans d'autres pays, les initiatives partent de collectifs locaux.

A Lewes (Grande-Bretagne) la société coopérative Ovesco a vu le jour pour promouvoir les énergies renouvelables. Quatre cent mille euros de parts sociales ont été collectés pour la création d'une centrale solaire et la gestion de subventions pour l'isolation thermique (10).

Toujours en Grande-Bretagne, les initiatives "chasseurs de courant d'air" à Totnes ou "maisons chaleureuses" à Slaithwaite ont permis d'aider des familles à isoler leur logement et diminuer leur consommation (11).

SE DÉPLACER LÉGER

La croissance de notre mobilité est la principale cause des émissions de gaz à effet de serre. Nous devons relocaliser non seulement nos achats mais également nos loisirs, nos vacances… ou, si nous voulons voyager loin, choisir des modes de déplacement doux. Il est tout à fait possible d'aller à l'autre bout du monde à vélo, en train ou en bateau si on en prend le temps. Il est même possible de faire le tour du monde à pied : certains l'ont fait en sept ans (12).

Il faut changer sa propre mobilité mais aussi essayer de convaincre les autres que ce serait bénéfique pour tout le monde. Better Block, du groupe de transition de Houston, mène des actions critiques pour revisiter l'urbanisme : blocage de rues, installation de passages piétons, plantations en pots sur le bord des trottoirs, installation de buvette provisoire avec musique… (13)

HABITER LÉGER

Si vous n'êtes pas encore propriétaire de votre logement, vous pouvez réfléchir à un habitat léger. En ville, les habitats groupés permettent de mutualiser les chambres d'amis, la buanderie, une salle de réunion… A la campagne, les écovillages permettent les mêmes économies d'espace et de matériaux. On peut aussi faire le choix d'un habitat léger de type yourte ou cabane (14).

Ceux qui sont déjà propriétaires peuvent penser à louer les chambres de leurs enfants quand ceux-ci sont partis ; dans une maison individuelle, on peut aménager ses combles pour offrir un logement à quelqu'un d'autre.

Chercher à réhabiliter plutôt que construire.

Essayer de penser sa maison pour éviter de produire des déchets au quotidien (15).

SE DÉSENCOMBRER

Nous achetons beaucoup d'objets dont l'usage est très limité dans le temps. Autant les partager : à Seattle (Etats-Unis), la création d'une "*tool library*" ("outilthèque") a permis de collecter plus de 1200 outils, dont des appareils professionnels coûteux offerts par une personne qui en avait

(9) Rob Hopkins, *op. cit.,* p. 137

(10) Rob Hopkins, *op. cit.,* p. 128

(11) Rob Hopkins, *op. cit.,* p. 160

(12) Voir le dossier de *Silence n°* 424 : "Lent, léger, le voyage…", juin 2014

(13) Christian Araud, *Vers une société désirable,* p. 128

(14) Voir le dossier de *Silence n°* 432 : "Loi Duflot, pour mieux se loger ?", mars 2015

(15) Voir www.zerowastefrance.org/fr

D. R.

➤ Outilthèque à Toronto (Canada)

hérité (16). On peut faire de même avec les livres (bibliothèques associatives), organiser des zones de gratuité (pour échanger ce dont on ne veut plus) ou, pour un plus large public, des vide-greniers. Les Repair Cafés sont un complément utile pour lutter contre l'obsolescence des objets (17), tout comme les ressourceries (18).

DÉVELOPPER DES COOPÉRATIVES

L'un des risques de ces projets alternatifs est de trop reposer sur le bénévolat. Cela conduit souvent à l'épuisement des groupes. Mais le salariat n'est pas non plus une solution car il nécessite d'entrer dans un processus administratif complexe. L'économie sociale (coopératives, mutuelles, associations) est un moyen d'expérimenter des situations intermédiaires. Ce n'est pas gagné d'avance, quand on voit la dérive des grosses mutuelles et coopératives. Il faut donc aussi réfléchir à la taille de ces structures.

Une réflexion est venue des gros écovillages qui existent en Scandinavie et en Amérique du Nord : si l'on n'est plus capable de nommer tous les membres d'un groupe, c'est qu'il est devenu trop gros (surtout si on essaie de travailler au consensus). Ce principe débouche sur différentes conclusions : pour certains, la limite se situe autour d'une centaine de personnes, d'autres pensent que c'est beaucoup moins : dans les entreprises autogérées, on constate la formation d'une hiérarchie de fait dès 15 à 20 personnes. Plutôt que croître autour de projets, il faut prévoir dès le départ la possibilité de se subdiviser et de se multiplier.

Terre de liens est un bon exemple de structure qui peut se démultiplier à mesure de son développement (19). Court-Circuit, mis en place par le collectif Scopa, à Ajaccio, a spécifiquement travaillé pour être reproductible à petite échelle (20).

Il existe différentes formes de coopératives. Le statut récent des sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) permet d'associer citoyens, bénévoles, salariés et collectivités publiques. Cela peut donner des résultats très intéressants, comme la brasserie associative de Montflours (Mayenne) qui compte 83 sociétaires pour 243 habitants (21).

Rob Hopkins, toujours optimiste, signale que le monde compte trois fois plus de coopérateurs que d'actionnaires…

DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE LOCALE

Créer de la richesse au niveau local grâce aux activités des collectifs, des associations, des coopératives est une chose, faire en sorte que cette richesse ne s'enfuie pas dans les poches des actionnaires des grosses entreprises en est une autre. Les monnaies locales complémentaires sont une bonne réponse pour fixer la richesse sur son lieu de production. Pour le moment, les initiatives françaises (22) sont dynamiques mais elles n'impliquent pas assez de monde pour avoir un poids économique significatif. Ce n'est pas mieux en Grande-Bretagne : à Totnes, commune de Rob Hopkins et point de départ du mouvement de la transition, seulement 5000 livres locales circulent pour 8000 habitants. C'est donc symbolique.

Ce n'est pas toujours le cas ailleurs. Conjunto Palmeiras, à 20 km de Fortaleza (Brésil) est un bidonville regroupant 1500 familles de pêcheurs déplacés à cause d'un projet immobilier. En 1997, une étude a montré que 20 % des achats se faisaient dans le quartier, donc que les aides sociales partaient ailleurs. Le prêtre Joaquim Melo a alors fondé une banque avec une monnaie locale permettant d'obtenir 5 % de réduction chez les commerçants locaux et des prêts à taux zéro pour les particuliers (de 1 à 3 % pour les entreprises). Résultat : en 2012, 93 % des achats se faisaient au

(16) Rob Hopkins, *Ils changent le monde*, p. 134

(17) http://repaircafe.org/fr/

(18) www.ressourcerie.fr

(19) www.terredeliens.org

(20) Voir *Silence n°* 430, p. 16

(21) Voir *Silence n°* 425, été 2014, p. 6

(22) http://monnaie-locale-complementaire.net

SQY en transition

Plantation d'un verger à Saint-Quentin-en-Yvelines

niveau local, 250 sociétés avaient vu le jour et 1800 emplois avaient été créés (23).

Les monnaies locales permettent en principe d'élargir l'aspect trop intime des systèmes d'échanges locaux (SEL) (24) ou des réseaux d'échanges réciproques de savoirs (25).

Bien sûr, tout ne peut pas être local et, tant que nous aurons besoin d'appareils aussi sophistiqués que les ordinateurs, les téléphones, etc., nous devrons faire une part de nos achats sur le "grand marché".

Il est toutefois possible d'adhérer à une banque alternative comme la Nef (26) afin de s'assurer que son argent ne circule que dans des circuits éthiques.

Le sujet de l'argent est sensible.

Rob Hopkins (27) distingue investissement interne (épargne locale pour projets locaux), investissement d'extraction (épargne locale pour achats de produits ou service qu'on ne peut faire localement) et investissement exogène (argent venu de l'extérieur pour des projets locaux : fonds publics, investisseurs citoyens…).

Jacques B. Gelinas appelle cet argent exogène l'"argent froid", par opposition à l'argent chaud, que l'on gagne à la sueur de son front (28). Christian Araud appelle aussi à la vigilance sur cette question (29) : les initiatives qui bénéficient d'apports extérieurs (investissements ou subventions) peuvent créer des emplois locaux au détriment d'emplois plus éloignés. Le pire exemple est celui d'Amazon, qui créé localement des emplois dans ses entrepôts… mais en détruit beaucoup plus dans les librairies. En restant dans la sphère alternative, ouvrir des boulangeries bio ne crée pas d'emploi : les gens ne mangeront pas plus de pain pour autant.

DONNER ENVIE À D'AUTRES

"Savoir faire et faire savoir". Trop d'initiatives ne prennent pas en compte le temps nécessaire pour se faire connaître. Pour susciter l'envie d'autres personnes, c'est pourtant indispensable. Cela peut se faire de multiples manières : faire des opérations extérieures comme projeter des films, organiser des débats, mener des semaines de promotion de la nourriture locale, des économies d'énergies… Cela peut passer par des réunions dans une salle municipale ou, plus modestement, chez des particuliers (ateliers pratiques, visite d'installation, savoir-faire…).

Rob Hopkins raconte que plus de cent ateliers pratiques se sont déroulés à Totnes en 2012. Cette méthode permet de multiplier les moments de rencontre entre les plus impliqués et les plus dubitatifs.

Cela peut passer par des festivals thématiques, des repas… au niveau local. Il importe aussi de former un réseau plus large avec d'autres initiatives plus lointaines, afin de se nourrir d'autres expériences, de se sentir impliqué dans un mouvement global. Cela passe par l'adhésion à des réseaux thématiques, par des rencontres, mais aussi par la lecture de la presse alternative qu'il faut penser à alimenter…

Michel Bernard ■

(23) Marie-Monique Robin, *Sacrée croissance,* La Découverte & Arte éditions, 2014, p. 251

(24) http://seldefrance.communityforge.net/

(25) MRERS, B. P. 56, 91002 Evry Cedex, tél : 01 60 79 10 11, www.rers-asso.org

(26) La Nef, Immeuble Woopa, 8, avenue des Canuts, CS 60032, 69517 Vaulx-en-Velin Cedex, tél. : 04 72 69 08 60, www.lanef.com

(27) Rob Hopkins, *Ils changent le monde,* p. 145

(28) Jacques B. Gélinas, *La Globalisation du monde,* Ecosociété, 340 pp., 2000

(29) Christian Araud, *Vers une société désirable,* Libre et Solidaire, 240 pp. 2014, p. 94

D.R.

"L'utopie, ça réduit à la cuisson, c'est pourquoi il en faut énormément au départ."

Gébé, L'An 01, 1973

Mairie de Totnes, isolée par l'extérieur, alimenté par photopiles.

Les pieds sur terre et la politique...

Les démarches alternatives sont parfois anciennes, parfois récentes. Avec l'âge, nous les regardons avec plus de recul et il est souvent plus facile alors d'en cerner les avantages, les inconvénients et les limites. Etre capable d'analyser ces limites est indispensable, car vouloir rester uniquement dans une "vision positive" risque d'être démobilisateur à long terme.

CONTRAIREMENT À CERTAINS MODÈLES "révolutionnaires" qui prônent un changement par le haut, la démarche de transition se veut orientée du bas vers le haut.

Le développement personnel — se changer soi-même ou encore adopter une "transition interne" —, cher à des mouvements comme Colibri, est une première étape nécessaire. Se lancer dans des initiatives de transition qui améliorent la résilience locale est un pas supplémentaire. Mais, pour espérer changer le monde dans lequel nous vivons, il est également nécessaire de s'engager en politique, et cela ne se résume pas au seul jeu électoral : cela ne se fait pas sans affrontement.

DU CHANGEMENT PERSONNEL

Le changement personnel est indispensable pour éviter de s'agiter comme un militant impatient devant les résultats limités de son action. Apprendre à prendre son temps pour changer les choses en profondeur est important. Alors qu'à la sortie du *Manuel de Transition*, en 2011, on est très vite monté à une centaine d'initiatives en France, il n'y en avait plus que 24 actives début 2015, dont seulement 7 ont atteint un niveau suffisant pour être reconnus par le mouvement international. Il n'existe malheureusement pas d'étude sur l'épuisement de ces nombreux groupes (1).

Le changement personnel est une étape intéressante, nécessaire, mais insuffisante. Il faut développer des projets collectifs pour espérer changer (et protéger) son environnement. Ainsi, le mouvement Colibri revendique plusieurs dizaines de milliers de sympathisants ; cela se traduit pratiquement par quelques grosses réalisations et quelques campagnes nationales (2)… Mais seulement une vingtaine de groupes locaux. Il est facile de se dire sympathisant, plus difficile de s'engager collectivement.

DE LA TRANSITION

"La transition est un art qui relève plus de la musique que de l'architecture. Ce n'est pas seulement la construction finale à laquelle l'on doit être attentif, le modèle vers lequel on tend. C'est chaque étape qui importe, aussi petite soit-elle. Chaque microprojet a son importance dans ce qu'il peut apporter aux autres. Dans une partition musicale, ce n'est pas seulement la dernière note qui compte : c'est chacune des notes qui contribue à l'harmonie de la partition." Cette belle comparaison entre transition et musique est d'Olivier de Schutter, inspecteur spécial de l'organisation des Nations Unies. Et de poursuivre : "Ce ne sont pas les 'technologies' développées en laboratoire et diffusées derrière la protection des brevets d'invention : ce sont les expérimentations locales, des 'innovations sociales', qui annoncent la société de demain (3)."

Même si elle est insuffisante, un initiative locale permet de sortir de la résignation. Comme le théorise

(1) Avis aux futurs chercheurs en politologie / sociologie

(2) Le mouvement Colibri est lié au Centre agroécologique des Amanins, dans la Drôme, et à la revue *Kaizen*. Il a mobilisé, principalement sur internet, 26 000 personnes pour la campagne "Tous candidats" lors de l'élection présidentielle de 2012…

(3) Préface de *Ils changent le monde*, de Rob Hopkins

D. R.

➤ Ferme en Normandie, soutenue par Terre de Liens

Rob Hopkins, chaque initiative locale est un laboratoire de recherche.

Si on regarde dans le détail, on peut avoir l'impression que toutes les initiatives alternatives restent à trop petite échelle pour modifier le système dominant. Un peu comme si seulement quelques personnes marchaient à contre-sens sur un tapis roulant qui nous conduit droit dans le mur. Pourtant, ces initiatives vont dans le sens d'une résilience plus importante vis-à-vis d'une crise écologique majeure. Créer du lien social, au niveau local ou à plus grande échelle, ouvre l'esprit, développe un nouvel imaginaire. Il y aura peut-être un choc, un retour à la barbarie… mais ceux qui ont auront développé des démarches qui font sens s'en sortiront sans doute mieux. Que l'on se rappelle ce qui s'est passé du 5e au 8e siècles, en Europe, après la chute de l'Empire romain : ce sont les monastères, autonomes dans leur fonctionnement, qui ont le mieux résisté.

DES RÉSULTATS POLITIQUES MODESTES

Si, en termes de nouvel imaginaire, les initiatives locales sont formidables, contribuent à la résilience locale et améliorent les relations entre les personnes, il ne faut pas se voiler la face : pour la plupart, elles restent trop marginales pour espérer entraîner un changement de société rapidement.

Donnons des exemples. A Totnes, fief de Rob Hopkins, sur environ 2000 foyers, 700 ont déjà participé à un diagnostic thermique dans le cadre de l'opération "Chasseurs de courant d'air", ce qui est tout à fait remarquable. Dans ce cas précis — les économies d'énergie — il y a adhésion d'une bonne partie de la population. Pourtant, lorsque l'on regarde une autre action comme la monnaie locale, on constate que là, avec seulement 5000 livres en circulation, on est encore totalement dans le symbolique. Qu'est-ce qui fait que l'un des sujets remporte l'adhésion du plus grand nombre et pas l'autre ?

Les groupes de transition ont du mal à s'implanter dans les grandes villes. Il est en effet difficile d'articuler un travail, sur des quartiers suffisamment petits pour que les temps de déplacement ne soient pas un obstacle, avec la nécessité de coordonner ces quartiers pour pouvoir interpeller les organisations qui fonctionnent au niveau de la municipalité (plan d'occupation des sols), de l'agglomération ou à encore plus grande échelle (liaisons ferroviaires).

Des initiatives que nous trouvons remarquables, comme Terre de liens, restent encore trop marginales. Comme le souligne Christian Araud, Terre de liens a aidé à l'installation d'une centaine de fermes en dix ans… alors que 50 000 fermes changent de mains chaque année. Les terres achetées par Terre de liens sont sorties du milieu spéculatif, donc sur le long terme, c'est cumulatif… mais bien lent.

Rob Hopkins signale que la monnaie locale la plus développée en Grande-Bretagne est celle de Bristol, où le maire, George Ferguson, a même accepté d'être rémunéré en *Bristol pounds*. Mais le chiffre d'affaires de 2012 est de deux millions d'euros… ce qui, dans cette ville de 450 000 habitants, représente 5 euros par habitant et par an !

En France, ce n'est sans doute pas mieux. A Toulouse, le Sol-Violette (4), monnaie locale complémentaire, dispose d'une très bonne communication, du soutien de la municipalité et de retombées médiatiques importantes… mais les résultats sont faibles. Selon le bilan de novembre 2014, 1157 adhérents ont échangé en 2013 l'équivalent de 500 000 €. Cela représenterait, à l'échelle de l'agglomération, moins de 1 € par personne. Une telle monnaie complémentaire est donc bien un moyen pédagogique de communiquer sur le rôle de la monnaie, mais pas (pas encore ?) une alternative pour ce qui concerne la relocalisation de l'économie.

(4) Sol Violette, 40 bis, chemin du Prat-Long, 31200 Toulouse, tél : 08 05 69 03 15, http://www.sol-violette.fr

D. R.

Transport de vélos dans le train

Ils changent le monde, 1001 initiatives de transition écologique

Rob Hopkins, Seuil, coll. Anthropocène, 2014, 200 pp., 14 €

Le manuel de transition, premier livre de Rob Hopkins — co-édité par *Silence* —, partait de deux constats : le pétrole sera de plus en plus coûteux et le changement climatique provoquera de nombreux bouleversements. Il est donc nécessaire de se préparer aux changements, ce qui passe par la résilience. Développant des méthodes nées dans le domaine de la psychologie, Rob Hopkins y donnait un mode d'emploi pour la création de groupes de transition au niveau local. Il avait alors été critiqué pour avoir négligé l'économie et la montée de la pauvreté actuelle. Dans ce nouvel ouvrage, il aborde donc les questions économiques, notamment en montrant tous les bénéfices que la résilience peut tirer du redéveloppement d'une économie locale, que ce soit en initiant des coopératives ou, éventuellement, en fondant une monnaie complémentaire. Il présente également les démarches économiques qui sont nées dans les initiatives de transition, avec une multitude d'exemples, certains très ambitieux (compagnies locales de production et distribution d'énergie), d'autres plus modestes… Ce nouveau livre devrait donner un nouveau souffle aux groupes locaux qui, impliqués dans un projet ou deux localement, ont souvent du mal à maintenir une dynamique plus globale. MB.

Les AMAP mobilisent environ 300 000 personnes en France mais semblent ne plus trop pouvoir grossir : manque de maraîchers, manque de terrains adequats à proximité des centres urbains, concurrence d'autres réseaux qui en détournent le concept en en gommant le côté social ("Ruche qui dit oui")… De plus, il est nécessaire de diversifier la production : personne ne peut s'alimenter uniquement avec des paniers, qu'il faut compléter par d'autres achats.

Biocoop fédère 350 magasins… face à 10 000 super- ou hypermarchés.

Enercoop, malgré 20 000 coopérateurs (18 000 individuels et 2000 entreprises) ne gère pour le moment que 0,1 % de la consommation électrique. Le mouvement pour l'habitat groupé totalise un millier de logements en une trentaine d'années… contre 300 000 nouveaux logements par an.

Le groupe de transition de Saint-Quentin-en-Yvelines a bien obtenu de la municipalité un plan de développement des arbres fruitiers dans les espaces publics mais, pendant ce temps, la même collectivité envisage la création d'une piste de ski artificielle qui consommerait autant qu'une ville de 10 000 habitants (5).

Méfions-nous des initiatives qui servent de faire-valoir à une collectivité publique ! Posons-nous la question du prix éthique des subventions.

LA QUESTION SOCIALE

Certaines initiatives sont certes sympathiques, mais répondent-elles à des questions aussi importante que la réduction des inégalités ?

Christian Araud (6) note que "relocaliser, produire utile, réutiliser, intégrer des personnes en difficulté (…) ce n'est pas loin de ce qu'ont fait les communautés Emmaüs depuis 1954, même si la dimension écologique n'est intervenue que récemment".

Le débat sur le mode de comptage des échanges a animé les systèmes d'échange locaux (SEL). Nous sommes inégaux devant notre espérance de vie et ceux qui gagnent déjà le plus sont ceux qui vivront le plus longtemps. Si on se contente d'échanger nos services ou objets au prix du marché, les riches en bénéficieront plus que les pauvres. Certains SEL expérimentent le principe de "une heure = une heure". Mais cela ne résout pas encore tout.

Comment intégrer des personnes âgées ou handicapées, des enfants, qui ont besoin de plus de services qu'ils ne peuvent en offrir ? Dans les initiatives présentées dans l'article précédent, combien permettent l'intégration des plus fragiles ?

Cette interrogation a vu le jour aussi dans les AMAP : quel est le juste prix pour qu'un maraîcher qui travaille 60 h par semaine dispose d'un SMIC, tandis que le consommateur urbain, dans bien des cas, gagne davantage tout en ne travaillant que 35 h ?

TOUT EST-IL PENSABLE LOCALEMENT ?

Peut-on relocaliser la question de la sécurité des personnes ? Comment faire l'impasse sur le

(5) Pour en savoir plus : collectif les Amis de la revanche, http://amisdelarevanche.zonelibre.info/

(6) Christian Araud, *Vers une société désirable*, p. 131

Marie Clem's

Inauguration du Village Vertical, habitat groupé participatif, à Villeurbanne (Rhône)

rôle de l'armée qui, sous prétexte de nous protéger, aide les multinationales à se maintenir dans nos anciennes colonies, comme en Françafrique.

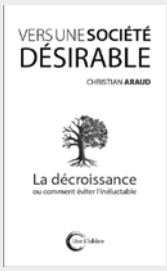
Comment traiter la question de la mobilité sur les grandes distances ? Si le train (à vitesse raisonnable) et le bateau sont des moyens de se déplacer parmi les plus économes, comment gérer leur fonctionnement qui, typiquement, n'est pas local ?

Comment gérer les différences de richesses entre les groupes ? Sans parler de la fausse "aide au développement" entre le Nord et le Sud, il existe des inégalités criantes plus localement : que l'on pense au voisinage entre l'Ile-de-France et la Picardie.

Même l'alimentation qui semble le plus relocalisable se heurte à des limites : sachant qu'il faut entre 1000 et 2500 m² pour nourrir une personne (7), il est bien évident qu'un collectif urbain n'a aucune chance de produire de quoi manger sur son territoire. Il faut donc forcément mettre en place des structures (sur le modèle des AMAP ?) pour développer des solidarités villes-campagnes… ce qui consommera de l'énergie ! A moins que l'on assiste à une nouvelle répartition des populations, avec une "relocalisation" dans les villages et les villes de petite importance (8).

Peut-on relocaliser la politique ? Si les actions municipales peuvent tendre vers un grand respect du citoyen — démocratie directe, municipalisme libertaire (9) —, on se heurte à un détournement du sens de l'élu dès que l'on monte dans les structures plus grandes. Il faudrait expérimenter d'autres méthodes de démocratie (mandat impératif par thème, tirage au sort, fédéralisme…). La France, avec sa tradition centralisatrice, ne semble pas la mieux placée pour ce genre de révolution.

Certaines alternatives sont d'ailleurs bloquées par cette centralisation : pour créer une banque alternative, la Nef est obligée, par la loi, d'avoir une dimension européenne, avec un chiffre d'affaires conséquent, qui rend de fait sa structure coopérative extrêmement symbolique.



Vers une société désirable
La décroissance ou comment éviter l'inéluctable
Christian Araud, Libre & Solidaire, 2014, 200 pp., 15,50 €

Le premier tiers du livre, exemples à l'appui, dresse la liste des obstacles qui, dans notre société, brouillent notre vision : pourquoi nous prônons une croissance inexistante et sommes incapables, dans notre majorité, de penser autrement : technophilie, bureaucratie, corruption… Christian Araud renvoie à de nombreux auteurs. Il fait ensuite une large comparaison entre les initiatives de transition (pragmatiques, décentralisées) et le mouvement Colibri (spirituel, centralisé), en proposant un rapprochement. Il multiplie les exemples de démarches allant dans le bon sens mais, contrairement à Rob Hopkins, il ne donne jamais dans l'angélisme et essaie de montrer à chaque fois les limites et les questions qui restent à aborder. Ainsi, les associations, en se développant et se fédérant, ont tendance à développer les défauts technocratiques du système qu'elles combattent, les conflits d'ego venant plomber bon nombre d'initiatives et les subventions ne s'obtenant pas sans compromis… MB.

ACCEPTER LA CONFRONTATION

La politique, c'est d'abord accepter les doutes et les confrontations (10). Déjà entre nous, mais évidemment aussi avec tous les autres. La démarche de transition se veut "inclusive", mais concrètement, cela ne fonctionne que tant que les élus ne sont pas remis en cause dans leurs propres choix.

Le vrai changement de société commencera quand baisseront les prélèvements sur les ressources naturelles, quand diminueront les écarts de richesse, quand cesseront les expansions urbaines… autant dire qu'on en est encore loin !

Que la municipalité de Nantes soutienne l'installation de composteurs collectifs, c'est très bien… mais les compostiers se doivent aussi d'être présents autour de dossiers comme le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Sinon, cela donne cette situation ubuesque : Vinci présente dans son projet une "réserve naturelle" en bordure de piste et une distribution de paniers bio pour le personnel ! Cherchez l'erreur !

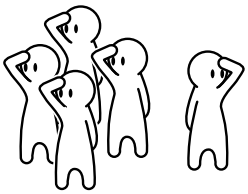
Michel Bernard ■

(7) Selon les modes de culture et les modes alimentaires : un végétarien nécessite deux fois moins de surface qu'un mangeur de viande !

(8) La limite de la taille des villes fait débat : certains avancent que l'on doit pouvoir la traverser à vélo sans difficulté, d'autres prennent la marche à pied comme unité d'échelle… Pourtant, on peut traverser Paris à pied sans avoir résolu le problème de son alimentation !

(9) Qui se limite proportionnellement à la taille de la commune.

(10) Malgré le débat initié par *Silence* dans son numéro 417 (*Transition et engagements politiques*), l'ouvrage de transitionneurs anglais, traduit par le groupe le Réseau Transition Québec et intitulé *Un écologisme apolitique : débat autour de la transition*, a connu une diffusion modeste.



Alternatives

Thés et infusions d'Aubagne

Après plusieurs années de lutte, 58 salariés de Fralib ont créé, en octobre 2014, la SCOP Provence Thés et infusions d'Aubagne. Outre la reprise d'une partie des locaux d'Unilever, la SCOP a fait le choix de la bio. Elle commence la commercialisation de produits locaux (tilleul des baronnies, lavande, menthe, verveine, mélisse, camomille…) et d'autres infusions en lien avec des coopératives du Vietnam.

SCOP Provence Thés et infusions d'Aubagne, Centre de Vie Agora, ZI des Palluds, 13400 Aubagne, tél : 04 42 32 53 61.

» Loire

Cigales

Une nouvelle Cigales, Club d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire, vient de voir le jour à Chavanay. Elle vise à permettre à des personnes locales d'investir dans des initiatives locales.

Cigales Régrillon, 7, aux Gardes, 42410 Chavanay, tél : 06 82 50 22 55, cigalesregrillon@laposte.net

» Perpignan

Vivre en béguinage

Historiquement, les béguinages sont des clos où, autour d'une cour commune entourant un jardin, vivent des femmes religieuses ou laïques, les béguines. Il en existait encore en Flandres jusqu'à il y a peu. A partir de cette idée est né à Perpignan au début de l'année, dans un couvent racheté par un ancien entrepreneur, un "béguinage" de retraité-e-s, un habitat groupé qui permet de rompre la solitude et qui est plus stimulant qu'une maison de retraite. Situé en centre-ville, il permet de maintenir l'autonomie des personnes. Le couvent a été transformé en 14 appartements de 2 ou 3 pièces. Une salle commune sert de salle à manger, il y a des chambres d'amis, une buanderie commune… Ce projet étant réalisé en lien avec l'évêché, la religion est mise en avant. Suite au succès rencontré, d'autres projets sont en cours de réalisation à Quimper, Ars, Mulhouse, Lourdes et en région parisienne.

Vivre en béguinage, 2, boulevard Kennedy, 66100 Perpignan, tél : 04 11 81 61 20, www.vivre-en-beguinage.fr

» Chronique : Les jeux écolos

Le Push car ou "caisse à savons"

Dans les années 1930, les savons étaient emballés dans des caisses en bois. Un fabricant de savons eut alors l'idée de glisser un mode d'emploi pour transformer la caisse d'emballage en véhicule bricolé pour s'amuser...

Les "caisses à savons" sont composées d'une caisse en bois, de quatre roues, les 2 roues avant sont fixées sur un axe mobile, dirigeable par les pieds ou par une corde fixée aux 2 extrémités. Il est possible de rajouter des morceaux de bois actionnés par des leviers et frottant sur les roues arrières pour freiner.

Quel est l'intérêt de se lancer dans un tel projet ? C'est tout d'abord un bon prétexte pour organiser une rencontre festive, imaginer et mener un projet collectif. C'est aussi l'occasion d'apprendre à bricoler aux enfants ou de se perfectionner en tant qu'adulte.

Les participants sont acteurs du début du projet jusqu'à sa fin : quelle sera la forme de la "caisse à savons" ? De quels outils et matériel avons-nous besoin ? Combien de temps nous faudra t-il pour le construire et l'expérimenter ?

Pour développer cette activité avec des enfants, on peut organiser un coin bricolage et créer un "permis outil". Cette démarche leur apprend qu'un outil n'est pas un jouet et qu'il y a des règles pour les utiliser. Celui qui respecte les règles de sécurité de l'outil peut s'en servir. Il est nécessaire d'organiser le coin "outils" avec une planche ou une bâche avec des dessins pour savoir où reposer les outils, comme dans un atelier.

Le bricolage fait appel à de nombreuses compétences intéressantes pour l'enfant et l'adulte : savoir planifier, s'organiser, mesurer, compter, savoir utiliser les outils pour couper, ajuster, assembler, tester, corriger, etc. Cela donne l'habitude de faire soi même, de construire et de réparer des objets, ce qui peut à nouveau servir chez soi dans sa vie quotidienne.

Des structures d'éducation populaire comme les Francas organisent chaque année des rencontres de "caisses à savons", pour transmettre le goût de faire ensemble et d'apprendre en faisant (selon les principes de la pédagogie active).

Il est possible de fabriquer sa caisse à savon uniquement avec des objets issus de la récupération : avec un châssis en palette, des roues de vélos ou de poussettes pour rouler, un dossier de chaise en bois pour le dossier...

Dans sa construction, le "push car" ne doit présenter aucun danger. Eviter les matériaux avec risque d'éclatement (aggloméré, plexiglas ou plastique rigide interdit). Aucune partie saillante ne doit être présente : pas d'échardes et de bavures métalliques, pas de clous ou de vis qui dépassent, pas de trous dans lesquels on peut se coincer des doigts. S'il possède une barre de poussée, celle-ci ne doit pas dépasser la largeur du "push car".

Pour faire rouler votre caisse à savons, entrainez vous dans un endroit sans voiture, dans un parc par exemple.

Il existe des personnes qui fabriquent des push car pour faire des rencontres de compétitions, d'autres ne le font que pour s'amuser. Chaque année, les habitants de la Haute vallée de l'Aude organisent en novembre la descente du col de Festes avec les véhicules les plus improbables pour le seul plaisir de la rigolade.

Les push car peuvent aussi avoir une utilité quotidienne. En Jamaïque, notamment à Kingston, les transports de fruits et légumes se font beaucoup sur des push car bricolés. Le push car devient alors un mode de transport écologique et un outil de travail au service de la collectivité.

Si vous souhaitez m'aider dans ma rubrique sur les jeux écolos, n'hésitez pas à m'envoyer vos souvenirs, vos remarques : **Michel Scrive**
42 rue Hoche, 93500 Pantin, mishelu@riseup.net

Le petit jardin des écoliers

Cette association, basée dans les Côtes d'Armor et dans l'Orne, met en place des "talus pédagogiques" dans les écoles en collaboration avec les municipalités, en mettant l'accent sur l'arbre et la pratique des semis directs, l'observation des organismes, des saisons, l'écocitoyenneté… Elle met en place également des ateliers de marcottage (enterrage d'une branche non détachée de la plante pour créer des racines et que l'on détache ensuite) et utilise des systèmes de bouteilles en plastique pour apprendre aux enfants à élever des plants de tomates, potirons, mais aussi pêchers, pommiers…

Le petit jardin des écoliers, La Chapelle de l'If, 22130 Laguenan, lepetitjardin22.canalblog.com, gxardeneto.chez-alice.fr.

Rencontres des Amis de Silence, top départ !

Cet été encore, du 22 juillet au 5 août 2015, les Amis de Silence vous invitent à partager concrètement les valeurs de la revue Silence : décroissance, autonomie, non-violence, écologie... en partageant la vie quotidienne d'un camp autoconstruit et autogéré dans la simplicité et la convivialité.

Ce sera à Bure, dans la Meuse, site désigné pour y enfouir les déchets radioactifs générés par nos centrales nucléaires. Notre présence sera un soutien à ceux et celles qui luttent sur place et ailleurs contre cette folie.

Nous prouverons qu'il est possible de pouvoir apprendre à l'occasion d'ateliers d'échanges d'expériences, de pratiques et de savoirs.

D'ores et déjà, nous aurons droit à une randonnée "touristique" tout au long des différents sites du projet d'enfouissement, une soirée en association avec la Maison de Résistance à la poubelle nucléaire, une séance d'échanges de graines (apportez vos restes de semences et repartez avec de nouvelles variétés à semer) …

Du mercredi 22 au dimanche 26 juillet aura lieu le montage du camp et la mise en place du fonctionnement autogéré des Rencontres.

La cuisine collective démarrera le vendredi 24 au soir : apportez vos assiettes, couverts, verres et votre contribution au petit-déj (confiture, miel, fruits oléagineux ou herbes à tisane) et à la préparation des repas (aromates et condiments du jardin).

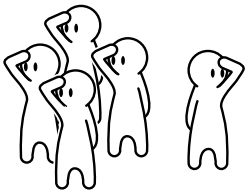
Du lundi 27 juillet au lundi 3 août, nous pourrons nous poser, profiter, autogérer, décider (au consensus en Assemblées quotidiennes), danser, proposer ou assister à des ateliers, aider le lieu qui nous accueille… *ensemble !*

Tout ce qui pourra y contribuer sera le bienvenu (tissus, ciseaux, crayons, papier, carton, instruments de musique, jeux coopératifs…), sans oublier notre Assemblée Générale annuelle !

Et les 4 et 5 août, nous démonterons, rangerons, nettoierons le camp… *ensemble !*

Pour en savoir plus, n'hésitez pas à vous rendre sur notre site internet *www.amies.revuesilence.net.*

Si vous avez besoin d'en savoir plus, et surtout si vous n'avez pas accès à internet, vous pouvez également appeler *Véronique au 03 54 00 60 20.*



Alternatives

» Paris

Ville fertile

Paris dispose d'une ferme bio ! Elle est située au Jardin d'agronomie tropicale, à l'extrémité est du bois de Vincennes (45, avenue de la Belle-Gabrielle, 75012 Paris). Inspirée des jardins partagés et des techniques maraîchères professionnelles, elle bénéficie de la collecte des déchets organiques en fin de marché sur Paris. Le lieu se veut à la fois un lieu de production intensif de légumes bio, mais aussi un lieu pédagogique pour les jeunes et les moins jeunes. La production sera toutefois limitée car il n'y a que 600 m2 de cultivables. Le lieu est animé par une quarantaine de personnes.

Ville fertile, chez Raphaël Luce, 13, rue de Toul, 75012 Paris, tél : 06 63 78 03 48.

» Chronique : Bonnes nouvelles de la Terre

En partenariat avec : Reporterre le quotidien de l'écologie

Les nouveaux entrepreneurs prospèrent en vélo

Les sociétés confrontées au déplacement urbain délaissent de plus en plus la voiture pour le vélo. Coursiers, plombiers, glaciers ou encore infirmiers libéraux, ces cyclo-entrepreneurs voient là un gain de temps et d'argent, et défendent une certaine vision de la ville.

En 2009, Arane Dumont décide qu'il est temps de ne plus être un plombier comme les autres. *"La difficulté à trouver des places lors des interventions, la perte de temps, les PV, ça m'a vraiment amené à un ras-le-bol de la voiture"* explique le Toulousain. Avec deux amis, il lance le *collectif des Zecoplombiers*, artisans intervenant à vélo au cœur de la ville rose.

D'après l'Ademe, plus de la moitié des trajets urbains font moins de trois kilomètres (zone de pertinence du vélo). Alors que seuls 3 % de ces déplacements se font en pédalant ! Nombre de sociétés regardent le vélo comme un véhicule efficace.

Au premier rang d'entre eux, les coursiers, dont l'efficacité n'est plus à prouver dans des villes comme Paris.

Et il y a cette large catégorie d'entrepreneurs pour qui l'acheminement n'est pas forcément la finalité. Comme le *collectif Boîtes à vélo*, fondé fin 2013. Un glacier, un infirmier, un peintre en bâtiment, des cafetiers itinérants et bien d'autres, tous pédalant à Nantes.

Un atout en zone urbaine dense

"Le vélo n'a pas d'intérêt dans les villes de taille moyenne. Nous, on agit sur l'île de Nantes où la densité urbaine justifie l'usage du vélo, avec 18 000 habitants pour quatre kilomètres carrés", explique Céline Emoulou-Zoa qui livre des paniers bio pour Croquinelle.

A Rennes, Sébastien Le Menac'h fait le même constat. Sa SCOP Toutenvélo propose, entre autres, des déménagements intra-muros faits entièrement à vélo. *"Tant qu'on reste dans l'hypercentre, il y a un vrai gain de temps : avec les remorques on se faufile partout. Sur une heure de temps, on gagne quinze minutes comparé au camion"*, constate-t-il. Cela dépend aussi de la qualité des aménagements cyclables décidés par les villes.

Le gain de temps n'est pas le seul avantage de cette mobilité douce. *"Les frais n'ont aucune commune mesure avec la voiture. Nos vélos électriques valent 3000 €, un coût très vite amorti. Derrière, pour le client, on n'est pas forcément moins cher qu'un autre sur la main d'œuvre. Mais on facture le déplacement à 15 € là où d'autres sont à 50 €"*, garantit Arane Dumont.

Céline Delestré/Avantipolo

A Toutenvélo, grâce à ces économies, on se dit 40 % moins cher qu'un déménageur classique. Contrepartie du biclou : le périmètre d'action forcément restreint limite le nombre de clients potentiels. Pas forcément une contrainte selon les Zécoplombiers. *"Moins il y a de distance, mieux on se porte. Si on voulait se développer, au lieu d'élargir le périmètre, on créerait plusieurs équipes autours de plusieurs pôles, comme pour quadriller la ville".*

L'entrepreneur, acteur de la ville de demain

Cette stratégie entrepreneuriale fait écho à une philosophie plus globale, empreinte d'écologie. Les Nantais de Croquinelle font dans l'alimentation durable, les Rennais de Toutenvélo insistent sur le caractère non-polluant, les Zecoplombiers promeuvent les dispositifs d'économies d'eau.

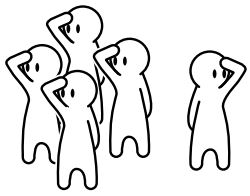
A écouter Arane Dumont, c'est surtout d'une vision de la cité dont il est question. *"On défend une ville à échelle humaine : on fait plus facilement des rencontres à vélo. Une ville avec une facilité de circulation, une ambiance sonore... L'étalement urbain, ce n'est pas le futur. Il faut relocaliser la ville, quartier par quartier".*

Benjamin Belliot-Niget, pour *www.reporterre.net*

Zecomplombiers : *15, rue Verlaine, 31520 Ramonville-Saint-Agne, tél : 06 67 70 32 88, http://zecoplombiers.com.*

Croquinelle : *4, avenue de la Gare de Legé, 44200 Nantes, tél : 06 52 45 29 45, http://croquinelle-nantes.com.*

Toutenvélo : *Déménagements et courses : 06 68 96 00 65, www.toutenvelo.fr.*



Alternatives

Médias.

♦ **El Shad,** *http://madmagz.com/fr/magazine/407844#/page/1.* magazine trimestriel qui s'adresse à la communauté LGBTQI (Lesbienne Gay Bisexuel(le) transsexuel(le) Queer Intersexe) maghrébine, a sorti son premier numéro en novembre 2014, sur le thème "Etre transsexuel(le) en Algérie". Portraits de personnes et d'associations sont notamment au rendez-vous.

♦ **La gazette de Gouzy,** *réflexions, expérimentations et luttes sociales, http://lagazettedegouzy.fr.* Consacre son numéro 3 au barrage de Sievens et le 4 au débat sur le revenu inconditionnel. Le tout en BD. C'est disponible en papier sur Tours (37), Poitiers (86) et Angoulême (16) et par téléchargement à prix libre ailleurs.

♦ **De tout bois,** *Le Monde à l'envers, 46 bis, rue d'Alembert, 38000 Grenoble, http://lemondealenvers.lautre.net.* Revue de soutien aux zadistes de Roybon qui luttent contre l'implantation d'un Center Park. 2 € minimum le numéro. Pour tout savoir des enjeux de la lutte et de l'évolution de la situation.

♦ **Ebullitions,** *canard ain-pertinent, 2, boulevard Irène Joliot-Curie, CS 70270, 01006 Bourg-en-Bresse cedex, tél : 06 63 30 81 01, ebullitions01@gmail.com.* Depuis 2003, petite revue mensuelle de 6 pages à petit prix (15 € par an) avec des informations et des débats locaux.

Le roi du vélo est marseillais

Depuis deux ans les autocollants *Mécanovélo* fleurissent les cadres des vélos, les attaches Decaux, les feux tricolores de Marseille. *Mécanovélo*, c'est un mécanicien sur un vélo bleu avec une caisse à outil portative qui fonce vers la panne aussi sûrement qu'un pompier sur son échelle.

Vivant au plein centre de Marseille, Youcef, natif du Forez, a appris le vélo dans un club sportif rural. Il s'est initié aux rudiments de la réparation à Feurs, dans la Loire. Quand il est arrivé à Marseille, Youcef Serkous s'est redécouvert une passion : *"J'ai rencontré beaucoup de cyclistes à* Vélo en Ville*"* la plus grosse association de cyclistes de la cité phocéenne, qui l'a embauché durant deux ans. (1) *"Je ne suis pas venu au vélo écologiquement mais par le côté pratique, économique"*, se contente-t-il de dire. Ce écolo sans le savoir fait pourtant plus de vélo que bien des élus Verts de la ville. Ne parlons pas des autres… La pauvreté, ça joue sur la mobilité. Youcef, c'est ce genre de magicien des cuisines qui transforme votre vieille bicyclette en véritable bécane pour le Tour de France. Une manie de la récup'.

A Marseille il a vu les choses changer. Pas la Mairie. *"On trouve plus de cyclistes mais les aménagements ne suivent pas. Ce qui retient les gens c'est la surprésence des voitures"*. En effet, elles occupent les trottoirs qui ont été aménagés pour le stationnement de ces monstres de CO_2. Pour les piétons, poussettes et autres, chacun improvise. Le collectif des *Cyclistes Enragés de Marseille* recommande d'ailleurs dans son dernier "post" un marteau de sécurité à employer contre les automobilistes indélicats, une race très commune dans la ville de Jean Claude Gaudin. Youcef est plus mesuré. Il note que le vélo en libre service a donné de l'élan à ce mode doux. *"Les sens de circulation deviennent autorisés pour les vélos mais le partage avec les piétons notamment sur le Prado, le grand axe sud de la ville est catastrophique"*.

Parti seul faire le tour de la Méditerranée, il a accompli 5000 kilomètres en partant vers l'Italie mais sans parvenir à entrer en Libye. En 2008 il rentre donc par la Tunisie après 5 mois de voyage. Avec Ananda, ils ont accompli quelques exploits : Nantes-Marseille à quatre roues et Biarritz-Marseille sans carte, *"une aventure romantique"*. Aujourd'hui le mécano gagne péniblement sa vie en réparant les vélos des autres. Et Docteur Youcef guérit même les crevaisons de la vie.

Christophe Goby

• *Allo Mécano Vélo/ Youcef Serkous : www.allomecanovelo.fr, tél : 06 23 22 35 69.*

Il propose également la location de vélos pour un jour ou plus, des formations pour pouvoir réviser et entretenir son vélo, et récupère les pièces de vélos inutilisés.

(1) Collectif Vélos en Ville, 24 rue Moustier, 13001 Marseille, tél : 09 54 58 88 77, www.velosenville.org.

» **Jura**

Les Jardins du Partage : bien plus que du jardinage !

DR

L'association *Solidarité Paysans Jura* (connue avant 2014 sous le nom de RESA 39= Réseau d'Entraide et de Solidarité Agricole) est une association de solidarité envers les agriculteurs en difficulté. Créée il y a plus de 20 ans, elle fonctionne grâce à une équipe d'une trentaine de bénévoles. Elle a pour but la création de liens de soutien entre les personnes du monde rural.

Le projet des *Jardins du Partage* est né il y a trois ans suite à une idée du Conseil Général du Jura, qui a confié à *Solidarité Paysans Jura* sa réalisation.

Le principe est simple : les terrains sont prêtés à des personnes en situation de précarité, pour leur permettre de retrouver une activité saine et bénéfique pour le moral en cultivant de bons légumes et des relations humaines riches. Le jardinage permet de créer des liens, de sortir de l'isolement et retrouver une place dans la société...

Le projet repose sur trois éléments :

- des terrains sont prêtés par des municipalités, des particuliers, des paroisses, ou autres.
- des jardiniers (bénéficiaires de minima sociaux) sont orientés par les travailleurs sociaux.
- des parrains /marraines accompagnent les jardiniers.

Le 25 juin 2014, trois jardins collectifs ont été ouverts à tous :

- A Lons-le-Saunier, dans un quartier populaire chez un particulier, 4 jardinières cultivent ensemble.
- A Orgelet, sur le jardin du presbytère, un groupe d'une dizaine de jardiniers, mis en lien par une assistante sociale, s'activent sur des parcelles individuelles et collectives.
- A Cousance, un autre jardin collectif de 6 personnes a vu le jour cette année sur le terrain du presbytère, grâce à l'implication d'une assistante sociale.

Chaque jardin est chapeauté par un (ou des) parrain(s) - marraine(s), dont le rôle est d'accompagner pendant toute la saison les jardiniers par des conseils techniques, mais également par l'écoute: c'est la spécificité des Jardins du Partage, et la condition de la réussite du projet .

Ainsi, au-delà du jardinage, c'est tout un réseau qui se crée, des liens qui se tissent dans le cadre d'échanges, de solidarité et de coopération.

Anne-Marie Daloz

Contact : Anne-Marie Daloz-Rufenacht, coordinatrice, tél. 06 52 78 79 47, jardinsdupartage@hotmail.fr.

Le blog du jardin d'Orgelet : http://www.jardinpartage.canalblog.com.

Le bureau de Solidarité Paysans Jura : 03 84 24 95 11, www.solidaritepaysans.org/jura.

» Alpes de Haute-Provence

Se tester en agriculture

La Collective de Chalvagne (anciennement *les gouttes d'O*) propose un accès aux terres et aux moyens de production dont elle dispose à Val de Chalvagne à tous les porteurs de projets souhaitant développer leur propre activité agricole écologique. Dans un cadre associatif intégralement géré de manière bénévole par ses usagers, ces moyens peuvent être mis à disposition pour tester son projet à la manière des espaces-test agricoles, avec possibilité de poursuivre le partenariat dans la durée en s'investissant dans le projet associatif.

Les paysans mutualisant le Pôle agricole partagent la jouissance de 10 ha de terres (dont 2 irriguées), des bâtiments agricoles ainsi que de tous les autres moyens de production communs actuels ou à venir. Ils sont accompagnés par la Cellule d'Autonomisation de l'association dans la gestion de leur projet et l'apprentissage de la mutualisation et de la gouvernance collégiale avec les autres paysans. Un Groupe Local d'Appui est en formation pour leur apporter un soutien professionnel et social.

Contact : chalvagne@lesgouttesdo.net – tél : 04 89 77 90 34

» Pays Basque

La ferme de Nissibart

En 2013, le GFAM, Groupement foncier agricole mutuel) de Nissibart est constitué et se porte acquéreur de l'intégralité d'une ferme de 22 ha avec bâtiments d'habitation et d'exploitation agricole auprès de la SAFER. Les bâtiments sont achetés en SCI, société civile immobilière. Le GFAM a pour vocation la finalité agricole, la non-revente sur le long terme, l'allègement des investissements financiers pour le paysan. 140 souscripteurs ont déjà pris des parts de la GFAM. Il en reste encore à trouver (75 € la part).

Ferme Nissibart, quartier La Chapelle, 64130 Barcus, tél : 05 24 34 16 32, http://ferme-nissibart.kazeo.com

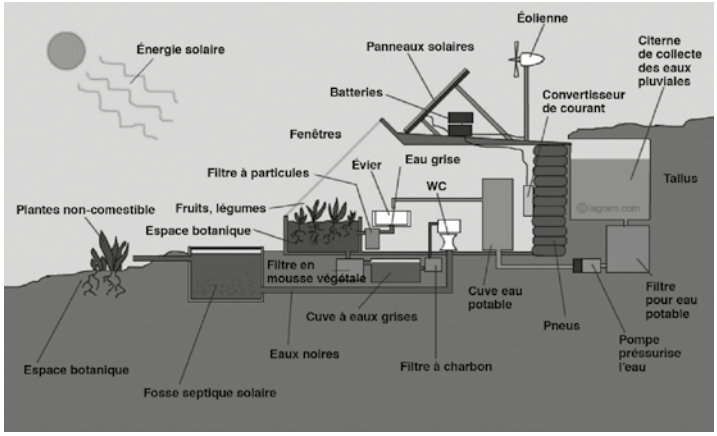
» Chronique : Le Monde en construction(s)

Un "vaisseau terrestre" en Turquie

Remplissage des pneus

A première vue, le petit village de Payamli aux alentours d'Izmir (côte ouest de la Turquie) ne diffère pas des autres. Mais depuis un an et demi, un projet original est en train d'y voir le jour à l'initiative d'Erdem. Ayant géré une dizaine d'années des auberges de jeunesse à Istanbul, ses aspirations ont changé : *"Maintenant, je souhaite travailler moins, avoir une meilleure qualité de vie... j'aimerais céder mes affaires à un bon prix et me consacrer à de nouveaux projets..."*. Son idée : construire plusieurs maisons écologiques pour sa famille et des visiteurs ; créer un grand potager et organiser des ateliers autour de la construction et de la permaculture.

Pour l'heure, il s'agit de finir la première maison sur le modèle des *Earthship*, des habitations construites à partir de matériaux recyclés qui visent à l'autonomie énergétique. Depuis leur élaboration, il y a une quarantaine d'années, par l'architecte américain Michaël Raynolds, des centaines de ces "vaisseaux terrestres" ont fleuri sur la planète. Certains sont officiels, co-construits par l'équipe de Raynolds ou par ceux qui ont suivi la formation de l'*earthship academy.* D'autres, comme Erdem, s'inspirent librement de certaines des caractéristiques de ces maisons étonnantes.



• une structure semi-enterrée sur la façade nord pour conserver une température fraîche

• une grande baie vitrée plein sud, aux fenêtres inclinées pour que les rayons bas du soleil d'hiver pénètrent au fond de la pièce, et que ceux d'été atteignent les plantes, derrière les vitres. Ces dernières filtreront les eaux grises de la douche et de l'évier, qui iront ensuite alimenter les toilettes

• et des murs... en pneus ! *"C'est un contenant parfait : on peut le remplir de gravats. Et puis, cela ne coûte rien, je les ai récupérés chez des garagistes bien heureux de me les refiler. En général, les pneus usagés sont brulés pour être recyclés, ce qui dégage beaucoup de pollution. Pour moi, ça n'est pas ça le recyclage..."* Si la technique est économique, le travail est harassant : *"on avait un rythme de six pneus par jour/personne... on a bien dû en remplir 500 !"* Ensuite, les murs ont été enduits avec un mélange d'argile, sable et de chaux.

Erdem a d'abord travaillé avec des habitants du village. *"Mais ça n'a pas vraiment fonctionné. Ils avaient du mal à comprendre l'intérêt du projet. Pourquoi s'entêter à construire avec des pneus, alors qu'on peut le faire avec des parpaings ?"* Depuis, il s'appuie sur des réseaux comme *work away* ou *helpX*. Des volontaires d'autres pays viennent l'aider et apprendre, en échange du logement et du couvert. Maintenant que la maison a pris forme, les habitants sont de plus en plus curieux et viennent régulièrement observer l'avancement du chantier et se régaler des légumes bios. De jeunes Turcs des environs viennent également lui donner un coup de main... Qui sait, peut être feront-ils à leur tour naître d'autres *Earthships* en Turquie ?

Chloé Deleforge et Olivier Mitsieno

Pour en savoir plus sur la construction d'Erdem, et les autres éco-bâtisseurs que nous avons rencontré, rendez-vous sur notre site eco-logis.org à la rubrique "carnet de route" et sur facebook "ecologis.project".

Santé

Faut-il vacciner contre le cancer du col de l'utérus ?

Les laboratoires pharmaceutiques font le forcing pour que se développe la vaccination contre le cancer du col de l'utérus chez les jeunes filles, depuis le plus jeune âge. Or, l'innocuité du vaccin utilisé, le "Gardasil", n'est pas prouvée. Afin de protester contre cette campagne en milieu scolaire, l'UNACS, Association nationale des associations citoyennes de santé, le Mouvement pour le respect des droits fondamentaux à la personne et l'association Prévention vaccin, ont envoyé en octobre aux chefs d'établissements scolaires, un courrier leur rappelant le cadre législatif à respecter… ce qui devrait en faire réfléchir quelques-uns sur les risques de procès en cas d'accident thérapeuthique.

- UNACS, 34, rue des Hauts-Pavés, 44000 Nantes,
- MRDF, 2, rue du Vieux-Moulin, 78640 Neauphle-le-Château,
- Prévention Vaccin, 28, rue Gabriel-Pérouse, 73200 Albertville.

» Zurich

Un immeuble pour les hypersensibles

Situé dans les hauteurs du quartier de Leimbach, un immeuble a été construit à Zurich pour accueillir des personnes souffrant d'hypersensibilité chimique multiple (sensibilité aux ondes, mais aussi aux molécules chimiques des parfums…). Le lieu, en limite d'urbanisation, a été choisi car au pied d'une montagne qui bloque pas mal de rayonnements. Habité depuis début 2014, c'est le premier immeuble du genre en Europe. Il a coûté 4,9 millions d'euros pour 14 logements soit environ 25 % de plus qu'un immeuble normal.

Les matériaux naturels ont été privilégiés, les enduits sont réalisés à la chaux, de la fibre de verre a été utilisée en remplacement des structures métalliques. Chaque pièce dispose d'une ventilation et d'un système de purification de l'air. Une buanderie commune n'autorise que les produits ménagers sans colorants ni parfums. Les téléphones mobiles sont interdits comme la wi-fi. Il y a des téléphones avec fil et des ordinateurs reliés par câble à internet. Les logements sociaux sont attribués par la mairie.

Marche, vélo, métro et bien-être

Marcher, pédaler ou prendre les transports en commun est bénéfique pour la santé. C'est ce qui ressort d'une vaste étude réalisée en Grande-Bretagne pour le compte du Centre britannique pour l'alimentation et l'activité physique. L'étude a consisté à suivre pendant 18 ans, 18 000 adultes de 18 à 65 ans, en comparant leurs modes de déplacement et leur santé psychologique.

Dans le détail, les personnes qui choisissent d'arrêter de faire leurs trajets en voiture pour aller au boulot sont ceux dont la santé psychologique s'améliore le plus : meilleure facilité de concentration, moins de stress, moins d'insomnie, plus d'initiatives professionnelles ou familiales…

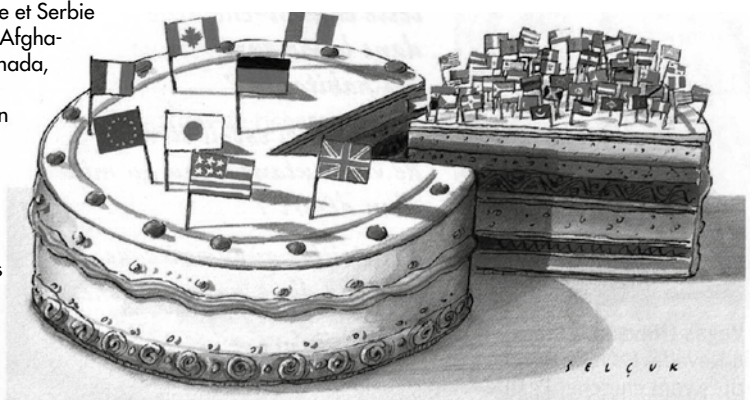
Les chercheurs ont constaté, à leur grande surprise, que même les transports en commun sont meilleurs que la voiture : possibilité de rencontres, de lire, de se relaxer l'emporte sur les inconvénients comme proximité, retards, grèves… Et le résultat pour les transports en commun est d'autant meilleur que la distance entre chez soi et la station est plus long.

Ceux qui marchent le plus ou qui font le plus de vélo sont ceux qui ont la meilleure santé psychologique… "et plus le trajet est long, plus le bien-être augmente".

Société

Les inégalités de richesse

Il existe de multiples manières de mesurer les inégalités, mais on peut en citer une : le coefficient de Gini qui mesure les inégalités de répartition des richesses. Ce coefficient est compris entre 0 (tout le monde dispose d'une même richesse) et 1 (une seule personne possède tout). Au classement des Etats (selon une étude de la CIA reprise sur wikipédia !), seraient les moins inégalitaires Danemark, Suède et Japon (0,25), Slovaquie Norvège et République Tchèque (0,26), Biélorussie et Finlande (0,27), Allemagne, Ukraine et Serbie (0,28), Autriche et Afghanistan (0,29)… Canada, France et Belgique sont à 0,33. L'Union européenne est à 0,30, les Etats-Unis à 0,45. Les pays les plus inégalitaires seraient la Namibie (0,71), les Seychelles (0,66), l'Afrique du Sud (0,65)…



Inégalités entre les pays

» Mumia Abu-Jamal

12 188 jours en prison

Le 24 avril 2015, Mumia Abu-Jamal aura 61 ans. Arrêté le 9 décembre 1981 aux Etats-Unis pour le meurtre supposé d'un policier, il aura donc déjà passé 12 188 jours en prison (plus de 33 ans) après avoir été condamné à mort dans un premier temps. Les révélations successives au fil des ans ont montré qu'il s'agissait d'un coup monté par le FBI pour l'empêcher de poursuivre son travail de journaliste en faveur des Black Panters. Depuis le 27 mars 2008, sa peine a été commuée en peine de prison à vie. Emprisonné en Pennsylvanie, il a écrit de nombreux livres et a reçu le soutien de multiples personnalités, associations, collectivités publiques… En octobre 2014, l'Etat de Pennsylvanie a voté une loi interdisant aux prisonniers, anciens prisonniers et familles de prisonniers de s'exprimer par la parole ou l'écriture sur tout ce qui touche à la justice et aux condamnations. Cette loi surnommée "loi anti-Mumia" fait l'objet d'une bagarre juridique suite aux plaintes des associations de défense des droits humains. Des rassemblements mensuels se tiennent à 18h, le premier mercredi de chaque mois, à l'angle de la rue de Rivoli et du jardin des Tuileries, à proximité de l'ambassade des Etats-Unis pour demander la libération de Mumia Abu-Jamal et l'abrogation de la loi d'octobre 2014. *(http://mumiabujamal.com)*

Travail salarié et temps partiel

DR

Si presqu'autant de femmes que d'hommes travaillent (12,6 millions de femmes pour 13,6 millions d'hommes), une grosse différence s'observe dans le recours au temps partiel : 30 % chez les femmes contre 6,9 % chez les hommes. La principale raison évoquée par les femmes pour choisir le temps partiel est qu'elles font passer la famille avant la carrière pour 82 % d'entre elles. Conséquence : alors qu'elles sont aujourd'hui plus diplômées, elles continuent à toucher en moyenne 20 % de salaire en moins, un écart qui est grandissant avec le niveau de salaire. À signaler que l'égalité ne passe pas forcément par une augmentation du temps de travail salarié des femmes… mais plutôt par une baisse du temps de travail des hommes, ce qui leur laissera le temps d'appliquer aussi l'égalité dans le domaine familial.

Baisse des adoptions

Entre 2003 et 2013, le nombre d'adoptions d'enfants en France, comme dans le monde, a été divisé par trois. Pour Jean-François Mignot, du Groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique de la Sorbonne (Gemass) (étude publiée dans *Population & Société* de février

DR

2015), cette évolution rapide s'explique d'abord par l'évolution des lois internationales sur les droits de l'enfant : lutte contre le trafic d'enfants, priorité à l'adoption dans la famille, par défaut dans le pays d'origine. Les adoptions concernent maintenant des populations plus spécifiques : des fratries complètes, des enfants touchés par une pathologie… ce qui explique aussi une augmentation rapide de l'âge des enfants adoptés. En 2003, les enfants étaient originaires d'abord de Bulgarie, Guatemala, Ukraine, Biélorussie, Corée du Sud… et allaient vivre d'abord à Chypre, en Norvège, en Suède, au Danemark, en Espagne…Entre 2003 et 2013, le nombre d'enfants adoptés est passé de 42 000 à 15 000. En France, le nombre passe de 4136 à 1343. 70 % sont en fratrie ou souffrent de pathologies. L'auteur conclut son étude en ouvrant sur les conséquences prévisibles : une hausse de la demande de procréation médialement assistée et de gestation par autrui.

Dessinatrices encore peu nombreuses

Sur 1411 auteurs professionnels de bande-dessinée, on ne compte que 170 femmes (12 %). Par contre du côté des coloristes, pour 180 professionnels, on compte 81 femmes (45 %) (rapport 2014 de l'association des critiques et journalistes de bande dessinée). Lorsque *Silence* a contacté des dessinateurs pour l'hommage à Remi Fraisse (n° de janvier), nous avions des contacts avec une trentaine de personnes dont 8 femmes (26 %) et nous avons reçu 20 dessins dont seulement un fait par une femme (5%).

Internet permet la traque des homosexuels

Le site de rencontres Grindr, présent dans 192 pays, compte 4 millions d'utilisateurs. Pour faciliter les rencontres entre homosexuels, un système de géolocalisation permet de connaître ceux et celles qui habitent près de chez soi. Inconvénient : en Egypte, où l'homosexualité est un délit, la police utilise ce site pour arrêter les homosexuel-le-s en utilisant cette géolocalisation. D'autres pays comme la Russie ou l'Arabie Saoudite pourraient faire de même. Les animateurs du site ont cherché à mettre en place des protections, mais rien n'empêche un policier de s'inscrire sur le site pour ensuite faire des recoupements.

Livres scolaires à revoir

L'INED, Institut national des études démographiques, a fait une étude portant sur les personnages qui apparaissent dans l'ensemble des manuels scolaires de mathématiques utilisés en 2008 dans le primaire. Il y a en moyenne plus de garçons représentés que de filles, plus d'hommes que de femmes. Un seul manuel présente une égalité entre les enfants… mais pas entre les adultes. En moyenne, les femmes adultes représentent 11 % des personnages contre 35 % pour les hommes adultes. Il y a aussi des différences dans les activités : les garçons sont dans des postures plus actives alors que les figures féminines sont plus utilisées pour la représentation des émotions. Les femmes adultes sont toujours principalement associées à des tâches domestiques ou à des métiers qui prolongent ce type d'activité (éducation, commerce alimentaire)… alors que les hommes sont mis en scène dans l'ensemble du panel des métiers. *(INED, décembre 2014)*

Le cœur des femmes

"Les maladies du cœur, un problème masculin !" D'ailleurs les expériences cliniques et les études épidémiologiques sont quasi exclusivement réalisées sur des hommes. Et c'est pourquoi les femmes ont 40% de moins de chances de bénéficier d'une coronographie (radiographie des artères du cœur) que les hommes. Pourtant, les maladies cardiovasculaires constituent… la première cause de mortalité chez les femmes dans les pays industrialisés ! *"Une femme sur trois en meurt. En comparaison, une femme sur 26 décède des suites d'un cancer du sein"*, écrit Manon Legrand dans Axelle. Le cœur des femmes étant différent de celui des hommes, il ne réagit pourtant pas de la même manière à la consommation de tabac, à la nutrition, au stress… Et on n'a presque pas étudié le rôle de la contraception, des grossesses, de la ménopause sur leur cœur. Les femmes noires sont davantage sujettes à ces maladies que les autres, mais leur accès aux soins est encore plus limité. En 2015 les ligues et fondations médicales consacrées aux problèmes cardiovasculaires commencent tout juste à s'intéresser sérieusement à la moitié de l'humanité. Il était temps. *(Axelle n°175)*.

DR

Climat

L'objectif fixé par les institutions mondiales est de rester en-dessous de 2°C de hausse de la température d'ici l'an 2100. Mais on n'en prend pas le chemin, notamment parce que le recours aux énergies fossiles est toujours en forte hausse dans le monde. Le scénario "comme d'habitude" où l'on continuerait sans rien changer est toujours malheureusement le plus vraisemblable. Cela entraînerait une augmentation de la consommation d'énergie de 37 % d'ici 2040 et pourrait alors provoquer une hausse de la température moyenne du globe de 4°C à 7°C… d'ici 2050 ! C'est le scénario le plus catastrophique sur lequel travaille actuellement le GIEC, avec des conséquences sur les écosystèmes et sur la santé des humains pour le moins effrayantes.

Sauver le climat

…et le nucléaire ?

Début février 2015, le gouvernement a annoncé des propositions pour diminuer notre empreinte climatique. La principale mesure concerne le développement des voitures électriques (avec des primes allant jusqu'à 10 000 € pour l'achat d'un véhicule). Les associations de cyclistes ont demandé qu'une prime identique soit donnée aux personnes qui vendraient leur voiture pour ne plus se déplacer qu'en modes doux… mais là pas de réponse. Il s'agit donc bien d'essayer de trouver de nouveaux débouchés pour l'électricité et d'ainsi justifier la poursuite du nucléaire à un moment où celui-ci est menacé par la rentabilité économique des énergies renouvelables.

Quant à offrir 10 000 € pour l'isolation de votre logement, ce qui satisferait le plus grand nombre, il n'en est pas question : économiser l'énergie est totalement contraire à la doctrine de relance de la croissance. C'est pourtant sur le long terme la meilleure solution pour le climat : ne pas consommer.

…et les banques ?

Autre mesure annoncée début février 2015 par le gouvernement : l'interdiction de vendre des centrales au charbon à l'étranger pour ne pas inciter à consommer un matériau extrêmement néfaste pour les émissions de gaz à effet de serre. Très bonne mesure… sauf que la France n'exporte pratiquement pas dans ce domaine. Par contre nos banques sont parmi les plus grands prêteurs pour la construction de centrales au charbon à l'étranger. Et là, dans les mesures, rien pour l'interdire. Selon l'association Oxfam, la France est au cinquième rang mondial des financeurs dans ce domaine.

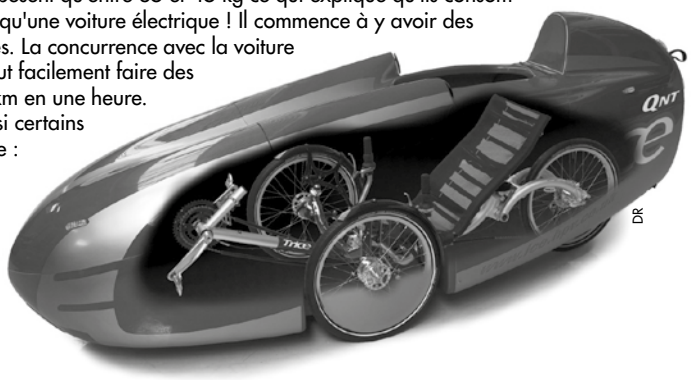
…et les multinationales

Les 20 et 21 mai 2015, l'Unesco va accueillir une conférence sur le climat organisée par les Entreprises pour l'environnement "Business & Climate". On y retrouve tous les amis du climat : Total, GDF-Suez, Air France, Bolloré, Peugeot, Renault, Vinci, Lafarge, EDF, Michelin… Il s'agit pour les entreprises de présenter "leurs" solutions. Et comme on n'est jamais aussi bien servi que par ses amis, dans les partenaires, on retrouve France-Nature-Environnement, Le Monde, Actu-environnement… La même organisation disposera d'un emplacement réservé sur les lieux-mêmes des négociations ultimes de la Cop21, en décembre 2015. Le lobbying fonctionne à fond… pour éviter les mesures sérieuses.

Vélo(rution)

Les vélomobiles sont l'avenir des transports individuels

Un vélomobile est un tricycle avec un cycliste en position couchée, le tout dans un carénage aérodynamique. Il peut être avec assistance électrique… et alors là, les performances en terme de vitesse de déplacement sont du même ordre que la voiture… Les vélomobiles ne pèsent qu'entre 35 et 45 kg ce qui explique qu'ils consomment 80 fois moins qu'une voiture électrique ! Il commence à y avoir des filières commerciales. La concurrence avec la voiture est certaine : on peut facilement faire des trajets de 40 à 50 km en une heure. Mais on rejoint aussi certains défauts de la voiture : en cas d'accident, bonjour la casse ! Et les risques pour les cyclistes classiques et les piétons ne sont pas négligeables.



Une agricyclette

Jusqu'à maintenant, le débat sur l'après-pétrole envisageait un redéveloppement de la traction animale, ce qui n'est pas sans poser des questions éthiques sur le respect de l'animal. Aux Etats-Unis, en Californie, un réseau de travail sur les outils agricoles a mis au point une "agricyclette" qui permet en pédalant de remplacer le tracteur. Cela fonctionne pour des travaux légers comme le binage, mais reste cependant limité pour les travaux nécessitant plus de force (labours) ou alors il faut se passer de ces travaux (comme en permaculture).

» Un an sans poubelle

365 jours de réflexions pour sortir de la société de déjection

» Bouches-du-Rhône

Contre la rocade Linéa entre Saint-Mitre et Allauch

Un projet de rocade "Linéa" entre le quartier Saint-Mitre à Marseille et Allauch détruirait sur 31 m de large et 6,5 km de long une zone encore en partie agricole. Alors qu'une enquête publique a démarré, une "Zone à défendre" a vu le jour le 14 février 2015 avec le soutien de Terres Fertiles 13 et de la Confédération paysanne. D'autres initiatives ont vu le jour comme celle du comité de quartier qui demande que la rocade soit construite en souterrain ! Le 17 février 2015, le commissaire enquêteur a répondu à ces derniers que cela en multiplierait le prix par 6. Le prix actuel est annoncé à 210 millions d'euros… pour gagner quelques minutes de trajet pour les automobilistes et uniquement pour eux car aucune ligne de bus n'emprunterait cette nouvelle voie. L'association de défense des riverains de la Linéa, ADRL, dénonce l'idée d'un projet souterrain : une ancienne carrière de gypse sur le trajet menace de s'effondrer. L'ADRL propose soit d'améliorer l'existant, soit de s'intéresser à d'autres modes de transport : un téléphérique ne coûte que 3,5 à 7 millions du km et permettrait d'offrir un autre mode de déplacement que la route.

- *ZAD d'Allauch, 338, chemin du Vallon-Vert, 13190 Allauch, collectifzadmarseille@riseup.net*
- *ADRL, chemin des Quatre familles, 13190 Allauch, http://adrl13.canalblog.com/, adrl13@hotmail.fr*

Notre-Dame-des-Landes

♦ **Nous plantons, ils se plantent.** Le 10 février 2015, plusieurs centaines de personnes ont participé à des chantiers de plantation de haies dans le bocage. Paysans, naturalistes, zadistes et comités de soutien auront planté plus d'un km de haies dans la journée. Progressivement les terrains agricoles confisqués par le Conseil général sont remis en état et cultivés.

♦ **Avis défavorable du Conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité.** Le 10 février 2015, le CSPNB, conseil consultatif auprès de l'Etat, mis en place en 2004, a conclu, comme de nombreuses autres instances scientifiques, que l'écosystème très original du bocage de Notre-Dame-des-Landes est très précieux et donne donc un avis négatif pour le projet d'aéroport. Il critique fermement le principe des zones de compensation et signale que ce projet est en contradiction avec les dispositions du SDAGE, Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux de Loire-Bretagne.

♦ **Le nu n'est pas une insulte !** Condamnés par le tribunal de Saint-Nazaire à quinze jours de prison avec sursis pour s'être mis nus devant les forces de l'ordre lors des semaines d'affrontements de l'automne 2012, deux zadistes sont passés en appel devant le tribunal de Rennes. Le 17 février 2015, ils ont été relaxés, les juges reconnaissant là le "geste poétique".

♦ **Violente manifestation à Nantes.** Un an après la grande manifestation à Nantes, le 22 février 2015, une nouvelle manifestation s'est tenue pour dénoncer les violences policières d'alors (un œil perdu, plusieurs personnes blessées par les tirs de flash-ball). Un millier de personnes y ont participé et des affrontements ont eu lieu. 10 personnes ont été interpellées, 5 ont comparu devant un tribunal et trois ont pris des amendes. Un journaliste a été interpellé et a dû effacer ses photos ! Une autre manifestation s'est tenue le même jour à Toulouse, en lien avec le barrage de Sievens. Là aussi, il y a eu des échauffourées.

» Vaucluse

Supermarché contre terres agricoles

Un projet de zone commerciale Auchan doublée d'une zone industrielle de 100 hectares, au sud de la commune de Cavaillon, sur le quartier dit de la Voguette, devrait détruire plus de 44 hectares de terres agricoles. Or le Vaucluse est le département où il y a déjà le plus d'hypermarchés dans la région. Par ailleurs, une digue d'un coût annoncé de 7 millions d'euros, financée par les impôts, doit être construite pour protéger la zone Auchan des inondations possibles de la Durance. Un collectif d'habitant-e-s opposé-e-s au projet s'est constitué. Ils proposent des alternatives pour cette zone et pour l'avenir de Cavaillon, encourageant l'installation de paysans et de producteurs sur ces terres fertiles. *La Voguette en Durance, http://lavoguetteendurance.fr.*

Politique

Je suis Charlie

A Angoulême, Charlie-Hebdo s'est vu remettre un prix spécial. A cette occasion, Jean-Christophe Menu, de la rédaction, a tenu à faire un discours pour remettre les pendules à l'heure : *"Je suis Charlie, ça pourrait être refuser le traité de libre-échange transatlantique, qui va permettre à Monsanto de transformer les champs européens en désert de cailloux. Je suis Charlie, ça pourrait être enterrer le projet d'aéroport ou de barrages aussi inutiles qu'absurdes. Je suis Charlie, ça pourrait être d'arrêter de prononcer le mot de croissance, qui, tout le monde le sait, est loin derrière nous. […] Je rêve de planter des carottes sur les pistes de Notre-Dame-des-Landes avec M. François Hollande, M. le maire d'Angoulême (...) et que l'on rédige ensemble des lettres d'insultes aux multinationales, au FMI et à tous les bureaucrates qui tuent la planète pour s'en foutre plein les poches. Ce jour-là, oui, nous pourrons dire ensemble Je suis Charlie".*

Cela ne vous a peut-être pas marqué, mais sur les stades les athlètes courent toujours dans le sens inverse des aiguilles d'une montre. Ce choix a été fait en 1913 lors des premières Olympiades modernes après qu'une étude neurologique ait montré que l'on tourne plus facilement vers la gauche que vers la droite (cela fait des écarts de 2 secondes sur un 400 m !). En politique, cela devrait donc aussi s'appliquer : on devrait veiller à tourner plus souvent sur la gauche.

» Israël-Palestine

Boycott Désinvestissement Sanction

♦ **Comment la guerre contribue à financer Israël.** L'ONU a collecté 5,4 milliards de dollars pour aider à reconstruire Gaza après les attaques d'Israël de l'été 2014 qui ont provoqué la mort de 2254 Palestiniens. Or cet argent va profiter en grosse partie… à Israël. Une étude sur le versement d'une telle aide en 2008 a montré que 44 % de la somme a été distribuée au profit d'entreprises israéliennes. Cela s'explique par le fait que l'économie de Gaza est sous contrôle de l'occupant et que l'entièreté du ciment, de l'asphalte et d'autres produits du bâtiment ne peuvent être commandés qu'à des entreprises israéliennes. Comme Israël encercle de mieux en mieux (ou de pire en pire) la Palestine, ce pourcentage est en hausse rapide. (source : *Monthly Review Foundation*, revue socialiste des Etats-Unis lancée en 1949 par Albert Einstein)

♦ **Sodastream ferme son usine en territoire occupé.** Le 6 novembre 2014, la société Sodastream, particulièrement ciblée par la campagne internationale de boycott, dont l'action a chuté de 50 à 21 dollars, a annoncé la fermeture fin 2015 de son usine de Cisjordanie occupée.

Pour aller plus loin : *Campagne BDS France, CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, www.bdsfrance.org.*

Grèce

♦ **La mort de la démocratie.** *"Il ne peut y avoir de choix démocratiques contre les traités européens"* a déclaré Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, le 29 janvier 2015, dans les colonnes du Figaro, suite aux demandes du nouveau gouvernement grec. Le 29 mai 2005, quand le peuple français avait voté contre le traité constitutionnel européen à 54,68 % des voix, là aussi, la démocratie a été en panne. Donc, en 2005, le peuple ne pouvait pas voter contre le traité. En 2015, une fois mis en place, le peuple ne peut plus décider d'en sortir. Cela donne du poids au slogan de la Fédération Anarchiste : *"Si les élections pouvaient changer la vie, elles seraient interdites".*

♦ **La résistance paie.** Un mois après les élections grecques, un sondage indique que 81 % des Grecs estiment l'action du nouveau gouvernement comme "positive". Et si des élections avaient lieu à ce moment, Syriza monterait à 45 % des voix.

♦ **Réduction de la dette.** Le nouveau gouvernement demande que l'on se souvienne de l'abaissement de la dette allemande après la deuxième guerre mondiale. Le 27 février 1953, les trois principaux prêteurs, Etats-Unis, Grande-Bretagne et France, acceptaient de baisser la dette allemande de 38,8 milliards de marks à seulement 14,5 milliards soit une réduction de 62,6 %. Les taux d'intérêts sur la dette restante sont revus à la baisse et cela est complété, dans le cadre du plan Marshall par des dons à hauteur de 1,17 milliard de dollars entre 1948 et 1952 et encore 0,2 milliard entre 1954 et 1961. L'accord prévoit que l'Allemagne ne rembourse pas sa dette au delà de 5 % de la valeur de ses exportations. *(voir le très bon article d'Eric Toussaint en ligne : http://cadtm.org/L-annulation-de-la-dette-allemande)*

Sarkozy au-dessus des lois ?

L'article 2 du décret du 13 novembre 1959 stipule que "les membres du Conseil constitutionnel s'interdisent […] d'occuper au sein d'un parti ou groupement politique tout poste de responsabilité ou de direction". Comme tout ancien président de la République, Nicolas Sarkozy est membre de droit du Conseil constitutionnel. Ce "sage" va-t-il respecter la loi ? Logiquement élu à la tête de l'UMP, il devrait donc démissionner du Conseil constitutionnel…

» Lanceurs d'alerte

Soutenir Antoine Deltour

Antoine Deltour est poursuivi par la justice luxembourgeoise car c'est lui qui a été à l'origine de la révélation de centaines d'accords fiscaux entre le fisc luxembourgeois et des multinationales, confirmant un système d'optimisation fiscale à grande échelle (évaporation de plusieurs centaines de milliards d'euros), en 2014. L'affaire a fait le tour du monde et des règles plus strictes sont en train d'être mises en place en Europe suite à ces *Luxleaks*. Mais l'homme qui a transmis ces documents reste dans la tourmente judiciaire. Un collectif de soutien s'est mis en place sur le site *support-antoine.org*. Ce cas est soutenu notamment par la *Plateforme paradis fiscaux et judiciaires* dont sont membres par exemple *les Amis de la terre France, 2B, rue Jules Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 51 32 22.*

La crise a un nom : évasion fiscale !

1000 milliards d'euros échappent chaque année à la fiscalité des Etats-membres. C'est la conclusion d'une enquête publiée par l'Union européenne. Par comparaison, le déficit pour la France en 2013 était de "seulement" 75 milliards d'euros. L'oligarchie financière a réussi à faire passer pour une "crise" ce qui n'est qu'un détournement accéléré des richesses dans de moins en moins de mains.

» Chronique : Le nucléaire, ça boum !

Elles cassent et sont acquittées !

Le 8 juin 1999, en Ecosse, trois militantes pénètrent dans un bateau-laboratoire d'entretien des sous-marins nucléaires. Elles cassent plusieurs ordinateurs, jettent le matériel électronique par dessus bord, coupent des câbles électriques... Ensuite c'est la prison et un procès qui dure 18 jours en octobre 1999. Verdict incroyable : les trois femmes sont acquittées par le jury et la juge a statué "qu'il n'y avait pas d'intention criminelle dans cette action parce qu'elle était fondée sur la croyance d'agir pour la prévention d'un crime contre l'humanité et d'une atteinte au droit international humanitaire".

Ce verdict incroyable a été remis en cause par la Haute Cour d'Ecosse en 2001 qui a émis un avis défavorable après 9 jours de procès mais sans possibilité de revenir sur l'acquittement.

DR

Les trois militantes se sont introduites dans la base en nageant dans le sillage d'un navire.

Ces trois femmes, Angie Zelter, Ellen Moxley et Ulla Roder ont été à l'origine des actions de "Trident Ploughshares ": "des actions de destruction citoyenne des armes nucléaires". Trident est le nom de la Force nucléaire britannique. Trident Ploughshares, créé en août 1998, pourrait se traduire par "des socs de charrue à la place des armes nucléaires" en référence au Livre d'Isaïe. De 1998 à 2001 ce furent 1280 arrestations, 1240 jours de prison sans compter les gardes à vue, 115 procès dont 4 avec jury populaire, et sur ces 4 procès, 3 ont été gagnés par Trident Ploughshares !

La base de Faslane en Ecosse est l'unique base des sous-marins nucléaires britanniques. Toutes ces actions ont été menées principalement par des femmes qui ont créé un camp permanent proche de la base. Cela explique le débat sur les armes nucléaires qui a traversé l'Ecosse depuis une quinzaine d'années. Le référendum pour une Ecosse indépendante fin 2014 avait aussi pour enjeu de fermer la base de Faslane. Mais après ce référendum perdu, l'Ecosse continue à demander la fermeture de la base, une exigence qui risquerait d'obliger le Royaume-Uni à supprimer sa force nucléaire !

Angie Zelter continue imperturbablement des actions citoyennes. Ces dernières années ce sont des actions contre la base de Burghfield, l'usine proche de Londres pour l'entretien des armes nucléaires : blocage de la base et manifestations médiatiques dont les "jeûnes-actions" en lien avec ceux de Paris et Büchel en Allemagne du 6 au 9 août (1).

En août 2015, Angie prévoit d'organiser un jeûne-action devant le Ministère de la Défense à Londres et des Anglais viendront à Valduc, près de Dijon, devant la Base qui modernise les bombes françaises... et anglaises. Cette année ce sont les 70 ans des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki. Une ampleur particulière de nos manifestations doit montrer notre dénonciation de ces crimes contre l'Humanité et l'urgence de l'interdiction des armes nucléaires.

Dominique Lalanne
Physicien nucléaire retraité,
Président de Armes nucléaires STOP
do.lalanne@wanadoo.fr

(1) http://actionawe.org

EELV soutient la guerre

Quels élus avons-nous ? Le 13 janvier 2015, en plein choc post-attentats, l'Assemblée nationale a voté pour la prolongation de l'intervention française en Irak : 488 pour, 1 contre (Jean-Pierre Gorges, UMP), 13 abstentions. Même unanimité au Sénat : 327 pour, 0 contre, 19 abstentions. Ce sont les élus du Front de gauche qui se sont abstenus. Au Sénat comme à l'Assemblée nationale, tous les élus "écologistes" ont voté pour la guerre ! La non-violence est définitivement passée aux oubliettes ! Et ils l'ont fait dans le contexte du soutien aux victimes des attentats. Manifestement nos élus ne connaissent pas *"A bas toutes les armées"* de Cabu. *"Qu'elle soit nécessaire, ou même justifiée, ne croyez jamais que la guerre n'est pas un crime"* Ernest Hemingway.

» Suisse

Déminage des ponts et tunnels

Le gouvernement suisse a annoncé le 3 janvier 2015 avoir terminé un programme de déminage des ponts et tunnels du pays. Plus de 2000 ouvrages proches des frontières avaient été munis d'explosifs dans les années 1970 dans le cadre d'un programme de défense passive, en pleine guerre froide. La décision de déminer ces voies de circulation a été prise en 1991, mais ne s'est appliquée que très lentement du fait de peu de spécialistes dans le domaine.

Irak, Syrie : d'où viennent les armes ?

Chars, véhicules blindés, avions de chasse, lance-missiles et missiles de courte portée, sans oublier bien sûr toute la panoplie d'armes individuelles et son lot de munitions… Comment un groupe non-étatique – comme, par exemple, Daesch ou l'État islamique – peut-il se procurer tant de matériels militaires ?

Rien de très compliqué : déjà, jusqu'à l'entrée en vigueur du Traité sur le Commerce des Armes (TCA), le 24 décembre 2014, au niveau international il n'existait aucune réglementation, ni obligation de contrôle. Chaque État gérait – et distribuait – en totale opacité les armes en fonction de ses propres intérêts de puissance. Et, pour déstabiliser un voisin considéré comme ennemi, rien de plus efficace que de distribuer des armes à un groupe de rebelles interne… Reste que les armes ont une longue durée de vie !

Une entité comme Daesch n'est pas apparue du jour au lendemain, mais elle s'est constituée progressivement par regroupement et accumulation de matériel lui permettant d'augmenter ses capacités mortifères. En effet, chaque conflit est l'occasion d'une dispersion massive d'armes au gré des batailles. À la fin du conflit il n'y a sou-

Christiaan Triebert

vent aucun organisme pour les récupérer et les détruire. S'ajoute à cela que dans les zones en proie à de nombreuses instabilités, comme peut l'être le Moyen-Orient depuis des décennies, le contrôle des stocks d'armes et de munitions est quasi inexistant, les dépôts de matériels sont loin d'être sécurisés, leur pillage est une importante source d'approvisionnement.

Différents rapports (officiels ou indépendants) recensent les types de matériels et leur origine à partir d'enquêtes sur le terrain par les services de renseignements et de matériels récupérés auprès des "ennemis" notamment lors d'accrochages. Ainsi, pour Daesch, la Chine, la Russie, l'ex-Union soviétique, les États-Unis et la Serbie auraient fourni plus de 80 % des armes selon certaines sources. Par exemple, fin octobre 2014, Daesch aurait même récupéré des armes larguées au mauvais endroit par les États-Unis !

Tout un marché d'occasion existe également. Se procurer des armes est juste alors une question de moyens financiers dont les groupes rebelles peuvent disposer ou qu'ils ont extorqués…

Aussi, quand les dirigeants de nos pays décident d'aider militairement telle ou telle rébellion, en leur larguant des armes, souvent ils ne font que préparer les conflits de demain.

Patrice Bouveret

» Catastrophe de Fukushima

Tu n'as rien vu à Fukushima...

(Dialogue sur un bilan intermédiaire - février 2015)

Hideo : — Tu sais que la province de Fukushima dont le nom signifie *île de la bonne fortune* a une vocation touristique grâce à ses sites et à son riche passé ? On y compte 296 temples et sanctuaires, 195 bains d'eau de source chaude et 120 musées... mais sais-tu que grâce aux campagnes promotionnelles, la fréquentation n'a baissé que de 40 % en 2011 par rapport à 2010 (l'année d'avant l'accident). En 2013 ils n'étaient plus qu'à moins 15 % de touristes. Il faut dire que les autorités régionales n'ont pas lésiné en émettant 190 000 bons de réduction pour les hôtels ! (1)

Marie : — Remarque qu'on s'expose à des doses de radioactivité aussi importantes en se promenant au nord de la capitale. Inexplicable ? Non, tout simple : les eaux de pluie qui lessivent les zones les plus contaminées de Fukushima s'écoulent dans des cours d'eau jusqu'à leur estuaire situé dans la baie de Tokyo.

H : — Ah, oui, c'est vrai… de toute façon, on s'expose partout en mangeant si on ne vérifie pas la provenance des aliments.

M : — Dans le numéro spécial "Désastres et alimentation, le défi japonais" de la revue *Géographie et culture (2)*, un article décrit trois attitudes des consommateurs : certains refusent de s'informer afin d'éviter l'anxiété, d'autres font l'effort d'acheter des produits provenant de la région contaminée pour encourager les agriculteurs qui contrôlent leur production, enfin un troisième groupe cherche à acheter des produits provenant des régions plus éloignées.

H : — *Refuser de s'informer afin d'éviter l'anxiété,* c'est bien la précaution que certains médecins préconisent ! Il est préférable, selon eux, de ne plus effectuer d'examen de la thyroïde, car la publication des résultats, à elle seule, est nocive pour la santé.

M : — C'est aussi l'orientation de la politique gouvernementale qui classe maintenant ces questions "secret d'État". Depuis l'application de cette loi, on n'apprend que ce que le gouvernement veut bien divulguer, ou ce qu'il ne réussit pas à cacher.

H : — Exact. Par exemple que penses-tu de cette annonce ? "2014 est une année record pour le Japon en matière d'exportations alimentaires, la meilleure depuis 1955 !"

M : — J'en pense que ce n'est pas forcément impossible ! Regarde, rien qu'en France, la multiplication des restaurants japonais ces dernières années. Et puisqu'on arrive à vendre Fukushima comme destination touristique...

H : — Oui. Enfin on n'arrive pas à tout. Les sous-traitants de TEPCO ne parviennent pas à pourvoir les postes qui font cruellement défaut sur le site de Fukushima et sur d'autres sites nucléaires. On manque de volontaires prêts à aller se faire irradier, en dépit des "efforts" accompagnés de moyens de pression divers de la mafia japonaise, les Yakuzas, chargés de recruter de la main-d'œuvre au sein des populations sensibles et non qualifiées. La carence de personnel compétent et le manque de formation des nouveaux arrivés commencent à poser de gros problèmes de sécurité.

DR

Le 26 février 2015, à la demande du gouvernement, un tribunal a condamné les opposants au nucléaire qui campent depuis septembre 2011 face au Ministère de l'industrie à 150 euros d'amende par jour... soit déjà 216 000 euros ! Pendant ce temps, aucun responsable de la catastrophe n'a été condamné.

Monique Douillet

Une version chronologique plus détaillée se trouve sur notre site *www.revuesilence.net*

(1) Communiqué de la préfecture de Fukushima, 18 février 2015.

(2) numéro de septembre 2014.

Construire de nouveaux réacteurs ?

S'appuyant sur un scénario du CEA, Ségolène Royal a estimé le 13 janvier 2015, qu'il va falloir construire 35 nouveaux réacteurs nucléaires en France d'ici 2050. C'est la même qui en 2012, aux primaires socialistes pour les élections présidentielles se prononçait pour une sortie du nucléaire d'ici 2050.

Le scénario du CEA prévoit la construction d'une quinzaine d'EPR entre 2020 et 2030 puis de réacteurs ASTRID entre 2030 et 2050… ce qui ferait qu'en 2050, le nucléaire couvrirait encore 50 % de nos besoins en électricité… conformément à l'engagement de François Hollande de passer le nucléaire de 75 % à 50 % de la production électrique. Les nouveaux réacteurs seraient construits exclusivement sur les sites des centrales actuelles pour limiter la contestation.

Pierre-Franck Chevet, président de l'ASN, Autorité de sûreté nucléaire, s'est lui aussi prononcé en faveur de nouveaux réacteurs le 20 janvier 2015 : "du point de vue de la sûreté, de nouveaux réacteurs sont toujours préférables à une prolongation des réacteurs existants".

Le projet ASTRID se veut une relance du programme Superphénix. Un nouveau surgénérateur qui fonctionnerait mieux que les précédents ?

Le projet ITER en construction à Cadarache, prévoit pour le moment un réacteur expérimental qui, si les calculs sont justes, devrait permettre de tester la fusion nucléaire pendant quelques minutes. De là, on pourrait calculer ce que serait un réacteur à fusion nucléaire… au 22e siècle peut-être.

Dans les deux cas, on est dans les hypothèses. Le coût est exorbitant (des dizaines de milliards) et le CEA annonce des prix de revient du kWh encore plus élevés que pour l'EPR actuellement en construction. Or l'EPR n'est déjà pas compétitif avec les énergies renouvelables, énergies dont le prix va continuer à baisser d'ici la mise au point de ces nouveaux réacteurs.

Sur le plan financier, cela n'a donc aucun intérêt.

Mais il reste le côté militaire : le CEA dépend du ministère de la Défense, rappelons-le. Or pour maintenir l'arme nucléaire, il convient de régulièrement changer les charges car celles-ci perdent de leur efficacité avec le temps. Le seul intérêt de ces nouveaux réacteurs serait donc de maintenir notre force de frappe. Est-ce bien utile ? **MB.**

» EPR

Rien ne va plus

Jusqu'à maintenant EDF et Areva essayaient encore de se rattacher à la bonne progression du chantier de deux réacteurs EPR en Chine pour montrer que tout n'est pas perdu pour cette filière. Mais dans une note d'évaluation du secteur publiée début février 2015, la *Deutsche Bank* rappelle qu'initialement, les deux réacteurs chinois devaient démarrer en 2013… et qu'ils ne démarreront sans doute pas avant 2017. Bilan : en Chine, 4 ans de retard ; en France, 5 ans de retard ; en Finlande, 10 ans de retard.

Contre l'acceptation de nourriture contaminée

La CRII-Rad a lancé une pétition pour demander au niveau européen que dans le cadre de la révision des niveaux de contamination maximaux des aliments en cas d'accidents nucléaires, les normes actuelles, fixées en 1987, après l'accident de Tchernobyl, sous la pression du lobby nucléaire, soient revues à la baisse. En effet, les niveaux actuels induiraient des dizaines de milliers de cancers (comme cela s'est produit en Biélorussie et comme cela va se produire au Japon). La pétition est en ligne : *http://criirad-protegeonsnotrealimentation.wesign.it/fr*

Énergies

Gaz de schistes

♦ **Crise aux Etats-Unis.** La fracturation hydraulique a démarré aux Etats-Unis en 2005. En 2008, la crise financière avait provoqué l'arrêt de 60 % des exploitations, avant une reprise tout aussi rapide. Le maximum de production a été atteint en octobre 2014 avec 9,2 millions de barils par jour. Ceci ayant contribué à une surproduction de carburant, le prix du pétrole a commencé de baisser en juin 2014. Conséquence : l'exploitation du gaz de schiste n'est plus rentable depuis octobre 2014 et la production chute. D'octobre 2014 à fin janvier 2015, nous sommes passés de 1600 exploitations à 1056… et les spécialistes prédisent encore une baisse de 40 %. *(source : L'Express Belgique, 17 février 2015)*

➤ **Algérie : affrontements.** Alors que les habitants d'In Salah essayaient une nouvelle fois, le 28 février 2015, de bloquer la circulation autour des plates-formes de forage situées à 6 km de la ville, la gendarmerie nationale a changé de ton, provoquant des affrontements et des arrestations. Cela après deux mois de manifestations pacifiques. Un sit-in a ensuite encerclé la gendarmerie pour demander la libération des personnes interpellées. Les barrages sur les routes ont repris. Les opposants dénoncent la mise en danger de la nappe phréatique qui alimente toutes les oasis et les villes du sud du pays *(voir Silence n°432, mars 2015 et 429, décembre 2014).*

Allemagne vertueuse

Fin 2014, la baisse de la consommation électrique depuis l'accident de Fukushima, en mars 2011, a atteint 39 TWh soit presque l'équivalent de la production des 8 réacteurs arrêtés en 2011 (43,7 TWh). Les énergies renouvelables ayant pendant ce temps énormément progressé (+52,6 TWh), cela permet de viser aussi une sortie des énergies fossiles (-31,5 TWh) tout en maintenant de fortes capacités d'exportation (+16,3 TWh). *(source : Institut du développement durable et des relations internationales, dans L'Ecologiste janvier-mars 2015)*

Compteurs intelligents… mais pas économes ?

Alors que l'Europe exige que 80 % des foyers "bénéficient" de compteurs "intelligents" d'ici 2020, le ministère allemand de l'Economie a annoncé le 9 février 2015 que seuls les logements consommant plus de 6000 kWh par an en seraient équipés. En effet, une étude réalisée par le bureau d'études *Ernst & Young* pour le compte de ce ministère a montré qu'en dessous de cette consommation le coût de mise en œuvre de ces nouveaux compteurs dépasse les économies financières potentielles. Or en Allemagne, 80 % des logements consomment moins de 6000 kWh et la tendance est à la baisse de la consommation électrique… *(source : Bastamag, 18 février 2015)*

» Larzac

Transition énergétique

Une grande partie des terres du Larzac sont gérées de manière collective, suite à la lutte contre l'extension du terrain militaire dans les années 1970. Une réflexion s'est engagée sur la possibilité d'aller vers l'autonomie énergétique de ces terres en développant trois énergies : une exploitation raisonnée des bois, l'installation de toitures photovoltaïques sur les bâtiments, l'installation d'éoliennes. La gestion de la production électrique étant de nature commerciale, une nouvelle structure a vu le jour pour gérer ces projets : *Lum del Larzac*. Cette Société à actions simplifiées cherche à collecter des parts pour financer les différents projets. 19 toitures devraient dans un premier temps être équipées de photopiles pour une production annuelle de 336 000 kWh, en lien avec Enercoop Midi-Pyrénées et Energie partagée. Vous pouvez souscrire des actions (à 100 €) en prenant contact avec *SAS Lum del Larzac, c/o GFA Larzac, Montredon, 12100 La Roque-Sainte-Marguerite, www.larzac.org*

Eoliennes

➤ **Une éolienne flottant dans les airs ?** La compagnie étatsunienne Altaeros Energies a présenté en février 2015 un projet d'éolienne flottant dans les airs comme un dirigeable. Une telle éolienne reliée au sol par des filins pourrait grimper jusqu'à 600 m. Avantage : les vents y sont plus forts et plus constants. Pour le moment, le projet reste modeste : une éolienne de 15 mètres de diamètre aurait une puissance de 30 kW. Avantage : elle peut être déplacée et installée très rapidement (15 minutes), ce qui peut être utile lors de coupures de courant provoquées par des catastrophes naturelles ou pour alimenter des chantiers isolés.

♦ **Danemark : vers le tout éolien ?** Le Danemark produisait 18 % de son électricité avec l'éolien en 1995. En 2014, c'est monté à 39 % et en janvier 2015, mois venté, cela a été 61,4 %. Un record mondial. Rappelons que le Danemark n'a pas de centrales nucléaires et s'en porte très bien.

♦ **Retour des éoliennes à axe vertical.** La société Nénuphar (Lille) teste actuellement dans le port de Marseille, une éolienne à axe vertical qui produirait une électricité moins chère que les actuelles à axe horizontale. Si les essais sont concluants, l'éolienne devrait ensuite être testée en offshore dans le but de créer une première ferme éolienne en 2018. La baisse du prix s'explique par une technologie plus simple à construire et à entretenir, même si le rendement est un peu moins bon. C'est EDF et Areva qui soutiennent financièrement.

♦ **Comment passer de la puissance à la production d'une éolienne ?** Combien de kilowattheures produit une éolienne dont la puissance s'exprime en mégawatt ? Il faut tenir compte de ce que l'on nomme le "facteur de charge". Celui-ci mesure le pourcentage de puissance qui varie selon la force des vents. En 2014, sur l'ensemble des éoliennes en France (7238 MW installés), ce facteur de charge a été en moyenne, selon RTE, Réseau de transport d'énergie, filiale d'EDF, de 23 %. Cela varie selon les mois et le meilleur facteur de charge a été observé en décembre 2014 avec 30,9 %. Par comparaison, dans le nucléaire, du fait des périodes d'entretien, il y a aussi une différence entre la production maximale théorique et la réalité : le facteur de charge tourne autour de 70 %. Concrètement, il faut donc environ 3 fois plus de puissance éolienne pour remplacer la même puissance en nucléaire (23 % par rapport à 70 %) donc pour remplacer les plus gros réacteurs actuels (1450 MW à Civaux, près de Poitiers), il faut installer 4400 MW d'éolien. La puissance moyenne des éoliennes terrestres en France est actuellement de 2,6 MW, ce qui veut dire 1700 machines. Fin 2014, l'ensemble de l'éolien produisait en France l'équivalent de ce que produisent deux réacteurs nucléaires.

» Chronique : En direct de nos colonies

En partenariat avec : Survie

Le gros gâteau africain

Le géant des télécoms français Orange a publié, en ce début 2015, son résultat de l'année précédente. Si le chiffre d'affaires de la multinationale est en baisse (il s'élève "seulement" à 39,4 milliards d'euros contre 40,4 milliards en 2013) les journalistes de la presse économique ont salué les jolis profits réalisés par les actionnaires (avec une marge de 30,9%). Mais comme l'a relevé *Jeune Afrique*, en Afrique et au Moyen-Orient, qui comptent pour 11 % des résultats de l'entreprise, le chiffre d'affaires d'Orange est très largement en hausse. Selon le groupe *"les principaux contributeurs [de l'augmentation du nombre de ses clients] sont le Mali, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Congo"*.

Camion chargé de bois en République centrafricaine : 9 arbres sur 10 sont coupés illégalement

On est loin du mythe des entreprises françaises qui seraient sur le déclin en Afrique. Ce discours rabâché s'accompagne bien souvent de la dénonciation virulente d'une *Chinafrique* qui serait le concurrent de l'impérialisme français sur le continent. Si la Chine et les pays émergents gagnent effectivement du terrain en Afrique, le capitalisme français s'y porte toujours très bien.

Dans une interview au journal *Le Monde* (27/01/2015), Etienne Giros, président délégué du Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN), précisait d'ailleurs : *"La part de marchés de la France en Afrique a été divisée par deux au cours de la dernière décennie passant de 11 % à 5,5 %. (…) En revanche, le chiffre d'affaires des entreprises françaises sur le continent, lui, a doublé. Cela est dû à la taille du marché africain qui a été multiplié par quatre"*. Dit plus trivialement : quand le gâteau grossit, même avec une plus petite part, on mange plus.

M. Giros poursuit par ailleurs en préconisant de *"s'appuyer sur la présence longue et historique des entreprises françaises. (...) L'autre levier repose sur des relations que l'on peut qualifier d'affectueuses [sic] entre les différents acteurs économiques. Le franc CFA (...) est un facteur aussi non négligeable"*. De fait, comme l'armée, les entreprises françaises n'ont jamais quitté l'empire depuis la colonisation, elles sont d'une grande proximité avec les régimes autoritaires en place et le Franc CFA assure à la France une maîtrise de la monnaie utilisée pour les échanges.

Les grands absents de ces considérations boursières restent toujours les peuples des différents pays concernés, qui cherchent encore la couleur des milliards générés au-dessus de leurs têtes. Les *Swissleaks*, qui viennent de révéler de nombreux cas de fraude fiscale organisés par la banque HSBC, permettent d'ailleurs d'entr'apercevoir comment de grandes banques occidentales participent activement à soustraire encore un peu plus les revenus générés dans les pays africains aux systèmes de redistribution déjà largement défaillants. D'après Euractiv.fr, *"la Tanzanie, le Sénégal ou la Côte d'Ivoire ont vu des sommes représentant plus de 30% de leur budget santé transiter via le système de la filiale suisse de la banque HSBC"* (1). La plateforme Paradis fiscaux et judiciaire vient de lancer une initiative citoyenne européenne afin de faire interdire les sociétés écrans qui permettent ces pratiques : www.transparencyforall.org.

Mathieu Lopes

Survie, *107, boulevard Magenta, 75010 Paris, http://survie.org*

(1) Les « SwissLeaks » déstabilisent les pays d'Afrique, 11/02/2015

Sur ce sujet, voir le chapitre "La 'nouvelle ruée vers l'Afrique' est-elle si défavorable aux intérêts privés français ?" du livre Françafrique, la famille recomposée, *Survie, Ed. Syllepse, 2014.*

annonces

» Agir ensemble

■ Vous souhaitez vous installer à la campagne ? Pour vous donner envie de franchir le pas, nous vous proposons de venir partager notre expérience. Néo-ruraux depuis 14 ans, auto-constructeurs, sur le chemin de l'autonomie, nous vous accueillons le temps d'un week-end ou plus dans notre hameau ardéchois. Discussions, informations, échanges, travaux partagés autour des thèmes : choix du lieu, auto-construction, travail au quotidien, budget, enfant et vie de famille, autonomie nourricière et énergétique. 200 € le week-end par famille. *Famille Darpentigny, 07240 Silhac, tél : 04 75 58 30 63, gillespascale@orange.fr*

■ **Gard : Habitat coopératif.** Au pied des Cévennes, à Saint-Hippolyte-du-Fort, une dizaine de futurs habitants développe un projet intergénérationnel sur un terrain de 9000 m² avec une maison ancienne à rénover. A terme, 30 logements, par groupe de 3 à 10 foyers, espaces mutualisés, locaux d'activités et beaux espaces verts. Le collectif accueille des personnes partageant les valeurs du groupe : bienveillance, respect, réciprocité, écologie, ouverture. Futurs habitants, professionnels, investisseurs éthiques, vous êtes les bienvenus. *Tél : 06 78 56 46 49, info@croixhaute.org, www.croixhaute.org*

■ **De Morlaix à Paris.** Ma fille ainée vit désormais à Paris. Je compte lui rendre visite en enfourchant mon vélo, au départ de Morlaix (Finistère). Je cherche des hébergements (pour une nuit à chaque fois) le long de l'itinéraire suivant (mais les détours sont possibles) : Morlaix, Carhaix, Saint-Méen, Rennes, Vitré, Alençon, Nogent-le-Rotrou, Chartes, Rambouillet, Paris. Départ prévu début avril ou début mai, selon l'humeur du printemps ! *Merci de m'appeler au 02 98 88 40 56, Michel Poulard.*

■ **Notre-Dame-des-Landes.** Un grand rassemblement estival se tiendra sur place les samedi 11 et dimanche 12 juillet 2015. Pour l'organiser, l'ACIPA cherche des bénévoles. Vous pouvez venir aider en prenant contact avec *acipa.secretariat@free.fr*

■ **Gironde.** Sur 1,8 hectare, j'ai l'intention de transformer le terrain en permaculture. Il y a deux sources, un vieux verger, des zones plantées d'arbres. Je me dis que c'est possible, mais seule je n'y arrive pas ! Qui viendrait m'aider contre nourriture et hébergement ? (cf. woofing ou helpx). Soyez les bienvenus ! *Tél : 06 22 50 55 72 ou 09 84 10 23 18, loiseaudemer@voila.fr*

■ **Des jeûnes-actions pour l'interdiction des armes nucléaires.** Du 6 au 9 août 2015 des jeûnes-actions sont organisés pour commémorer les 70 ans de la destruction de Hiroshima et Nagasaki en 1945 qui a fait des milliers de victimes. Depuis 2011, 4 jours de jeûne se déroulent à Paris avec une centaine de participants. Chaque année de nombreux autres groupes se constituent et, pour l'été 2015, la mobilisation se poursuit. Plusieurs jeûnes-actions seront organisés en Angleterre, Allemagne, Etats-Unis et en France. Chacun de ces rassemblements se fera sur un site lié au nucléaire militaire. En France, en plus de Paris, des jeûnes-actions devraient se tenir à Dijon/Valduc, Brest/Ile Longue, Istres/port militaire, dans les Landes/Megajoule.... Rejoignez un des jeûnes-actions, en France comme à l'étranger où des délégations seront présentes. Si vous habitez près d'un site concerné, n'hésitez pas à nous contacter pour organiser un jeûne-actions à côté de chez vous. *Informations et contact : 06 20 36 57 17 ou 06 32 71 69 90, lamaisondevigilance@orange.fr, www.vigilancehiroshimanagasaki.com*

■ **Ardèche.** Je cherche à partir d'avril des woofers pour travail en biodynamie et auto-construction. *Eric, tél : 06 30 13 93 30, www.yourteshautescevennes.jimdo.com*

» Vivre ensemble

■ **Indre-et-Loire.** Dans agglomération de Tours, nous sommes actuellement 7 foyers membres de l'association Habiter Écologique en Touraine et voulons créer un éco-habitat groupé en autopromotion sous la forme d'une coopérative d'habitants. Nous avons un terrain en vue. Dans un souci de mixité générationnelle, notre projet d'habitat participatif pourrait encore accueillir entre 3 et 5 jeunes foyers. *HET, 69, rue Marcel-Cachin, 37700 Saint-Pierre-des-Corps, tél : 06 66 66 83 95 (Véronique & Patrick Brachet), http://habiterecologiqueentouraine.blogspot.fr, het-assoc@googlegroups.com*

■ **Morbihan.** Les voisins volontaires, habitat participatif à Saint-Nolff, 10 km au nord de Vannes, dans écoquartier, deux maisons disponibles, permis de construire obtenu. Dupleix T5 110 et 90 m² modulables, BBC, ossature bois, lots de travaux en autoconstruction. Prêt social de location-accession sur le 110 m²,à voir sur le deuxième. *Contact : 02 97 49 00 28 ou 02 97 44 15 15.*

» Echanges

■ **Echange maison en Bretagne :** maison bois, 3 chambres, toilettes sèches, eau de pluie, chauffe-eau solaire, jardin, terrasse, dans village avec boulangerie/boucherie à 8 km de Redon, à 1 km d'un chemin de halage au bord de la Vilaine, à 50 km de l'Atlantique. Famille avec deux garçons (9 et 7 ans). Cherche échange dans les Pyrénées, août 2015, pour deux semaines. *Christine, tél : 02 99 72 65 04, chrismignon@laposte.net*

» Vacances

■ **Bourgogne du sud et Haut-Beaujolais.** Chambre d'hôtes "Les Jours Heureux". Annie, guide conférencière, vous accueille pour un séjour au calme, en toute simplicité, à la campagne dans une ancienne ferme de 1901. Je propose 2 chambres, 1 double et 1 simple avec douche et WC privatifs, petit déjeuner avec produits biologiques et/ou locaux. *Annie Morel, Les Varennes, 42460 Villers, tél : 04 77 60 54 04, ani.morel@wanadoo.fr*

■ **Ardèche-Cévennes.** Propose accueil rural en yourtes mongoles au cœur du parc naturel régional, au milieu des eaux et des volcans. Un espace tranquille en pleine nature, propice à toutes découvertes et notamment à la géologie. *Eric, tél : 06 30 13 93 30, www.yourteshautescevennes.jimdo.com*

» Divers

■ **Gironde.** Un club de "yoga du rire" vient de se créer près de La Réole (33190). Vivons l'optimisme et ajoutons un peu de paix, par le rire, là où nous sommes ! (association loi 1901). *Tél : 06 22 50 55 72 ou 09 84 10 23 18, loiseaudemer@voila.fr*

Gratuites : Les annonces de S!lence sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées page 46. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** S!lence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** S!lence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Le Merlet

Séjours de vacances 7-17 ans

L'association Le Merlet propose des séjours de vacances tout au long de l'été, dans les gorges du Tarn, les Grands causses et les Cévennes.

- **7-8 ans :** artistes en herbe (12-18 juillet), curieux de nature (19-25 juillet), Cro-magnon dans les gorges du Tarn (26 juillet-1er août), cabane extraordinaire (2-8 août), voyage au pays des minuscules (9-15 août).
- **9-11 ans :** enquête de nature (chaque semaine du 4 juillet au 22 août), chercheurs en herbe (deux semaines entre le 4 juillet et le 15 août), l'arbre à cabanes (23 juillet au 2 août, 16 au 22 août), la fabrique à cabanes (4 au 13 juillet), mystères et sortilèges (14 au 23 juillet), la nature fait son cirque 3 au 12 août), les mystères de Blanquefort (13 au 22 août).
- **11 à 13 ans :** objectif kayak (chaque semaine du 5 juillet au 22 août), entre ciel et terre (chaque semaine du 5 juillet au 22 août sauf 3e et 6e semaines), l'herbe à tout faire (4 au 13 août), sur la route du cirque (14 au 25 juillet), trêve de balivernes (2 au 12 août), Carnets nature (13 au 22 août), escapade en canoë (chaque semaine ou chaque quinzaine du 5 juillet au 15 août), de jour comme de nuit (26 juillet au 1er août), trace ton chemin (15 au 21 août)
- **14-17 ans :** Remises en scènes (6 au 18 juillet), cirques en bullant (3 au 15 août), au fil de l'eau (chaque semaine du 5 juillet au 15 août), Tarn trek (chaque quinzaine du 5 juillet au 15 août), trace ta route (20 au 31 juillet).

Des stages BAFA sont organisés pendant cette période.

Association Le Merlet, 20, rue Pelet-de-la-Lozère, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél : 04 66 85 18 19, www.lemerlet.asso.fr

agri-bio

Meurthe-et-Moselle
Ciné-débat sur l'agriculture paysanne
3 avril, 20h30

Le Mouvement pour une Alternative Non-violente en partenariat avec la Confédération Paysanne organise la projection du film La belle bio suivie d'un débat.

A la Maison Action Jeunesse, 17 bis rue du Haut de la Taye, Villers-les-Nancy. Contact : MAN-Nancy, tél : 03 83 40 13 44, www.nonviolence.fr.

décroissance, transition

Grenoble
Ateliéphémère
1er avril

Quatre heures de permanence pour aider à réparer ses objets (informatique, électroménager…) dans une démarche d'autonomisation et de lutte contre l'obsolescence programmée. A la BAF, 2, chemin des Alpins.

L'ateliéphémère, La Garde Sud, 42120 Perreux, ateliephemere@herbesfolles.org.

Saint-Etienne
Ateliéphémère
3 avril

Permanence pour aider à réparer ses objets (informatique, électroménager…) dans une démarche d'autonomisation et de lutte contre l'obsolescence programmée. De 15 à 19h au pied des marches, 15, rue Robert.

L'ateliéphémère, La Garde Sud, 42120 Perreux, ateliephemere@herbesfolles.org.

Allier
Economie sociale
27 avril-1er mai

Avec Mathieu Weulersse. Approche biodynamique.

Au Foyer Mickaël, Les Béguets, 03210 Saint-Menoux, tél. : 04 70 43 96 27, www.foyer-michaël.com.

éducation

Haute-Garonne
Jardinons le hip-hop
20 au 24 avril

A Ramonville, pour les 5 à 11 ans, à Hip-HopArts, lieu toulousain dédié à la culture urbaine. Eveil corporel, danse, musique, jeux, bricolage, jardinage, trifouillage… mélange de découverte de son corps et petit retour à la terre.

Ass. Sensactifs, 4, rue Claude-Chappe, 31520 Ramonville, tél : 05 62 19 01 12, www.sensactifs.org

énergies

Genève
Huitième année pour l'indépendance de l'OMS

Tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique.

Pour participer : Paul Roullaud, tél : 02 40 87 60 47, www.independentwho.org.

Lyon
Le temps de la planète
2 avril à 20h

MJC Saint-Jean, Lyon 5e. Projection du film Into Eternity de Mickaël Madsen, sur la question de l'élimination des déchets nucléaires dans quelques milliers d'années. Débat : notre confort actuel peut-il se faire au prix d'un environnement non vivable dans les temps futurs.

MJC Saint-Jean, 5, place Saint-Jean, 69005 Lyon, tél : 04 78 42 48 71, www.mjcduvieuxlyon.com

environnement

Notre-Dame-des-Landes
Occupation de terres contre l'aéroport

Maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence.

Contact : reclaimthezad@riseup. Informations : www.reclaimthefields.org ou http://zad.nadir.org.

Isère
ZAD de Roybon

Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un Center Parks Des dizaines de cabanes vous attendent sur place.

Contact : http://zadroybon.noblogs.org, http://chambarans.unblog.fr

Tarn
Zad du Testet

Occupation du chantier du barrage de Sievens, dont l'intérêt ne concerne qu'une trentaine d'agriculteurs.

Contact : tél : 06 78 57 37 60 ou 06 48 64 04 22, https://tantquilyauradesbouilles.wordpress.com/

Vendée
Contre l'usine à cochons
4 avril

Manifestation contre le projet d'usine à cochons à Poiroux.

Infos à venir sur le site. Avigen, 9, impasse Du Guesclin, 85000 La Roche-sur-Yon, www.porcherie-poiroux.fr

Haute-Garonne
Enquêteurs à roulettes
13 au 17 avril

A Ramonville, pour les 5 à 11 ans, à rollers, trottinette, vélo, skate, enquête à la force des muscles sur les questions de mobilité, les moyens de transports, l'espace urbain et les transports doux.

Ass. Sensactifs, 4, rue Claude-Chappe, 31520 Ramonville, tél : 05 62 19 01 12, www.sensactifs.org

Baie de Somme
Festival de l'Oiseau
25 avril au 3 mai

350 sorties guidées, une cinquantaine d'expos photos, des documentaires animaliers, des animations pour les enfants.

Festival oiseau nature, festival-oiseau-nature.com

femmes, hommes, etc.

Genève
Les mobilisations féministes et LGBT en Turquie
20 avril à 18h15

Conférence de Pinar Selek, autour de la question des possibilités d'inventer la politique malgré la violence extrême, et des mobilisations lesbiennes-gays-bi-trans-sexuelles.

Université de Genève, conférences publiques en études de genre, Uni Mail, 40, boulevard du Point d'Arve, salle R060.

Fêtes, foires, salons

Lot
Fête des faucheurs volontaires
3, 4 et 5 avril

Ferme en paille de Gramat.

3e édition pour le week-end de Pâques. Avec plusieurs dizaines de stands associatifs, des débats, des conférences, des ateliers, des films, des concerts, musique et animations.

Association Vigilance OGM 46, vo46@riseup.net

Vosges
Relanges bio 2015
18 et 19 avril

Plus de 100 stands seront installés dans les rues du village de Relanges (entre Vittel et Darney).

Au programme : Marché bio, énergies renouvelables, habitat sain, artisanat, expositions, visites de fermes, conférences, débats, repas bio samedi soir et dimanche midi, bal folk, buvette bio, animations musicales, animations enfants. Thème de l'année 2015 : Les changements climatiques.

Infos : tél : 03 83 54 29 60, relangesbio@sciebois.fr, www.relangesbio.fr

films, spectacle, culture

Tours
Lire au jardin
4 au 25 avril

"Paroles végétales", exposition artistique d'Anna Hilnich, entrée libre aux heures d'ouverture de la librairie. Vernissage le 9 avril à 18h30. Lectures d'Anna Hilnich les jeudis 9 et 16 avril à 19h30. Tout public. Recette au chapeau. Réservation auprès de la librairie.

24 avril de 18h à 20h

Atelier d'écriture avec Mary-Elise Batillot. Inscription au 06 29 72 32 16, mary.batillot@gmail.com

Lire au Jardin, 5, rue Constantine, 37000 Tours, tél : 02 47 47 13 12, lireaujardin@wanadoo.fr

Land art, graff végétal, mandalas…

Marc Pouyet, auteur de plusieurs livres sur le land art organise des stages artistiques :

- Plateau de Millevaches, 9 au 11 juillet
- Cognac, 3 au 5 août
- Corbières, 2 au 4 octobre

Renseignements : 05 55 67 80 04 ou 06 22 31 31 28.

Aveyron
Trek-danse
4 au 6 avril

Robin Decourcy, artiste, chorégraphe, anime des stages de danse-improvisation comme manière de renouveler son lien avec la nature. Création corporelle et lien entre santé, environnement et corporalité sont au rendez-vous. Jeux, danses, marches, découverte de la flore, de la géologie et de l'histoire locales. A Faragous.

Inscriptions : robdecourcy@hotmail.com, tél : 06 08 78 65 59.

Rhône
Festi'Dif
11-12 avril

Festival de la différence et de la diversité, à Villeurbanne, avec un accès ludique aux spectacles pour les personnes en situation de handicap, la diffusion de pratiques artistiques et culturelles de personnes en situation de handicap, une mixité dans l'élaboration du festival. ***11 avril :*** déambulation festive, repas dans le noir, atelier culinaire en langue des signes, théâtre, danse, film "Entends-moi", concerts. ***12 avril,*** Parc des droits de l'Homme : spectacle, concert, parcours sensoriel et participatif, jeux pour tous.

Organisé par la Maison des Initiatives et de l'Engagement du Troc et de l'Echange (MIETE) et 49 structures associées. Contact : MIETE, 92, rue des Charmettes, 69006 Lyon, tél : 09 53 22 61 07, clement@lamiete.com.

Indre-et-Loire
Débats des chants
17-19 avril

L'association Manifesto ! organise une initiative de diffusion musicale en milieu rural en programmant des artistes dans des lieux atypiques, loin des grands centres culturels. Le compositeur, interprète et contrebassiste Imbert Imbert se produira ainsi chez l'habitant en Touraine le 17 avril à Saint-Laurent-en-Gatine, le 18 à La-Chapelle-aux-Naux, et le 19 à Lussault-sur-Loire.

Informations et réservations : 02 47 54 96 12, debatsdeschants@gmail.com,

Si vous désirez diffuser S!lence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter au moins une semaine à l'avance : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)

agenda

habitat

Lot
Formation maison en paille
27 avril-8 mai

Située à Gramat, le camping de la ferme en paille propose une formation à la construction de maisons en paille (25m² habitables dont étage) pour un coût d'environ 2500€ avec fondations pierres sèches, paille porteuse, enduits terre et étage en voûte de paille. Date de clôture des inscriptions le 20 avril 2015.

Patrice, tél : 06 84 48 67 99, www.campingdelafermeenpaille.com.

nord ⇆ sud

Paris 11e
L'aventure
8 avril à 19h45

Au CICP, 21 ter, rue Voltaire (M° Rue des Boulets). Débat autour de "l'Aventure", et projection d'extraits du documentaire, en présence de l'auteur Grégory Lassalle et d'un intervenant de MigrEurop. L'Aventure, c'est le nom donné par les Africains au voyage qu'ils entreprennent pour migrer en Europe. Grégory Lassalle en a suivi trois, caméra à l'épaule pendant un an.

Librairie Quilombo, 23, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 71 21 07, http://www.librairie-quilombo.org

Rhône
Commerce équitable et droits humains
28-29 avril

Atelier pour s'approprier des jeux et outils pédagogiques, à destination des éducateurs intervenant auprès des 6-12 ans.

A la Maison des Solidarités locales et internationales, 62, rue Chaponnay, 69003 Lyon. Informations : 04 72 73 79 43, georgesduriez@wanadoo.fr.

paix

Rouen
Et si on changeait les paroles de la Marseillaise ?
7 avril

Café de la non-violence organisé par le MAN Haute-Normandie, animé par Catherine Steine.

Au café Le 3 pièces, Place de l'hôtel de Ville. MAN Haute-Normandie, Centre 308, 82, rue Jeanne d'Arc, 76000 Rouen, tél : Géraldine Hédouin, 02 35 96 52 64, www.nonviolence.fr.

société, politique

Drôme
Mobilisation contre le traité TAFTA
9 avril à 20h

A Montélimar, salle Saint-Martin, conférence de Raoul Marc Jennar, économiste, spécialiste des traités internationaux qui viendra expliquer les risques liés à l'adoption du traité TAFTA.

Collectif Stop Tafta, www.collectifstoptafta.org

Marseille
Parce qu'ils sont Arméniens
9 avril

Récit personnel et engagé de Pinar Selek sur le génocide arménien et la façon dont cette question est abordée en Turquie. Au Mucem.

Plus d'information sur www.amisdumucem.org.

Marseille
Rouge
9-11 avril

Pièce de théâtre d'Emmanuel Darley, mise en scène Maïanne Barthès, compagnie United Megaphone. "Raconter un groupe terroriste qui se crée, qui peu à peu se radicalise, vers une violence extrême, et puis sa chute, l'arrestation de ses membres, la mort de quelques-uns d'entre eux. Raconter de l'intérieur. Partir de ce qui nous révolte, ce qui parfois nous fait nous interroger : pourquoi cela n'explose pas ?". Au Théâtre de la Joliette-Minotterie.

United Megaphone, c/Barthès, 28, rue du Bœuf, 69005 Lyon, http://unitedmegaphone.fr, tél 06 85 83 34 65.

Loire
Soirée Palestine
10 avril à 20h15

Espace José Cuadros, MJC, Saint-Chamond
Projection et débat.

Coordination culturelle, 2A, rue de la Libération, 42400 Saint-Chamond, tél : 04 77 22 74 48.

Arles
Spiritualité laïque
10 au 12 avril
29 au 31 mai

A l'Espace culturel du Méjan,
Comment envisager une spiritualité aujourd'hui sans perdre ce qu'elle nomme ? A quoi aspirons-nous au fond en désignant cette dimension de l'humain, du monde ? S'il s'agit d'une expérience unique et commune à la fois, nous ne pouvons pas attendre de contenu présupposé.
Nous pouvons seulement aller à la rencontre…

Spiritualité laïque, Association du Méjan, place Nina-Berberova, 13200 Arles, tél : 04 90 49 56 78, www.spiritualite-laique.fr

Paris
Ce qu'on dit des Rroms (et ce qu'il faut savoir)
11 avril à 16h

Jean-Pierre Dacheux présentera son livre "Ce qu'on dit des Rroms" qui déconstruit les idées reçues et aide à approcher la richesse de la culture romani. Débat précédé par la projection de *Le pendule de Costel,* de Pilar Árcila.

Au Lucernaire, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 6° arrondissement.

Rhône
Concert de soutien
11 avril à 19h30

Concert de soutien à Christian, militant anti-OGM qui, lors d'une manifestation pacifique le 20 février 2012, a été projeté au sol par les forces de l'ordre, a eu une vertèbre fracturée et cinq mois d'arrêt. Il est toujours en attente de procès. Avec La Salamandre, des chorales révolutionnaires, etc. A la ferme des Clarines, Thurigneux, Saint-Maurice-sur-Dargoire.

Contact : Clara au 06 11 14 62 85 (après 17h).

Grenoble
Conférences sur le changement climatique

L'université Grenoble Alpes organise une série de conférences sur la thématique du changement climatique, en parallèle avec la Cop 21 de 2015.

- **28 avril,** *"Impact du changement climatique sur les ressources en eau et les risques liés aux sécheresses et aux inondations"* avec Isabelle Zin et Thierry Lebel à la salle de conférences du Musée de Grenoble, à 20h.
- **6 octobre,** *"Quel prix pour le carbone ?"* avec Sandrine Mathy et Patrick Criqui à la salle de conférences du Musée de Grenoble, à 20h.

Informations : http://cop21.univ-grenoble-alpes.fr/

PARIS2015
UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE
COP21·CMP11

Drôme
Centre des Amanins

DR

Le Centre agro-écologique des Amanins organise ou accueille différentes activités ce printemps :

- **28 avril au 3 mai :** *Autoconstructeur*, formation avec les Compaillons, réseau français de construction paille.
- **28 avril au 3 mai :** *Eduquer pour élever les consciences*, séminaire dédié aux enseignants, éducateurs et parents, animé par Isabelle Peloux, Antonella Verdiani, Henri Dahan, Roland Gerard, Pierre Rabhi et l'association Printemps de l'éducation.
- **7 au 9 mai :** *Un enseignant heureux et efficace, c'est possible !* Stage animé par Philippe Meirieu et Hélène Legardeur destiné aux enseignants.
- **13 et 14 mai :** *Initiation à l'halocracy,* animé par Bernard Marie Chiquet à destination des entreprises, associations, institutions.
- **13 au 17 mai :** *De l'humus à l'humain, vivre le cycle du vivant,* initiation aux connaissances nécessaires pour mener une ferme en agro-écologie.
- **23 et 24 mai :** *Quels projets et luttes mener dans nos territoires pour démultiplier les transitions écologiques ?* forum ouvert animé par Ekologia, coopérative pour un monde en transition.
- **28 au 31 mai :** *Comment organiser des forums ouverts* facilitant les relations autour de différents thèmes.
- **16 et 17 juin :** *Initiation à la sociocratie,* formation dispensée par Gilles Charest et Hélène Dorval.

Centre agroécologique des Amanins, quartier Les Rouins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com

Loire
Forum citoyen anti-TAFTA
11 avril

Convergence des alternatives et des résistances face au TAFTA, CETA, TISA…, organisé par les collectifs Stop-TAFTA Loire-Sud. A La Ricamarie. 13h30-20h salles Montagnon et Valette : stands, repas, buvette, ateliers citoyens sur l'économie coopérative, la transition écologique, la non-violence, l'action syndicale… 20h30 salle Dacquin : spectacle "paroles de mutins" par la compagnie Jolie Môme.

Information : http://altermonde.coop/stop-tafta/.

Loire
Concert de casseroles
18 avril

A l'occasion de la Journée internationale contre les accords de libre-échange. A Saint-Etienne de 10h30 à 12h30 de la Bourse du travail à l'Hôtel de ville.

Informations : http://altermonde.coop/stop-tafta/

Paris 11e
Qu'est-ce qu'une alternative sociale ?
23 avril à 19h45

Au CICP, 21 ter, rue Voltaire (M° Rue des Boulets).
Débat autour de deux ouvrages : Vivre la simplicité volontaire avec un des auteurs Pierre Thiesset et Le tour de France des alternatives et l'auteur Emmanuel Daniel. Comment certains s'efforcent de s'extirper de la société de consommation pour savourer une vie riche de sens, de puissance, d'agir et de liberté.

Librairie Quilombo, 23, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 71 21 07, http://www.librairie-quilombo.org

Lyon
Education à la citoyenneté et à la solidarité
25-26 avril

Lyon A Double Sens, association lyonnaise d'Éducation à la Solidarité et à la Citoyenneté, et le réseau SENS organisent un week-end d'échange et de formation nationale. Art, changement climatique, handicap, esperanto… seront entre autres abordés. A la MJC du Vieux-Lyon.

Contact : Lyon A Double SENS, 13, rue du Griffon, 69001 Lyon, tél : 04 26 65 43 63, www.lyonadoublesens.com.

santé

Ariège
Les maïeuticiennes
24 avril, 20h30

A Sainte-Croix-Volvestre dans le cadre des rendez-vous mensuels de Cinédoc', projection-débat du film Les maïeuticiennes en présence du réalisateur Bertrand Leduc. Par petites bribes de quotidiens entremêlés, le film fait le portrait de sages-femmes qui ont choisi de pratiquer leur métier comme un art. Un art de la maïeutique, centré sur le choix des femmes et le respect de la physiologie. Des choix qui ébranlent un tout petit peu l'hypermédicalisation de l'accouchement. Salle des associations. Entrée libre.

Contact: 05 61 66 66 78.

Aude
Plantes sauvages alimentaires et médicales
24 au 26 avril (débutants)
1er au 4 mai (non-débutants)

Stages pour reconnaître les plantes sauvages alimentaires et médicinales et découvrir leurs principales utilisations.

L'Ortie, Lasserre-du-Moulin, 11260 Saint-Jean-de-Paracol, tél : 04 68 20 36 09, gttp://lortie.asso.fr

s!lence

Jura
Silence, on cause
Jeudi 2 avril

De 18h30 à 20h, collation-débat à l'Agence Au quai ? 24-25, quai Thurel à Lons-le-Saunier, débat autour du thème de la revue Silence du mois, chacun-e est invité-e à apporter quelque chose à partager, si possible "fait maison, bio et local".

Contact : Julien Da Rocha darocha.julien@gmail.com / 06 17 09 47 60

Lyon
expédition de S!lence
Jeudi 16 et vendredi 17 avril

dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

vélo

Lyon 1er
Sortez vos vélos
12 avril

Place Sathonay. Bourse aux vélos d'occasion pour remettre en circulation des vélos inutilisés et faire le bonheur de nouveaux cyclistes. Exposition de vélos. Animations conviviales.

Association Pignon sur Rue, tél : 04 72 00 23 57, www.pignonsurrue.org

DR

Isolation d'un immeuble par l'extérieur

En 2030, nous consommerons moins... mais encore trop

L'Ademe, agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, a publié au début de l'année 2015 un scénario énergétique à l'horizon 2030 intégrant les dispositions de la loi de transition énergétique. Il montre que les nouvelles lois ne sont pas à la hauteur des enjeux climatiques.

CE SCÉNARIO TIENT COMPTE DES GRANdes tendances actuelles, des décisions prises dans les réglementations récentes (interdiction de l'obsolescence programmée, normes de construction, future loi sur la transition énergétique). Le résultat : une baisse en quinze ans des émissions de gaz à effet de serre en France de 17 %. Compte tenu de l'évolution démographique, cela fait 25 % par personne. Les auteurs reconnaissent que l'on est loin de la division par 4 prévue pour 2050 et souligne qu'une des difficultés est l'impossibilité d'agir sur les modes de fabrication des produits importés qui représentent déjà 40 % de notre empreinte carbone. C'est dans l'habitat que le gain le plus important est espéré (35 %) devant la mobilité (25 %).

LES HYPOTHÈSES SERONT-ELLES TENUES ?

Le scénario prévoit qu'en 2016 et 2017, 500 000 logements seront construits aux nouvelles normes… et qu'autant seront rénovés. Si pour la construction, c'est probable, pour la rénovation, ce n'est pas gagné. Pour les véhicules, la baisse serait obtenue par le recours à des voitures électriques et des voitures hybrides. D'ici 2030, nous aurions 10 % de véhicules électriques, 22 % de véhicules hybrides… mais la polémique reste vive sur la question car beaucoup soulignent que la quantité d'énergie grise (l'énergie nécessaire à la construction de ces véhicules) est très largement supérieure à celle utilisée pour la construction des véhicules à essence et que le bilan n'est pas forcément favorable (1).

Au niveau alimentaire, il est envisagé un "rééquilibrage des régimes alimentaires" avec plus de produits locaux, de saison, moins de viande… ce qui est une tendance réelle mais faible actuellement.

Pour les produits de consommation non-alimentaires, il est espéré une durée de vie en hausse de 20 % et une baisse de la consommation de 22 %. Si ce deuxième objectif est probable, le premier l'est moins (la durée de vie des appareils électroniques est soumise à un renouvellement rapide des modèles). Il n'est pas envisagé l'arrivée de nouveaux gadgets forcément "indispensables" sur le marché : internet puis les Iphone, Ipad et tablettes ont annulé toutes les économies d'énergie de ces dernières années.

Compatible avec une "croissance verte", ce scénario est assez optimiste. S'il a le mérite pour une fois de mettre tous les objectifs de consommation à la baisse, c'est largement insuffisant pour atteindre un retour à une empreinte écologique viable.

Michel Bernard ■

Pour en savoir plus :
www.ademe.fr/publications

(1) Surtout en phase de démarrage : l'installation de centaines de milliers de bornes de rechargement entraînerait une surconsommation importante.

"Repenser les déchets"

DR

Faut-il recycler nos déchets ?

Recycler nos déchets n'est pas une solution correcte. Il faut aller vers une réduction de la production à la source et tendre vers le zéro déchet.

TOUT COMMENCE LORSQUE JE VEUX ÉLAguer un résineux en milieu urbain. Les branches sont difficilement compostables. Jusqu'il y a quelques années, on récupérait le bois pour la cheminée, et on brulait le reste dans son jardin. Aujourd'hui, ce n'est plus possible : à Paris, les cheminées à feu ouvert sont en sursis et cela va se généraliser aux autres villes ; faire brûler ses déchets dans son jardin est interdit de plus en plus souvent.

Il faut donc tout emmener à la déchetterie. J'habite à 7 km de l'une d'entre elles, et je n'ai pas de voiture, donc je dois en louer une, la charger, plusieurs fois, la restituer. A la fin, j'ai parcouru plus de 50 km. Je pollue avec la fabrication d'une voiture, je pollue en brûlant du carburant, et évidemment à la déchetterie les trajets ne sont pas terminés : les bennes sont ensuite emmenées dans différents lieux (à l'incinérateur pour partie, à 5 km de la déchetterie, ou à la zone de compostage, à 10 km…). Quel est le bilan carbone du recyclage ainsi organisé ? Mieux que brûler les déchets verts dans mon jardin ? J'ai un doute.

TRAFIC DE DÉCHETS ET D'ARGENT SALE

J'ai encore plus de doutes lorsque je me penche sur l'actualité des déchets. Ainsi, dans les Bouches-du-Rhône, on peut suivre depuis des années le feuilleton des frères Guérini. Jean-Noël, président du conseil général, a confié à Alexandre son frère la gestion d'une partie des circuits de traitement des déchets (1). On y trouve outre le favoritisme, des détournements de fonds publics, du blanchiment d'argent… C'est à l'échelle de ce département, la même affaire que la Mafia qui dans la région de Naples, a aussi mis la main sur le traitement des déchets (2).

Si tant de sociétés privées, "réglo" ou relevant du banditisme, se battent pour le contrôle de nos déchets, il doit bien y avoir une raison.

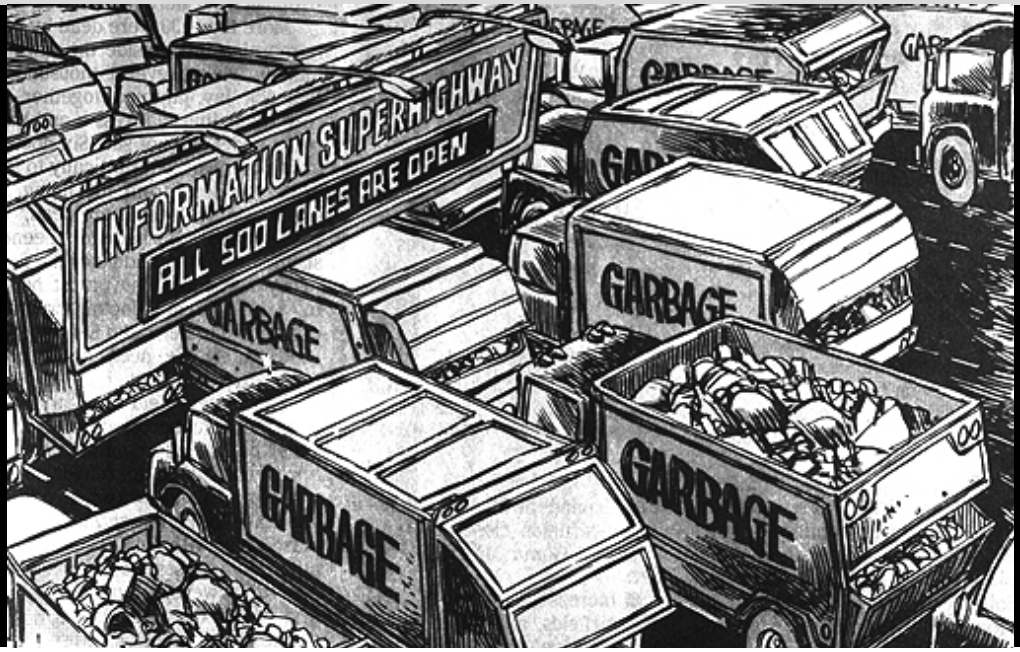
Il y a encore plus fumeux. Depuis 1999, les piles doivent être rapportées aux magasins qui les vendent. Si la collecte est ainsi assez simple, cela se complique au-delà du magasin : les piles partent sur des plates-formes de collecte puis par camions, elles rejoignent des usines spécialisées où elles peuvent être traitées. Cela engendre de très nombreux trajets en camion. Comme le recyclage est complexe et polluant, une partie des piles sont expédiées à l'étranger par camions ou par bateau. Selon une étude de l'ADEME (3), en 1993, le tiers des tonnages transportés par les camions, en France, sont des déchets ! Et cela empire chaque année du fait de nouveaux produits en fin de vie (que l'on pense à la multiplication dans le domaine de l'électronique) et du fait de nouvelles obligations.

L'incinérateur n'est pas une solution. "Rien ne se perd, tout se transforme" disait déjà Lavoisier au 18e siècle. Un incinérateur sépare les déchets en trois phases : une phase gazeuse qui part dans l'atmosphère, une phase liquide qui part dans les cours d'eau, une phase solide qui est récupérée dans les filtres et les cendres et qui va ensuite — en principe — dans une décharge spécialisée.

(1) La première plainte contre les deux frères remonte au 16 avril 2009.

(2) Voir par exemple "Naples, poubelle de l'Italie", *Le Monde*, 20 décembre 2013. En Italie, on parle maintenant d'éco-mafia.

(3) "La logistique et le transport des déchets ménagers agricoles et industriels", Ademe, 1997, disponible sur internet : http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/documents/Temis/0026/Temis-0026967/11727.pdf



Le tiers des tonnages transportés par les camions, en France, sont des déchets ! (garbage : ordure ; sur le panneau : "nos 500 voies sont ouvertes")

La logique de cette "croissance verte" du recyclage, c'est que plus on multiplie les opérations, plus on multiplie les intermédiaires et donc les marges, les dessous de tables, les possibilités de faire de l'argent…

ZÉRO DÉCHET

L'alternative n'est donc pas de trier ses déchets, mais d'éviter d'en produire. Pour le dire autrement, de passer du "développement durable" à la "décroissance". L'un des premiers à avoir compris cela a été Paul Connett, un activiste des Etats-Unis, chimiste de profession, qui depuis une trentaine d'années incite les collectivités à penser comment éviter la production de déchets, plutôt que de savoir ensuite qu'en faire.

En France, il collabore de longue date avec le CNIID, Centre national d'information indépendante sur les déchets (4) qui travaille en lien avec de nombreux groupes locaux qui se bagarrent contre les incinérateurs ou les décharges. La recette pour aller vers le zéro déchet se décline à de nombreux niveaux : limiter ses besoins, utiliser jusqu'au bout, réparer, composter, réutiliser par les ressourceries… Cela implique aussi de changer de nombreux secteurs : interdire la publicité qui incite à la surconsommation, augmenter les garanties sur les objets pour éviter l'obsolescence programmée, déterminer des processus de fabrication pour ne pas utiliser de mélanges dans les matériaux qui rendent le recyclage extrêmement difficile, supprimer les objets jetables (5).

L'idée n'est pas d'aujourd'hui (6), mais comme pour toute transition vers un monde meilleur, elle doit lutter contre un message dominant qui ne met l'accent que sur la valeur du tri… en oubliant l'essentiel.

Francis Vergier ■

Economie circulaire, écologie industrielle ?

Pour poursuivre dans la voie de la "croissance verte", les concepts nouveaux se multiplient. C'est comme la lessive qui lave toujours plus blanc ! Ainsi, il existe une théorie de "l'économie circulaire" (ou "écologie industrielle"). L'idée est séduisante : avec les déchets de l'un on a la matière première de l'autre. Mais ce qui marche partiellement dans certains cas (papier recyclé, verre recyclé), connaît vite des limites car il existe un principe d'entropie qui fait que l'on ne récupère pas tout, que tout ne peut pas être recyclé, que le recyclage ne peut pas garantir la même qualité qu'à l'origine…

Exemples :

- Le pneu s'use sur des dizaines de milliers de kilomètres de route. Il n'existe aucun moyen de récupérer ce qui reste sur la route… ces particules, lessivées par la pluie, polluent les cours d'eau.
- Malgré la collecte obligatoire des piles, selon l'ADEME, en France, environ 4 % disparaissent dans la nature… soit quand même 7 tonnes par an.
- Le recyclage du plastique ne redonne pas le même plastique, mais un plastique de moins bonne qualité.
- Pour le papier, on estime qu'il est possible de recycler 7 fois un même papier, toutefois, les fibres s'abiment progressivement et le papier voit sa qualité baisser.

(4) CNIID, 18, boulevard Barbès, 75018 Paris, tél : 01 55 78 28 60, http://www.cniid.org

(5) Un programme a été mis en place avec quelques hôpitaux dans le monde pour utiliser la stérilisation des objets par la chaleur plutôt que d'utiliser des objets jetables.

(6) Dans le dossier "Déchets : pour une collecte sélective d'alternatives" (Silence n°295, avril 2003), l'éditorial annonçait déjà "Vers le zéro déchet". Dans ce numéro aujourd'hui en libre téléchargement sur internet, on trouvera de nombreux exemples de démarches vers le zéro déchet.

DR

Autre problème majeur au Mexique, les eaux usées, ou *agua negra*, sont souvent rejetées sans aucun système de retraitement...

Une telle installation permet de récupérer jusqu'à 50 000 litres par an.

Certaines régions du Mexique connaissent d'importantes précipitations, comme ici dans la ville de Merida. Une richesse insuffisamment exploitée.

Comment dit-on "eau potable" en mexicain ?

Réponse : Coca-cola... Cette blague est malheureusement loin d'être une boutade : dans tout le pays, il est plus facile — et souvent moins cher — d'acheter une bouteille de boisson gazeuse que de se procurer de l'eau. Pollution, réseau vétuste, surexploitation des nappes... État des lieux.

LE MEXIQUE COMPTE 119 MILLIONS D'HAbitants... dont 12 millions n'ont pas d'accès à l'eau potable. La ville de Mexico est l'exemple le plus frappant de cette situation dramatique : l'agglomération compte 19 millions de personnes, dont 35% ne sont pas connectées au réseau d'eau, et 1,3 million de personnes n'ont aucun accès à une source d'eau potable... Pourtant, un réseau d'eau existe. Mais il est extrêmement vétuste et peu entretenu, avec des fuites importantes. Selon les estimations, le réseau accuse ainsi 40 % de pertes. Cela correspondrait à environ 1000 litres par seconde... Ajoutez à cela le réseau des eaux usées qui fuit lui aussi ,contaminant le réseau d'eau potable et rendant impropre à la consommation le peu d'eau qui parvient jusqu'aux différents foyers. Et vous vous retrouvez avec des mesures d'urgence qui deviennent la norme, comme par exemple dans le district d'Iztapalapa, où 1000 camions-citernes distribuent chaque jour de l'eau pour 2 millions d'habitants...

BOUTEILLES À LA MER

Conséquence de ce manque d'eau potable, le pays détient ainsi le record mondial de consommation d'eau en bouteille, avec une moyenne de 234 litres par an et par habitant. Dans les bouteilles que vous trouvez en magasin, pas d'eau de source ou d'eau minérale. Il s'agit simplement d'eau filtrée et traitée... Bref de l'eau du robinet. Si Danone et Coca-cola sont leaders sur ce marché de l'or bleu, ce sont surtout les milliers d'entreprises de microfiltration qui fournissent cette eau en bouteilles aux populations.

Cette consommation d'eau a des conséquences catastrophiques sur l'environnement. Selon l'organisation *Food and Water Watch*, 21 millions de bouteilles plastiques sont ainsi jetées chaque année au Mexique. 20 % sont recyclées, le reste terminant dans des décharges, ou simplement dans la nature...

RÉCOLTER LA PLUIE

Cela aussi un coût. Dans certaines familles, l'eau représente jusqu'à 20 % des dépenses. Des solutions émergent aujourd'hui pour aider les plus pauvres, notamment les populations indigènes. Ces actions sont souvent menées par des associations ou des structures locales. L'une des solutions les plus simples et les plus avantageuses, c'est la récolte d'eau de pluie. C'est notamment la mission d'une petite organisation, *Isla*

DR

DR

Urbana, créée en 2009 par de jeunes Mexicains. Leur constat était simple : certaines zones telles Tlalpa ou Xochimilco par exemple enregistrent 1000 millimètres de pluie chaque année... et près de 130 000 habitants n'ont pas accès à l'eau. Ils ont donc décidé d'équiper les populations de systèmes de collecte d'eau de pluie, en réduisant les coûts au maximum et avec l'aide de mécènes. Le système, avec séparation des premières pluies et filtration, permet de fournir 50 000 litres d'eau sur l'année. L'installation de ces systèmes de captation est accompagnée de programmes d'éducation et de sensibilisation à l'environnement.

Ces initiatives locales, certes importantes, restent une goutte d'eau dans le problème auquel font aujourd'hui face plusieurs millions d'habitants de Mexico. Sans mesures drastiques pour améliorer l'accès à l'eau au Mexique, la situation déjà dramatique pourrait se transformer en crise majeure. A moins que Tlaloc, le dieu Maya de l'eau, ne vienne en aide au peuple mexicain...

Alain Sousa ■

Pour aller plus loin

■ Un excellent documentaire, *H2Omx*, a récemment mis en lumière les problèmes de gestion de l'eau à Mexico. Voir le site www.h2o.mx.

■ Pour en savoir plus sur le problème de Coca-cola au Chiapas, voir le site de l'association Casacollective, www.casacollective.org.

■ Pour en savoir plus sur Isla Urbana et la collecte d'eau de pluie au Mexique : www.islaurbana.org.

Alain Sousa, journaliste scientifique, ancien responsable de la communication à la CRII-Rad réalise actuellement un tour du monde à vélo. Après un article pour *Silence* sur les paysans bio de Fukushima au Japon (n° 424 p.38), le voici maintenant sur le continent américain.

Coca-cola mon amour...

Corollaire de ce manque d'eau, ou phénomène indépendant, la consommation de boissons gazeuses a explosé au Mexique. Ce pays est ainsi le premier consommateur au monde de cette boisson sucrée avec l'équivalent de 728 bouteilles de 25 cl par an et par habitant, contre 406 pour les Etats-Unis ou 149 pour la France (chiffres Coca-Cola 2012). Le Mexique consomme à lui seul 42 % de tout le Coca-Cola bu en Amérique Latine...

Il faut dire que la compagnie pratique une politique commerciale très agressive. Outre les publicités omniprésentes, la compagnie propose des demi canettes ou des minis bouteilles à des prix ridicules, pour s'assurer que les populations les plus pauvres ou les enfants avec trois pesos en poche consomment la boisson gazeuse...

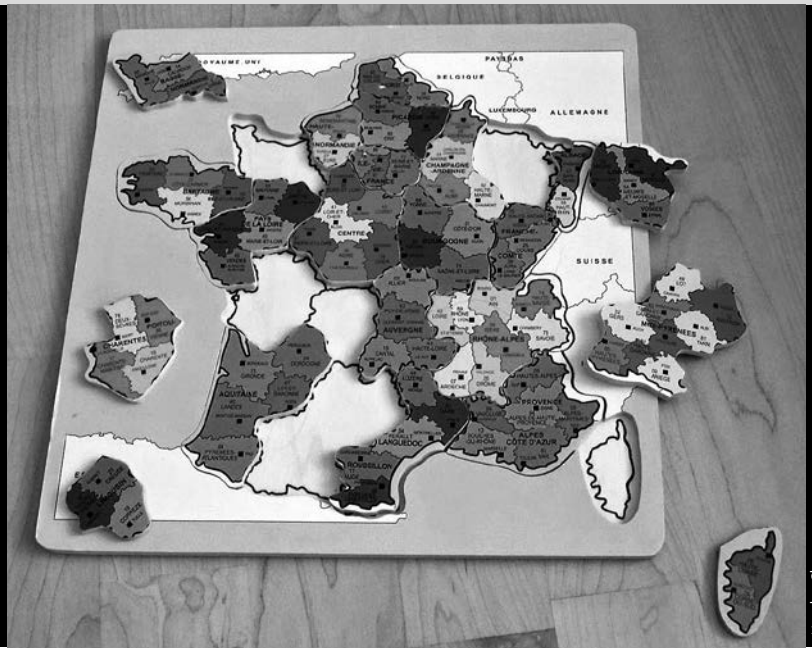
Bien sûr cette consommation de Coca-Cola est l'un des facteurs de l'épidémie de surpoids et d'obésité qui frappe le Mexique : 70 % de la population est en surpoids, dont 33 % d'obèses et 13 % de diabétiques...

Outre ces conséquences sur la santé, cette consommation a également un impact dramatique sur les ressources en eau. Car fabriquer un litre de Coca-cola nécessite au moins 2 litres d'eau... Face à ce besoin important, la compagnie a choisi d'implanter ses usines d'embouteillage dans des endroits stratégiques. Elle a ainsi négocié 27 concessions sur tout le territoire pour pomper de l'eau et 8 concessions pour rejeter ses eaux usées. L'une des principales usines se situe ainsi au cœur d'une des régions emblématiques du Mexique : le Chiapas. La compagnie y pompe plus de 100 millions de litres d'eau chaque année. Plusieurs associations dénoncent la catastrophe environnementale et humaine que représente l'usine. La surexploitation de la nappe est non seulement un désastre écologique, mais prive également les populations locales de précieuses ressources en eau...

Si le gouvernement mexicain ne souhaite pas contrarier la multinationale, il a tout de même, face à la pression de la société civile, adopté fin 2013 une taxe sur les boissons gazeuses : 10 % du prix (les associations de consommateurs demandaient 25 %). Avec une majoration d'un peso par litre seulement, le flot de Coca-cola n'est pas prêt de se tarir...

AS

Note de la rédaction : Il faut ajouter que le président du Mexique de décembre 2000 à novembre 2006, Vincente Fox était, avant d'être élu, président de Coca-Cola pour l'Amérique latine et salarié de la firme depuis 1964. Il était aussi député depuis 1988.



Mstyslav-Chernov.com

Réforme régionale et crise de la démocratie

Le projet de réforme territoriale, plus prosaïquement de réduction du nombre des régions, se donnait pour ambition de mettre en œuvre un mode de fonctionnement démocratique amélioré. Mais c'est loin d'être le cas, estime André Duval, ancien maire en Haute-Savoie.

QU'EN EST-IL DE CE PROJET DE RÉFORME territoriale et de fusion des régions au regard de la qualité de notre régime démocratique ? Et de la séparation des pouvoirs, sur laquelle repose la démocratie représentative occidentale ? Accessoirement de l'économie de gestion visée ?

En politique, le principe de subsidiarité conduit à ne pas faire à un échelon plus élevé ce qui peut l'être avec la même efficacité (voire mieux) par un échelon plus proche des citoyens. Le niveau supérieur n'intervient qu'en cas de difficulté. Ainsi, le principe de subsidiarité s'oppose au centralisme. Un principe supplémentaire a été proposé par Tocqueville : lorsque la collectivité de rang plus élevé doit agir dans une collectivité locale, par exemple, elle ne doit le faire que par délégation au niveau local. Aujourd'hui ce principe est largement appliqué au cas de l'aménagement du territoire. Quelle est la situation actuelle au regard de ces principes ?

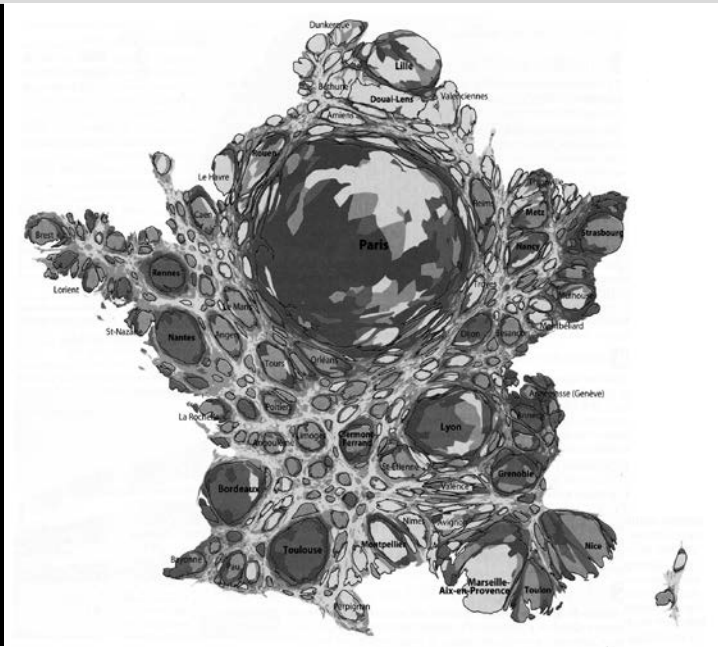
LA SÉPARATION DES POUVOIRS N'EXISTE PAS DANS LES COLLECTIVITÉS LOCALES FRANÇAISES

Si, dans la majorité des pays européens, les maires sont désignés ou élus de manière indépendante du conseil municipal, ce n'est pas le cas en France. Plusieurs listes de candidats au conseil municipal sont soumises aux suffrages, chacune menée par une tête de liste. La liste qui obtient plus de 50 % au premier tour (ou la majorité au second tour), bénéficiera de plus de 75 % des sièges de conseillers municipaux. Ensuite, le maire est élu à scrutin secret par les conseillers au cours de la première réunion du conseil. C'est le Conseil municipal également qui élit en son sein des adjoints au maire après avoir déterminé, par délibération, l'effectif nécessaire. Ainsi les futurs adjoints décident eux-mêmes de leur nombre et, comme le maire, du montant de leurs indemnités. On trouve ici l'explication du nombre pléthorique de vice-présidents, le montant des indemnités étant source de motivations malsaines.

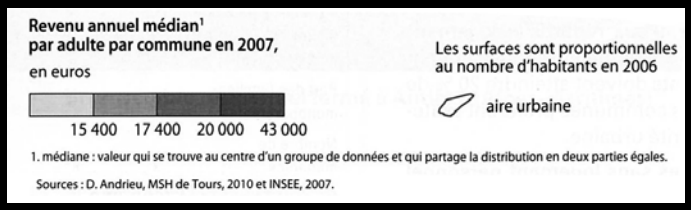
Il en est de même à la communauté de communes. La situation est semblable pour la région et le département. L'État n'est pas mieux protégé puisque ce sont les députés qui décident comment ils vont être élus et rémunérés, quelle retraite ils recevront et de quelle indemnité de chômage ils bénéficieront s'ils ne sont pas réélus.

LA SUBSIDIARITÉ N'EST PAS RESPECTÉE ET LA CENTRALISATION PRÉVAUT

En France, l'État lui-même intervient dans de nombreux domaines au sein des Régions, des départements et encore plus en aval par ses sous-préfectures.



Plus qu'une réforme des régions, nous aurions besoin d'une réforme de la centralisation. Ici les bulles sont proportionnelles aux populations et la couleur est d'autant plus foncée que la population est riche.



La Région reste propriétaire des lycées et assure l'entretien et la gestion des personnels de service alors que la ville d'implantation pourrait le faire avec plus d'efficacité et à coût moindre. C'est pourtant sa population qui est concernée. Les départements aussi contreviennent à cette règle dans beaucoup de domaines : les collèges, l'entretien des routes départementales, les services de la petite enfance, les services des assistantes sociales. Gérer à distance de tels services oblige à passer 25 % du temps à écrire des rapports d'activité et à multiplier les déplacements.

L'effet mille-feuille perçu par le citoyen

Pour un problème relatif à la garde d'enfants par exemple, il faut contacter à la fois la caisse d'allocations familiales qui dépend de l'État, le service de la PMI du département ou ce même service territorialisé : le relais assistante maternelle qui dépend de la communauté de communes. Ce n'est pas la suppression d'un niveau de collectivité locale qui évitera le mille-feuille, mais bien la suppression de la centralisation administrative et donc la délégation obligatoire de la collectivité de rang plus élevé vers la collectivité de rang inférieur.

Conséquences financières

Inadéquation des projets, indemnités indues, doublons dans les administrations d'où une efficacité réduite des personnels, un accès trop compliqué pour le citoyen. Une grande part de la différence entre la proportion de fonctionnaires dans la population active en France et en Allemagne (respectivement 22 % et 10 %) trouve son origine ici. En outre, comme les anticipations le démontrent, deux régions fusionnées seront plus coûteuses qu'elles ne l'étaient avant fusion, notamment à cause de l'effet Parkinson (voir encadré).

L'effet Parkinson

L'effet Parkinson se manifeste dans les administrations du fait de la volonté de chacun de faire valoir l'importance de ce qu'il fait. Plus elles sont importantes, plus l'effet grandit, la chaîne hiérarchique étant plus longue. On a pu l'observer dans les communautés de communes : la délégation de responsabilités des communes n'a pas réduit le nombre de fonctionnaires territoriaux. Dans les communes, bien souvent, une personne s'occupait, quand nécessaire, du réseau de distribution d'eau et répondait aux anomalies de fonctionnement. (Ce n'était pas un poste spécifique). Cependant, sa connaissance du réseau et des habitudes des habitants lui permettait d'imaginer ce qui ce qui avait pu se passer et de réagir immédiatement.

Lorsque la communauté de communes est intervenue, un service a été créé. Et voici le déroulement d'après un exemple concret : Dès qu'il a été saisi, le chef a choisi l'équipe libre, toujours au moins deux personnes qui ont parcouru 10 km en voiture, étudié la situation, imaginé plusieurs hypothèses, etc. Au bout de 4 heures, l'ancien fontainier a expliqué qu'il s'agissait simplement d'une ouverture à grand débit du robinet d'un abonné. En 10 minutes le problème aurait pu être résolu sur place. Et j'oublie l'entropie produite par un service avec plusieurs personnes.

Résultat prévisible : la réforme régionale renforcera la centralisation

Les défauts qui viennent d'être cités : absence de séparation des pouvoirs, centralisation administrative, manquement à la subsidiarité, sont-ils visés par la réforme territoriale ? Avant même de définir quelles missions seraient dévolues aux régions, l'objectif était initialement d'en réduire le nombre pour leur donner plus de puissance. Mais il n'est pas dit que, pour ce faire, de nouveaux pouvoirs devront être décentralisés de l'État vers les régions. Au contraire on fera remonter les pouvoirs des départements vers les régions ! Ainsi on cumulera la remontée de certaines responsabilités et la réduction du nombre

Loison

Si la démocratie fonctionnait mieux, nous inaugurerions sans doute moins de nouvelles voiries !

de régions ! Ce projet n'aboutit qu'à une exagération des défauts existants.

LA NOUVELLE CARTE RÉGIONALE RÉSULTERA DES CONFLITS D'INTÉRÊTS

Plus significative encore, la méthode utilisée pour définir la nouvelle carte des régions est fondée et faussée sur et par les conflits d'intérêts. En effet, ce sont les députés qui en ont le pouvoir et dans ce cas ils montrent que leurs motivations sont dictées par l'intérêt de leur parti ou le leur propre, attaché à leurs autres fonctions. Ainsi s'explique la configuration de régions telles que l'Aquitaine-Limousin-Poitou-Charente, ou le débat sur la fusion de la région Nord-Pas-de-Calais Picardie.

LE POUVOIR DES RÉGIONS EN SORTIRA-T-IL RENFORCÉ ?

Le but officiel est de leur permettre de développer une politique économique plus efficace. Les experts émettent le plus grand doute sur la validité de cet argument. Si l'Allemagne a deux grandes régions, elle en a d'autres qui sont limitées à une ville comme Brême et Hambourg, et la Sarre n'est guère plus importante qu'un département français. En Suisse les cantons ont plus de responsabilités que les régions françaises, en particulier au niveau économique, alors que leurs tailles sont comparables aux départements français. Tout ceci fait dire au géographe Gérard-François Dumont (1) que la recherche de la dimension optimale des régions s'apparente au débat sur le sexe des anges. Il est plus important pour lui de savoir à quel territoire les citoyens se sentent attachés.

CETTE RÉFORME NE RÉSOUT AUCUNE DES FAILLES DU SYSTÈME DÉMOCRATIQUE

Manquements à la séparation des pouvoirs, centralisation administrative et sa conséquence sur l'image du mille-feuille… Elle ne donnera pas aux régions françaises la puissance du Länder allemand ou du canton suisse qui la tirent de leur capacité législative, et cela ne fera qu'accroître les coûts de fonctionnement de l'ensemble des collectivités locales. Par ailleurs, si on voulait pour cette modification des territoires régionaux utiliser une procédure démocratique, il faudrait passer par le référendum, seule solution propre à éviter que les décisions dépendent de conflits d'intérêts.

RECOURS POSSIBLE AU RÉFÉRENDUM

Comme il s'agit des régions, la subsidiarité implique que les décisions doivent être prises par les populations des régions elles-mêmes chacune pour son propre compte.

Ces référendums, parce que régionaux, ne seraient pas détournés de leurs objectifs par des réactions d'opposition au gouvernement, raison qui a été évoquée pour éviter la solution référendaire.

André Duval ■

André Duval a été maire de Chênex, en Haute-Savoie, de 1974 à 1989 et de 2002 à 2008. Il a été président du Sivom puis de la Communauté de communes du Genevois, de 1981 à 2002. Il participe à un groupe de réflexion politique à Annecy, le Centre Lebret, et c'est dans ce cadre qu'il a proposé cette analyse.

(1) Professeur à la Sorbonne, Président de l'association Population & Avenir et de sa revue éponyme, Expert auprès du Comité économique et social européen (CESE).

Médecins contre les pesticides

Bonjour, J'ai lu avec intérêt votre interview de Fabrice Nicolino dans le numéro de décembre 2014.
Dommage que vous n'évoquiez pas, dans votre antépénultième question, la (timide) mobilisation des médecins de terrain pour dénoncer l'usage des pesticides.C'est que nous ne sommes pas encore audibles sans doute.
Il y a plus de 100 médecins de Rhône-Alpes qui ont signé l'appel des médecins pour une réduction des pesticides, et bientôt 1500 au plan national. Sur notre site *www.alerte-medecins-pesticides.fr* vous verrez qu'on commence à se bouger. (...)
Dr Joseph Mazé
Limousin

Alerter sur les téléphones sans fil

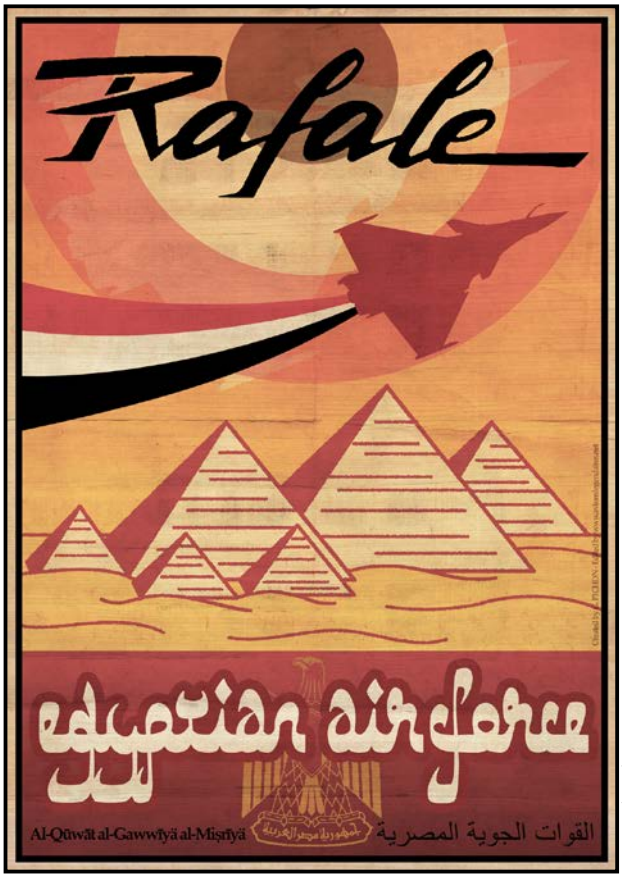
Comme tous les mois, je lis *Silence* avec fébrilité et, oh surprise, un dossier sur le thème des lanceurs d'alerte. Je me dis que je vais y trouver, enfin, ce que je cherche, un article sur tous ceux qui crient dans le désert depuis des années qu'une catastrophe sanitaire est en cours, provoquée par la technologie du téléphone sans fil. Mais rien là-dessus. Ce sont des alertes passées, sur l'amiante, le médiator, etc., et dont la prise de conscience est amorcée, qui étayent le thème du mois. Mais le silence est fait autour de ce scandale continu, entretenu par tous les porteurs de portables. "Si c'était dangereux, ça se saurait". Eh bien oui, c'est dangereux et tout le monde fait comme si ça ne l'était pas.

Je suis bien placée pour le savoir, recluse dans une pièce de ma maison, ne pouvant ni voir de médecin, ni mes amis, ni mes parents, complètement dépendante de mon mari, parce que je suis malade à cause des ondes électromagnétiques émises par les portables de "presque" tous mes concitoyens, qui ne se rendent pas compte qu'un seul portable suffit à déclencher des douleurs violentes dans tout -ou parties de- mon corps, une torture !
Alors merci à tous les 06 de Silence. Silence ! Je meurs à cause des 06... et je ne suis pas la seule.
Merci à Frédéric Wolff dont vous publiez les courriers, je me sens moins seule dans cet enfer qu'est devenu ce monde électro-magnétique.
Odile Hulmel-Pacreau
Charente-Maritime

Silence : *Silence* se fait régulièrement l'écho des pollutions électromagnétiques, dans ses pages santé et dans des articles (*Silence* n°424 p.28 par exemple). Son dossier n°363, *Téléphones insupportables*, épuisé, est téléchargeable gratuitement sur le site internet de *Silence, www.revuesilence.net.* Nous encourageons nos lecteurs/trices à nous donner des coordonnées autres que par téléphones portables, et pas seulement sur internet non-plus.

Vente du Rafale à l'Égypte, encore un mirage !

L'avion militaire Rafale vient de remporter son premier contrat à l'export, vingt-sept ans après son lancement en 1988. En effet l'Égypte a signé en février 2015 un contrat pour l'achat de 24 avions, une frégate et des missiles de courte et moyenne portée, pour plus de 5 milliards d'euros. Après plusieurs échecs de négociations avec le Maroc, Singapour, la Corée du Sud ou le Brésil, ce contrat signé en Égypte semble une aubaine pour l'industrie française et particulièrement pour les sociétés d'armement (Dassault Aviation, Lacroix, Sagem...).
Cette vente est présentée par l'ensemble de la classe politique et des médias comme un succès économique. Pourtant l'accord prévoit que la Coface, organisme français d'assurance-crédit, garantira 50% de la commande, hors paiement de l'acompte, qui représente en général 15% du montant de ce genre de contrat. Le Caire, qui souhaitait au départ une garantie portant sur 90% du montant hors acompte, aurait ainsi accepté de revoir ses prétentions à la baisse. La France a tellement intérêt à réussir une première vente de Rafale qu'elle aide l'Égypte dans toutes les étapes du projet, du financement jusqu'à l'assurance.



www.avionslegendaires.net - Gaëtan

La vente est de 5,2 milliards d'euros, un montant pour le moins élevé pour un pays en pleine crise économique et sous assistance économique américaine. Certains, bien informés, se demandent comment le premier acheteur de Rafale va payer la facture. L'Égypte est historiquement le deuxième bénéficiaire des aides américaines, derrière Israël : entre 1948 et 2011, l'Égypte a reçu 71,6 milliards d'euros d'aides. Mais elle est aussi soutenue financièrement par l'Arabie Saoudite, le Qatar et le Koweït, qui achètent ainsi une stabilité régionale, et par des organismes internationaux (Banque mondiale, FMI).
De plus, l'Égypte est confrontée à une autre menace qui se dessine de plus en plus clairement.
Le dérèglement climatique fait sentir ses effets sur un pays surpeuplé et fragile : températures toujours plus contrastées, avec des hivers plus froids et des étés plus chauds, entraînant des températures insupportables au-delà de 40°C, pollution dans les villes de plus en plus peuplées, baisse de la production des céréales vivrières, blé, riz, maïs, rareté de l'eau notamment dans le delta du Nil, tout ceci avec une population de 85 millions qui continue à croître à un rythme très rapide... Les cinq milliards d'euros des Rafale ne seraient-ils pas mieux employés à des projets de vie et de développement comme le soutien aux petits paysans pour qu'ils vivent de leur terre ?
Mais c'est la vue à court terme qui prédomine et la guerre qui s'impose.
Et même si cette vente était un succès économique, le MAN s'interroge sur les implications diplomatiques et morales de cette livraison d'armes de guerre. Par ce contrat, Paris entérine des relations avec un allié dans la région mais brouille le message de soutien aux mouvements démocratiques arabes. En effet la liste des atteintes faites aux droits de l'Homme en Égypte s'allonge chaque jour. Les manifestations sont violemment réprimées avec des tirs à balles réelles, quand elles ne sont pas interdites, et les condamnations à mort sont prononcées massivement. (...)
Ces armes de guerre serviront dans le cadre de la politique étrangère de l'Égypte, notamment en Libye. Loin de participer à la sécurité d'une région instable, cette vente vient donc une nouvelle fois engager la responsabilité de la France dans la détérioration de la situation internationale. Les dernières interventions militaires, que ce soit en Irak, en Afghanistan, en Libye ou au Mali, ont montré que loin de combattre et d'affaiblir le terrorisme, elles l'alimentent. (...)
Yvette Bailly
Rhône
Porte-parole du Mouvement pour une Alternative Non-violente, www.nonviolence.fr .

Courrier

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net.

Tannage bio ?

Nous avons vu des annonces dans des catalogues de produits bio : peaux d'agneaux "tannage médical", "sans chrome", "traitement chimique léger", et évidemment la mention "bio". La fabrication est résumée par "le procédé Relugan". Les annonceurs sont : "GAB 72" et les sites : www.bebe-au-naturel.fr, www.brindilles.fr, www.lilinappy.fr, www.frimousse-et-coccinelle.fr.
Nous sommes nous-mêmes fabricants de parchemin et avons une formation de tanneurs. Avant de fermer notre établissement en décembre 2013, nous faisions énormément d'efforts pour obtenir un label "bio" pour nos fabrications alors que nous n'utilisions que de la chaux pour faire du parchemin, et des tanins végétaux pour faire des peaux. Nous nous posons donc la question : comment ont fait ces vendeurs ? Fabricants ? Importateurs ? pour pouvoir présenter de tel produits ?
Déconcertés par ces annonces et surtout leurs commentaires qui ne nous semblent pas très scientifiques, ni respectueux de l'information, nous sommes allés aux renseignements : nous avons consulté nos archives et nous sommes allés sur internet. D'après www.commonchemistry.org, le relugan est un glutaraldehyde, (C5 H8 O2), donc un produit chimique lourd, ce qui est expliqué sur : www.nist.gov et sur www.dormer.ca. On découvre sur www.zauba.com que les produits Relugan gtw, Relugan 50, Relugan gt sont fabriqués en Europe, mais exportés en Inde et en Chine pour les fabrications tannantes.
Selon les mêmes sources, un aldehyde (hydrocarbure "déshydrogéné") est un produit principalement destiné à la stérilisation, d'où sa première utilisation en formol. Dans les années 1970, 1980, rappelez-vous les problèmes d'urée-formol. (...)
Nous nous étonnons de 2 choses :
Qu'on puisse admettre encore de fabriquer industriellement un produit qui, à notre avis, ne devrait se faire qu'artisanalement, avec des tanins végétaux et beaucoup de temps. L'emploi d'un produit comme le Relugan prouve qu'on est toujours dans la logique du profit rapide.
Que les magasins "bio" ainsi que des sites de vente n'aient opéré aucune vérification poussée sur ce genre de produit en particulier en direction des bébés. Il ne nous a fallu que quelques heures de recherche pour trouver que les aldéhydes sont des produits chimiques irritants.

Jean-Pierre et Anne-Marie Nicolini
Sarthe

L'affaire *Charlie Hebdo*, les médias et l'hystérie collective

Comment un triste fait divers a-t-il pu engendrer un monumental mouvement d'hystérie collective ? Des milliers de Français rassemblés dans les rues le soir même de l'événement, affichant tous le même slogan, le phénomène ne peut s'expliquer par la seule émotion provoquée par le drame. Il est le produit de la puissance manipulatrice des médias qui, pour l'occasion, se trouvaient directement concernés.
Dans leur grande majorité les manifestants, comme ils le reconnaissaient eux-mêmes, n'avaient jamais ouvert Charlie Hebdo, mais avaient été convaincus en quelques heures que la liberté de penser, la liberté d'expression, enfin toutes les libertés étaient en danger de mort. Les hauts parleurs de Big Brother avaient fait leur ouvrage. Les chaînes de télé, les radios débitaient toutes leur discours univoque (...).
À chaud, sans le moindre recul, sans le moindre délai laissé à la réflexion, caméras et micros étaient braqués sur des individus choqués mais copieusement conditionnés dont on savait qu'ils prononceraient, à quelques nuances près, les mêmes mots, les mêmes phrases, qu'ils adhéreraient tous à la même indignation, le reste n'étant plus qu'un simple phénomène d'amplification. Bravo les médias, mission accomplie.
Oui, le terrorisme est l'arme des lâches, oui ces actes sont odieux. Mais qui peut sérieusement imaginer qu'un tel brouhaha, un tel tapage puisse contribuer à l'enrayer ? Bien au contraire cela ne peut que renforcer le sentiment de puissance, d'efficacité et d'exploit des assassins et, hélas, des candidats aux futures actions. Cela ne peut qu'exciter la haine dans les esprits de ceux qui font de la xénophobie leur fond de commerce.

D.R.

Parlement européen, le 12 janvier 2015

Mesdames et messieurs les journalistes (...), comment auriez-vous agi si l'attentat avait été commis en d'autres lieux et sur d'autres personnes, anonymes celles-là ? Si au lieu des collaborateurs d'un journal il s'était agi de douze habitants d'un coin isolé de Lozère ? Lesquels d'entre vous s'interrogent sur les causes profondes de l'extrémisme et du fanatisme qui a engendré le terrorisme ? L'Occident a porté la guerre en Irak, en Afghanistan, en Libye, au Mali pour les résultats que l'on sait, afin d'y imposer sa vision du monde, sa morale et d'y sauvegarder surtout ses intérêts. Et qui sème le vent...
Enfin, pourquoi faudrait-il que l'on respecte le sens du sacré de l'intelligentsia "la liberté de la presse est sacrée" mais que l'on méprise le sens du sacré des esprits simples ? Qu'une bande de lurons éditant un journal satirique ait joué avec le feu, soufflant sur les braises et rajoutant au besoin un peu d'huile, c'était son droit, mais sachant que, ce faisant, elle provoquait des fanatiques, illuminés et surtout instrumentalisés, c'était tout simplement du suicide différé.

Max Ponce
Ardèche

Nous avons également reçu... 1/2

Essais

■ **Capital santé, quand le patient devient client,** *Philippe Batifoulier, éd. La découverte, 2014, 177 p. 15 €.* Le système de protection-maladie français dépérit en satisfaisant les intérêts du capitalisme sanitaire et de la médecine libérale. Le livre dresse un panorama des facteurs d'instabilité en récapitulant ce que les privatisations infligent aux patients et avance quelques principes en vue de réorienter la politique de soins.

■ **La terre vue d'en haut,** *Sebastian Vincent Grevsmühl, éd. Antropocène Seuil, 2014, 255 p. 20 €.* Observer la terre dans l'espace céleste alimente à la fois le rêve — qui n'est pas bouleversé par un lever de terre vue de la lune ? — et une prise de conscience écologique (visualisation du trou de la couche d'ozone). Le livre raconte cette invention occidentale de l'environnement global, née au 20e siècle.

■ **Nos voies d'espérance,** *Olivier Naire, éd. Actes Sud/LLL Les liens qui libèrent, 2014, 228 p. 18,80 €.* Entretiens avec 10 grands témoins pour retrouver confiance. Ce livre concocté par le rédacteur en chef du service "société" de l'Express nous livre des propos parfois intéressants, souvent attendus, de personnalités médiatiques engagées (mais que vient faire Erik Orsenna dans cette galère ?)

■ **Le cadeau empoisonné. ONG et soins de santé à l'est du Congo,** *Luc Dusoulier, Emmanuel Rugarabura, Adrien Zawadi, préface de François Houtart, éd. Couleur livres, 2014, 16 €.* Emanant du milieu particulier du militantisme chrétien de gauche belge, un livre qui dresse un bilan des programmes de santé à l'est du Congo, sévère envers les ONG et défendant au contraire l'action du Bureau diocésain des Œuvres médicales. Un plaidoyer pour le mutualisme et une vision progressiste de la santé.

■ **La fessée, questions sur la violence éducative,** *Olivier Maurel, éd. La Plage, 2015 [2001], 160 p. 12,50 €.* Edition revue et augmentée notamment pour suivre l'évolution du débat qui en une quinzaine d'années a vu l'Europe avancer sur la question et la France se poser la question de légiférer sur le sujet en novembre 2014. Le livre aborde la question sur le plan législatif, scientifique et moral.

■ **Manifeste contre les notaires,** *Collectif, éd. Max Milo, 2011, 290 p. 20 €.* Le revenu mensuel moyen des notaires est de 19 000 € ! Un notaire est confronté à la justice en moyenne un an sur deux… contre une fois tous les 20 ans pour un avocat. Les auteurs listent ici les abus d'une profession puissante qu'aucune réforme n'a réussi à bousculer pour le moment.

■ **Berthe Fouchère, la rebelle,** *Colette Avrane, éd. L'Harmattan, 2014, 220 p. 15 €.* Histoire d'une institutrice féministe engagée au Parti communiste puis au PSU et au PS. Peu connue, car toujours discrète, Berthe Fouchère (1899-1979) a écrit plusieurs centaines d'articles dans la presse socialiste pour y réclamer une place pour les femmes et dénoncer l'élan guerrier des hommes.

■ **Justice climatique et interdiction de nuire,** *Frédéric-Paul Piguet, éd. Globethics.net (Genève), 2014, 550 p. 25 €.* Actuellement, les négociations sur le climat s'affrontent sur la question de savoir qui doit faire les efforts. Doit-on tenir compte de ce que l'on a consommé avant ? Tout le monde a-t-il les mêmes droits à consommer ? Comment compter les générations futures ? L'auteur ajoute, dans cet ouvrage savant la nécessité d'introduire l'interdiction de nuire, ce qui de fait aurait dû bloquer des initiatives entières, par exemple le nucléaire. Ouvrage universitaire, niveau de lecture complexe.

Romans

■ **L'analphabète qui savait compter,** *Jonas Jonasson, traduction Carine Bruy, éd. Pocket, 2014, 476 p. 7,90 €.* Après Le vieux qui ne voulait pas fêter son anniversaire, histoire rocambolesque où ce vieux est responsable finalement de la prolifération nucléaire dans le monde entier, Jonas Jonasson poursuit dans la comédie déjantée en imaginant une bombe nucléaire qui échappe à tout contrôle avant d'échouer en Suède. Derrière un scénario hilarant et fort bien construit, une critique de l'inconséquence des politiques à gérer l'arme nucléaire.

Livres

Essais

Signé Guillemins
Une gare et ses humeurs

Guy Delhasse

A Liège, la Gare Centrale des Guillemins connaît une nouvelle jeunesse : en 2009, une structure élégante conçue par l'architecte ibérique Santiago Calatrava remplace l'ancien cube de béton. Un succès ? L'auteur écrit le livre comme s'il était la gare elle-même. Après avoir raconté sa genèse, il critique vertement une démarche qui consiste à faire du beau sans penser à faire de l'utile. La gare ouverte aux quatre vents s'avère une catastrophe quand il pleut, neige ou vente… ce qui arrive évidemment plus souvent en Belgique qu'en Espagne. La gare est blanche, et pour maintenir sa couleur, elle coûte un maximum en entretien du fait de la pollution et de ses formes. Enfin, elle est tout sauf verte : rien n'a été prévu pour les accès à vélo, l'éclairage tourné vers la structure consomme pour rien, le tri des déchets n'a pas été prévu et l'architecte n'a pas imaginé que les trains puissent être en retard : les passagers en attente ne peuvent s'asseoir. Une belle critique de la "starchitecture". MB.

Ed. Couleur livres, 2014, 102 p. 8 €

Du vent !

Fabrice Nicolino, Patrick Herman, Solveig Letort, Christian Roqueirol, Morgane Blanc, Valéry Borraz

Curieux objet. Cela commence par une sorte de jeu de l'oie avec sur certaines cases les portraits des auteurs, on peut donc y jouer et lire les nouvelles qui suivent si l'on tombe sur les bonnes cases. Chaque nouvelle est conçue autour d'un dessin qui ouvre l'histoire, reprise en carte postale, glissée en fin d'ouvrage. Les nouvelles sont toutes en lien avec ce qui relie les auteurs au Larzac. Le tout avec des illustrations en premier plan ou en arrière plan… Un travail graphique complexe et de qualité. A la fin, une liste conséquente de pistes pour aller plus loin… Agréable initiative. MB.

Ed. du Larzac, L'Herbe sous le pied, 2014, 54 p. 13 €

La femme du soldat inconnu

Laurence Biberfeld

Le titre fait référence à un slogan féministe des années 60 : il y a plus inconnu que le soldat inconnu, c'est sa femme. Mêlant agréablement sa vie personnelle, ses réflexions, anecdotes et données statistiques, l'autrice refait un tour d'horizon des nécessaires démarches féministes et s'élève contre le conformisme des femmes qui ne voient pas l'intérêt de s'engager dans cette voie : "les barbelés n'écorchent que ceux qui les franchissent" (p.60). A celles qui doutent encore, elle rappelle que jusqu'à l'âge de 44 ans, la première cause de mortalité des femmes est la violence provoquée par le conjoint. Elle montre aussi tout l'intérêt de relier cela au combat anarchiste : dans les deux cas, il s'agit de refuser les situations de domination. Elle analyse le lien entre volonté, surtout masculine, de dominer la nature et rejet du corps des femmes, dénonçant les effets de mode et de séduction, signes de soumission. Stimulant ! FV.

Ed. Libertaires, 2014, 150 p. 12 €.

Le scénario Zéro Waste [zéro déchet, zéro gaspillage]

Coordonné par Flore Berlingen

Le CNIID, Centre national indépendant d'information sur les déchets, change de nom pour devenir Zero Waste. A cette occasion, il publie ce petit livre qui est un inventaire extrêmement complet des démarches vertueuses pour aller vers le zéro déchet (utilité des produits, produire durable, consigner, réutiliser, recycler, partager…) Le livre regorge d'exemples concrets, de propositions que les élus peuvent mettre en œuvre, mais reste limité sur les questions politiques sous-jacentes : quels sont les obstacles sociaux, politiques et économiques qui freinent l'adoption d'une telle démarche ? Elle omet également les questions physiques (l'entropie qui fait que le recyclage à 100 % n'est pas possible). C'est volontairement dynamique, mais les militants qui passeront à la pratique vont découvrir que ce n'est pas toujours aussi simple. FV.

Préface de Paul Connet, éd. Rue de l'Echiquier, 2014, 128 p. 8 €

Une éducation sans école

Thierry Pardo

L'école tend à s'imposer comme la seule forme d'éducation. Elle est une oppression écologique : temps, espace, pensée compartimentés, pendant une quinzaine d'années. L'éco-éducation propose une alternative qui peut se développer en famille ou dans des (éco-) lieux, autour des fondamentaux éducatifs (Freinet, Morin, Sobel et Espinassous notamment). L'éducation pirate préconisée ici, en extérieur surtout (sur la mer ou en voyage familial), selon un rythme qui donne du temps au temps, est une proposition d'indisciplinarité et d'émancipation. L'auteur analyse, après beaucoup d'autres, ce qui ne marche pas dans l'école et propose donc une énième éducation alternative. Bien sûr, une "belle" éducation est plus agréable qu'une éducation "repoussante". Mais puisqu'il se place explicitement sous l'égide d'Ivan Illich, pourquoi ne pousserait-il pas sa réflexion jusqu'à l'idée d'une alternative à l'éducation plutôt que d'en rester à une simple "nouvelle" éducation alternative ? JPL.

Ed. Écosociété, 2014, 171 p. 15 €

L'allocation universelle
Nouveau label de précarité

Mateo Alaluf

Nous avons déjà présenté plusieurs ouvrages en faveur du revenu universel… mais aussi nos critiques sur cette idée (voir *Silence* n° 366). L'auteur prend ici le contre-pied des arguments en estimant que si l'idée plait autant aux libéraux, c'est parce que cela ne changerait rien au rapport entre riches et pauvres, pire cela pourrait favoriser le capitalisme prédateur. Dans sa version de droite (revenu bas), il y voit une possibilité pour appuyer la destruction de la protection sociale actuelle, pour faire sauter le salaire minimum… Dans la version de gauche (revenu haut), il s'interroge sur qui fera les sales boulots, pourtant indispensables. S'il fait un tour d'horizon et une critique bien structurée, on regrettera qu'il ne creuse pas les propositions complémentaires émises dans le milieu de la décroissance (coupler ce revenu avec un revenu maximal). On regrettera aussi qu'une fois de plus on oublie de préciser que ce débat a lieu dans des pays dont la richesse provient pour une grande part de l'exploitation du reste du monde. FV.

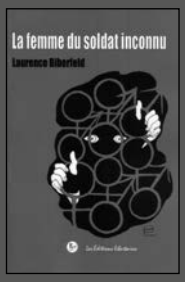
Ed. Couleur livres, 2014, 86 p. 9 €

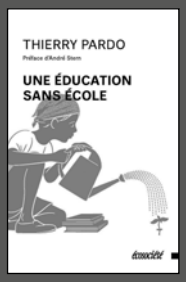
L'écologie vue du sud

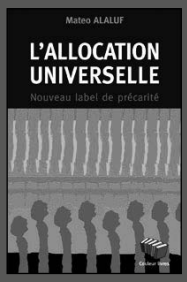
Mohammed Taleb

Nombre d'ouvrages écrits par des écologistes occidentaux ont bien du mal à se départir des valeurs dominantes. L'auteur, historien des idées et philosophe, a collecté des informations provenant de différentes initiatives dans le Sud en essayant de voir le lien avec l'écologie comme démarche de protection de notre planète. Il présente des mobilisations en Inde (Chipko, Narmada, Vandana Shiva), au Brésil (Mouvement des sans-Terre, Chico Mendes), aux Etats-Unis (Leonard Peltier), en Palestine (journée de la Terre), en Afrique (Sankara au Burkina). Il consacre ensuite un chapitre à la question de la spiritualité très présente pour les peuples premiers, mais il va aussi chercher les démarches nées de l'islam, pour terminer par un appel au dialogue entre les différentes visions de l'écologie (écosocialisme, écoféminisme, décroissance, écologie sociale et libertaire). Changer d'imaginaire passe pour l'auteur par un renouveau philosophique et sensible pour lequel le Sud peut nous apporter beaucoup. Un bon appel au débat. FV.

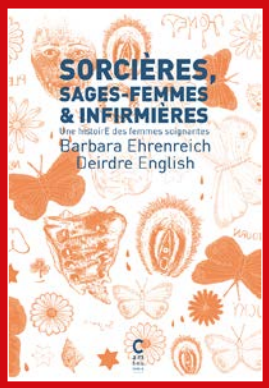
Ed. Sang de la Terre, 2014, 240 p. 19 €







LIVRE DU MOIS



Sorcières, sages femmes & infirmières

Barbara Ehrenreich et Deirdre English

C'est la première fois que ce texte essentiel de la littérature féministe est publié sous forme de livre en France. Servi par une traduction très fluide et une édition soignée, sa lecture est lumineuse. Les auteures, engagées dans le mouvement pour la santé des femmes au cours des années 70 aux Etats-Unis, développent deux dimensions : comment la chasse aux sorcières en Europe a constitué une véritable guerre contre les guérisseuses populaires, et comment aux Etats-Unis au 19e siècle la médecine "officielle" et professionnelle des hommes a supplanté, là aussi violemment, la médecine populaire exercée par les femmes. Elles expliquent comment finalement les femmes ont été acceptées seulement comme "auxiliaires de soins" sous la gouverne des hommes dans le système médical moderne, montrant la construction de la figure de l'infirmière. Un livre rempli d'informations et de réflexions passionnantes. GG

Ed. Cambourakis, traduction de L. Lame, 2015, 124 p., 16 €.

Lettres rebelles

Patrick Farbiaz

Ce petit livre présente des lettres de résistance et de désobéissance dans différents domaines (racisme, guerre, refus de l'impôt, écologie, religion…). C'est introduit par une réflexion pertinente sur le rôle de ces lettres ouvertes qui en appelle à l'opinion publique. Le résultat est certes hétérogène, mais le panel des sujets apportés permet à tous de s'ouvrir à de nombreux domaines de révolte. De Martin Luther King à Alain Refalo, des cris de révolte dont certains ont laissé une trace bien vivante dans l'histoire. FV.

Ed. Le Passager clandestin, 2014, 150 p. 7 €

Je crise climatique

Jade Lindgaard

Cet essai bien écrit s'essaie à explorer, de manière documentée, mais également sensible, les liens entre les grands enjeux écologiques, énergétiques, etc. au niveau planétaire, et le quotidien de nos vies, de nos affects. Qu'est-ce qui meut les amateurs de tuning ? Pourquoi ma mère n'est-elle pas affectée par l'impact climatique de l'avion quand elle choisit ce moyen de déplacement ? La journaliste Jade Lindgaard explore successivement les liens entre sa chaudière, nos voitures, les avions, internet, et l'écologie. Dans une dernière partie riche, elle explore des pistes de réflexion stimulantes. Et si l'écologie s'inspirait du féminisme qui a réussi à faire passer des territoires de la vie quotidienne et intime vers le domaine public ? Et si nous essayions de nous "déprivatiser" ? Et si au lieu de tout faire tourner autour de la satisfaction de nos besoins, nous nous demandions : "de quoi le reste du monde a-t-il besoin, venant de moi ?". GG

Ed. La Découverte, 2014, 250 p., 18 €.

Romans

Le nageur

Roma Tearne

Ria, poétesse, vit retirée dans une maison, sur la côte anglaise. Elle va rencontrer Ben, un jeune médecin sri-lankais ayant fui la guerre dans son pays. Ce dernier est arrivé sans papier et cherche à régulariser sa situation. Alors qu'une liaison s'engage, un drame survient. A partir de cette histoire, l'autrice d'origine sri-lankaise ouvre de multiples débats sur le conflit dans son île natale et sur d'autres guerres, sur le racisme au quotidien, sur la situation des réfugiés, sur les dérives sécuritaires… le tout en maniant les émotions et les sentiments de manière particulièrement efficace. La fin du livre se situe dans un futur proche et n'est pas vraiment optimiste. Plusieurs changements de narratrices au cours du livre rendent ce récit encore plus poignant. FV.

Traduction de l'anglais d'Esther Ménévis, éd. Albin Michel, 2015, 300 p. 22 €

Beaux livres

Des gorilles et des hommes

A. Dan

En 2014, le dessinateur A. Dan a suivi au Congo Brazzaville une équipe de recherche de l'Université de Rennes qui étudie des groupes de gorilles dans un parc national. L'ouvrage alterne avec bonheur dessins, photos et textes. Chaque chapitre aborde une question différente : comment se monte une expédition de ce genre, comment se font les observations, le partenariat avec le parc, la question du braconnage, les liens avec les populations locales… et évidemment la nature sauvage et sa population (gorilles, mais aussi oiseaux, insectes, végétation…). Un grand plaisir. Cela se termine par une réflexion sur l'état de la recherche en France : alors que cette population de gorilles a survécu dans les années 2000 à une épidémie du virus Ebola, l'équipe de recherche n'est pas sûre d'obtenir les crédits financiers nécessaires à la poursuite de ses études ! MB.

Ed. La Boite à bulles, 2015, 144 p. 23 €

B. D.

Paris vaille que vaille

Koffi Roger N'Guessan

Marie-France, ivoirienne, ne rêve que d'une chose : émigrer à Paris. Belle fille, elle cherche un compagnon qui pourra financer son voyage. Après s'être fait arnaquer par une fausse agence de voyages, elle pense avoir rencontré un Français qui va l'emmener avec elle. Un mariage est arrangé pour lui faciliter les démarches administratives. Elle va déchanter en arrivant en métropole : son nouveau mari est en fait un maquereau qui recrute pour des clubs privés de prostitution. Elle s'en sortira difficilement, mais sera expulsée et refera sa vie au Mali. Le dessinateur, enseignant en arts plastiques à Abidjan, lance ici un appel à la prudence à des jeunes filles parfois trop naïves. Son dessin au trait affirmé renforce le message. MB.

Ed. L'Harmattan BD, 2014, 84 p. 9,90 €

L'ère de l'égoïsme

Comment le néolibéralisme l'a emporté

Darryl Cunningham

Voici une BD très didactique pour expliquer comment nous en sommes arrivés à la crise financière de 2008 et comment, au lieu d'en tirer les leçons, c'est la fuite en avant qui a été choisie. C'est vu depuis les Etats-Unis avec trois chapitres. Dans le premier, on découvre l'incroyable vie d'Ayn Rand auteur de romans qui ont grandement influencé la droite américaine (si tu es pauvre, c'est parce que tu ne fais rien pour en sortir, vive

l'individualisme, à bas les aides sociales) ; dans le second, comment le krach a été vécu au sein des milieux financiers et politiques. Et enfin, comment cela a encore renforcé ce que l'auteur appelle l'ère de l'égoïsme. Le dessin est plus graphique et symbolique qu'esthétique. C'est dense et long à lire, mais fort instructif. MB.

Ed. Çà et là, 2014, 240 p. 22 €

Les vieux fourneaux

Lupano Wilfrid, Paul Cauuet

Trois septuagénaires se retrouvent à un enterrement. Et comme tous les vieux, ils se racontent leurs souvenirs. Mais pour l'un d'entre eux, ce n'est pas un passé comme les autres : militant syndicaliste et anarchiste, il n'a jamais cessé de rêver de la Révolution. Si dans le premier tome, la politique est encore discrète dans la trame de l'histoire, cela s'accélère dans le deuxième tome avec le groupe de vieux aveugles, "Ni yeux ni maîtres" qui sabote les réunions publiques de la droite avec les armes que l'on peut employer à cet âge... on vous laisse la surprise ! Cela se croise avec les aventures de la petite fille écolo de l'un d'entre eux qui multiplie les remarques sur cette génération d'irresponsables qui laissent une planète dévastée en héritage. On rit abondamment devant la richesse et la pertinence des situations. Ouf, il est possible de vieillir autrement ! FV.

Ed. Dargaud, 2014, deux tomes parus, 12 € chacun.

Le parfum des hommes

Kim Su Bak

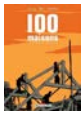
En Corée du Sud, à 18 ans, Yumi est embauchée dans une usine de microprocesseurs de Samsung, la première multinationale du pays. Deux ans plus tard, elle est victime d'une leucémie dont elle ne se remettra pas. Son père, chauffeur de taxi, essaie de faire reconnaître ce décès comme maladie professionnelle, mais Samsung contrôle la sécurité sociale du pays (privatisée)… Il va découvrir que d'autres personnes de l'atelier de sa fille sont également mortes, puis — alors que l'affaire finit par percer dans les médias — qu'il y a au moins 150 autres victimes. Toutes ont respiré du benzène à haute dose. Kim Su-Bak présente son récit du point de vue d'un journaliste indépendant qui mène l'enquête… au moment où Samsung est l'objet de procès dans le cadre d'une vaste affaire financière. Le dessin est sobre, mais la dénonciation juste. Cet ouvrage a reçu le *Prix Tournesol 2014* de la BD écolo à Angoulême en janvier 2015. MB.

Ed. Atrabile, 2014, 128 p. 17 €

100 maisons
La cité des Abeilles

Marion Boé, Delphine Le Lay, Alexis Horellou

En 1950, dans l'après-guerre, le mal-logement est à son comble. A Quimper, des familles de



jeunes travailleurs se regroupent pour construire collectivement un lotissement d'une centaine de maisons sur un terrain de 7 hectares. Les difficultés sont immenses, le temps libre limité… Tout est fait par les hommes, à raison de 32 h par mois depuis l'arasement du sol, l'extraction des pierres d'une carrière, jusqu'à l'achèvement du gros œuvre. La vie de famille est mise entre parenthèses pendant près de trois ans. Le récit dessiné rend très bien l'ambiance de l'époque, jusqu'à l'arrivée des cent familles dans leurs nouvelles grandes maisons. Dommage que la fin de l'ouvrage, un bref regard sur le lotissement d'aujourd'hui, ne soit pas plus développée. On aimerait savoir comment a évolué l'amitié qui s'est instaurée pendant les travaux. MB.

Ed. Delcourt, 2015, 144 p. 15 €

Jeunesse

Eben ou les yeux de la nuit

Elise Fontenaille-N'Diaye

Dès 12 ans. La Namibie, son désert géant, sa mer... un pays de rêves ? Pas vraiment. Eben, de l'ethnie de Hereros vient d'apprendre pourquoi il a les yeux bleus et c'est l'occasion de révéler l'histoire terrible de ce pays. Colonisés par les Allemands vers 1900, les Africains ont été victimes d'un génocide. Si depuis 1990, le pays est officiellement indépendant, tout appartient encore aujourd'hui aux Occidentaux. Même les yeux bleus… L'auteure qui publie par ailleurs un ouvrage historique sur le sujet rappelle en fin d'ouvrage que les autorités allemandes ont essayé de faire disparaître les traces du massacre et que ce n'est que récemment que des témoignages ont été retrouvés. FV.

Ed. du Rouergue, 2015, 60 p. 8,30 €

Le manchot bougon

Thierry Moral, Sébastien Naert

Dès 5 ans. Ce manchot-là bougonne tout le temps : il n'a pas de bras et cela l'embête. Fuyant ses congénères sur un bout de banquise, il va faire de nombreuses et surprenantes rencontres : un pêcheur, une drôle de sirène, une tortue poilue… Ils vont vivre ensemble quelques aventures bien loufoques, et cette bande de personnages bizarres va trouver une forme de bonheur en coopérant. Une belle fable, un peu déjantée, sur la complémentarité qui naît des différences et des limites réciproques dans un groupe. Edité par une maison d'édition associative, chaque livre est réalisé à la main. GG

Ed. Le Téêtras Magic, 2014, 46 p, 16,50 €.

Nous avons également reçu... 2/2

■ **Pas pleurer,** *Lydie Salvayre, éd. Seuil, 2014, 288 p. 18,50 €.* Le Prix Goncourt 2014 présente l'histoire de la mère de l'autrice, réfugiée en France à la fin de la guerre civile espagnole. Libertaire, mariée avec un communiste, avec des beaux-parents franquistes… des souvenirs enchanteurs et douloureux de l'époque. Le texte jongle avec les mots, mélangeant allègrement mots espagnols, mots français et mots déformés. Toutefois, si vous ne parlez pas espagnol, vous louperez une bonne partie de ce jeu sur le vocabulaire.

Jeunesse

■ **Je rêve le monde, assis sur un vieux crocodile, 50 poèmes d'aujourd'hui pour repenser demain,** *collectif, images d'Aurélia Fronty, éd. Rue du monde, 2015, 56 p, 18 €. Dès 9 ans.* Des poèmes pour aborder des sujets tels que la faim, les inégalités et le partage, les migrants, le racisme, le travail des enfants, la pub, la guerre, l'écologie, le rêve…

BD

■ **Tsav 8,** *Gilad Seliktar, éd. Çà et là, 2014, 200 p. 25 €.* L'auteur, israélien, excellent dessinateur, raconte comment il est mobilisé pendant une offensive de l'armée contre la bande de Gaza, en 2012. Il se trouve affecté au service de recrutement et porte les convocations "Tsav 8" chez les personnes mobilisées. Si c'est assez critique sur le rôle de l'armée, cela occulte totalement le conflit avec la Palestine, ce qui est quand même un peu bizarre.

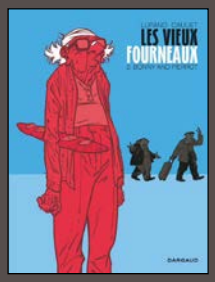
■ **Racket,** *Stéphane Levallois, éd. Futuropolis, 2015, 312 p. 26 €.* En rentrant de l'école, une jeune fille se fait voler son portable. Elle reçoit un coup de couteau, rentre chez elle et s'effondre dans les bras de son père. Soignée en urgence, elle reste dans le coma. Le tour de force de ce livre est qu'il n'y a aucun texte, tout passe par le dessin. Malheureusement les longs déroulements oniriques de la fille dans le coma rallongent bien inutilement l'histoire.

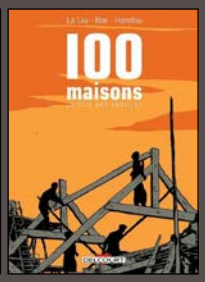
Photos

■ **Django du voyage,** *Dorothy-Shoes, éd. du Rouergue, 2011, 128 p. 27 €.* L'autrice photographe est allée à la rencontre de gitans pour essayer de dépasser les "clichés" sur les peuples nomades. Le résultat, particulièrement poétique, devrait contribuer à ouvrir notre imaginaire et par là notre regard.

Film

■ **Le riche laboureur,** *film de Thiebault Matthäus (DVD 9 toutes zones PAL) 95 mn 2013, thiebault.matthaus@wanadoo.fr.* L'enfouissement des déchets nucléaires en Lorraine. Il n'y a pas que dans les pays du sud, pauvres, que les dirigeants se font acheter. Ce film rend compte des manœuvres et promesses mensongères entreprises auprès des élus dans cette région déshéritée et des réactions de ceux qui vont entreprendre de déjouer les pièges. Le sujet mérite d'être diffusé. Le début du film, malheureusement, n'est pas très engageant.





Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie. Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.

432

431

430

429

428

427

Silence, c'est vous aussi...

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9 h 30** les samedis **25 avril** (pour le n° de juin), **30 mai** (pour le n° d'été), **27 juin** (pour le n° de septembre)… Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Devenez Réd'acteur

S!lence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous… c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.

Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet *www.revuesilence.net* à la rubrique *Participer / Ecrire* dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, **vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.**

Devenez Don'acteur

S!lence est une revue sans pub, sans subvention, ce qui lui donne sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus !

Ils nous permettent d'accroître notre liberté d'agir et de multiplier les reportages pour explorer davantage d'alternatives.

Attention à partir du 1er janvier 2014, l'association ne délivre plus plus de reçus fiscaux.

Devenez Stand'acteur

Votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. En effet, si *S!lence* parvient aujourd'hui à relayer ses opinions sur l'écologie, la non-violence et à se faire l'écho de nombreuses alternatives concrètes, c'est en grande partie grâce à la tenue de stands lors d'un certain nombre de manifestations (foires, salons, débats, festivals militants et engagés...)

Alors rejoignez l'équipe de lecteurs-trices bénévoles sympathisant-e-s !

Vous tenez un stand *S!lence** (durant 1 we) ou deux stands (1/2 ou 1 journée) dans l'année, **un abonnement de 6 mois pour vous ou une personne de votre choix vous est alors offert !**

**Bien entendu, ce ou ces stand(s) doivent faire l'objet d'un accord préalable avec S!lence !*

Devenez relais local

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez devenir relais local de la revue. Votre contact sera alors inscrit / mentionné ci-contre ainsi que sur notre site. Vous pourrez rencontrer ainsi d'autres personnes motivées et développer seul-e ou à plusieurs de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e…

Bibliothèques

Nous proposons l'abonnement de 6 mois gratuit à toute bibliothèque qui en fait la demande, à titre de découverte.

Parlez-en à votre bibliothécaire !

Rejoignez un relais local

> **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclaude.geoffroy@orange.fr

> **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance. 18, rue de Brasse, 90000 BELFORT, tél. : 03 84 58 18 84

> **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83

> **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30

> **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr

> **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 04 99 64 32 44, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85

> **Lorraine.** Véronique Valentin, 26, rue de l'Orme, 54220 Malzeville, tél. : 03 54 00 60 20, veroniquevalentin@neuf.fr, Nicolas Ferry à Saint Dié des Vosges, nicolasferry88@gmail.com

> **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03

> **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr, tél. : 01 43 57 20 83. Brig Laugier, 40, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : 01 80 06 58 26, brig.gisors@gmail.com

> **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40 ; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr

> **Tarn.** Gérard, tél. : 06 75 32 43 70, Silence81@orange.fr

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an. Envoyez-nous leurs adresses sur papier libre (ainsi que la vôtre) et un chèque de 100 €.

Silence
9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Dépositaires, stands et gestion :** Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Rédaction :** Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1221 0257 7250 335
Code BIC : CCOPFRPPXXX
Pour la Belgique : contact et règlement à **Les Amis de la Terre**
Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **4 mars 2015** - **Editeur :** Association S!lence - **N° de commission paritaire :** 0915 G 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - **Date de parution :** 2e trimestre 2015 - **Tirage :** 5100 ex. - **Administrateurs :** Solène Bernard, Myriam Cognard-Dechavanne, Monique Douillet, Myriam Grataloup, Justine Lamonerie, Federico Witula - **Directrice de publication :** Monique Douillet - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Monique Douillet, Guillaume Gamblin, Gaëlle Ronsin - **Pilotes de rubriques :** Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Anne Girard, Natacha Gondran, Emilienne Grossemy, René Hamm, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins :** Gaëtan, Lasserpe, Orsey, Selçuk, Yakana - **Correcteurs :** Andrée Battagliéri, Bernadette Bidaut, Bernard Capelier, Monique Douillet, Emmanuelle Pingault, Françoise Weite - **Photographes :** Mstyslav-Chernov.com, Marie Clem's, JG Collomb / WRI, Céline Delestré/Avantipolo, Kyoooo, Loison, SQY en transition, Christiaan Triebert - **Et pour ce n° :** Benjamin Belliot-Niget, Patrice Bouveret, Anne-Marie Daloz, Chloé Deleforge, André Duval, Christophe Goby, Dominique Lalanne, Serge Latouche, Mathieu Lopes, Olivier Mitsieno, Michel Scrive, Alain Sousa, Francis Vergier - **Couverture :** Red! - **Internet :** Damien Bouveret, Jean-Marc Danjau (scan anciens numéros), Xavier Sérédine - **Développement supports informatiques :** Christophe Geiser (e-smile.org) - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.

Les finances de Silence sont gérés par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com

L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr

Silence est adhérent du Réseau "Sortir du nucléaire"

La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin, 07502 Guilherand-Granges. Tél. 04 75 44 54 96 - www.impressions-modernes.fr

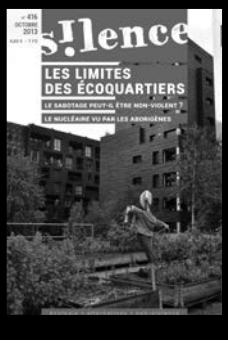
426

422

419

418

417

416 

Commandes

Numéros disponibles

- ☐ 394 Le retour des monnaies locales
- ☐ 396 Terres collectives
- ☐ 398 Expériences de transition
- ☐ 399 A votre santé ?
- ☐ 401 Se former à la non-violence
- ☐ 402 Ces croyances qui nous dominent
- ☐ 404 Se réapproprier l'espace public
- ☐ 405 Avec les sans terres
- ☐ 406 Gaz de schistes, non à la fuite en avant !
- ☐ 407 Vivre sans internet
- ☐ 409 Un autre cercle est possible
- ☐ 410 L'agonie du nucléaire
- ☐ 411 Déraciner le racisme
- ☐ 412 Slow des lents demains qui chantent ?
- ☐ 415 Au-delà de la bio, quelle agroécologie ?
- ☐ 416 Les limites des écoquartiers
- ☐ 417 Transition et engagements politiques
- ☐ 418 Sortir de la démesure
- ☐ 422 Décolonisons nos luttes
- ☐ 426 D'autres formes de democratie
- ☐ 427 Penser l'agriculture de demain
- ☐ 428 La forêt brûle
- ☐ 429 Que vivent nos 75 langues régionales !
- ☐ 431 Soutenir les lanceurs d'alertes
- ☐ 432 Loi Duflot : pour mieux se loger ?
- ☐ 433 Renverser nos manières de penser

Numéros régionaux

- ☐ 392 Auvergne
- ☐ 397 Lorraine
- ☐ 403 Yvelines et Hauts-de-Seine
- ☐ 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron
- ☐ 414 Ain
- ☐ 419 Picardie
- ☐ 430 Corse

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire - sauf n° 400 : 9 €).
Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) :

Livres

☐ **L'écologie 600 en dates, 84 p. - 12 €**
A l'occasion de ses 30 ans, la revue *S!lence* propose un inventaire en 600 dates, forcément subjectif, de lectures, films, chansons, campagnes militantes et alternatives concrètes, qui ont joué un rôle dans la construction de notre réflexion et d'un nouvel imaginaire collectif.

☐ **Manuel de transition, 212 p. - 20 €**
Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devien- dra le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

☐ **Un écologisme apolitique ? 80 p. - 7 €**
Dans ce court pamphlet, deux militants anglais, P. Chatterton et A. Cutler, proposent une critique constructive de la Transition. Ils soutiennent qu'elle aurait avantage à identifier ses "ennemis" politiques et ainsi renouer avec une approche de confrontation qui caractérise d'ordinaire les mouvements sociaux. Pour les auteur.e.s, il ne faut pas perdre de vue qu'il faut lutter pour qu'adviennent les changements souhaités.

*Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : * 4€ / ** 4,5€ / *** 2€.*
Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter.
Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement automatique.

Je m'abonne à S!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement 6 n°		20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Bibliothèque, association…	1 an	60 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Petit budget	1 an	32 €
☐ 5 abonnements Découverte offerts		100 €

Groupés à la même adresse

☐ par 3 ex.	1 an	115 €
☐ par 5 ex.	1 an	173 €

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement 6 n°		27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Bibliothèque, association…	1 an	68 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	39 €

Abonnement en ligne :
www.revuesilence.net

Total de votre règlement :

Vos coordonnées

(Merci d'écrire en majuscules)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

❍ Je désire recevoir la s!berlettre mensuelle.

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA *(Autorisation de prélèvement)*

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

☐ 8 € par trimestre (abonnement petit budget)

☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)

☐ …… € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

☐ …… € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.
En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) SILENCE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SILENCE. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER : Silence
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence (adresse ci-contre).
Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Fait à : Le :
Signature :

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.
Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Vélorution

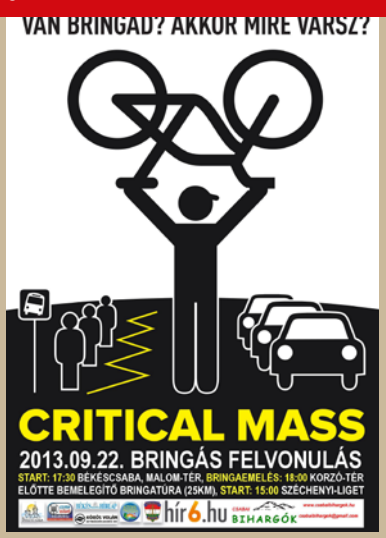
Renversons nos manières de manifester !

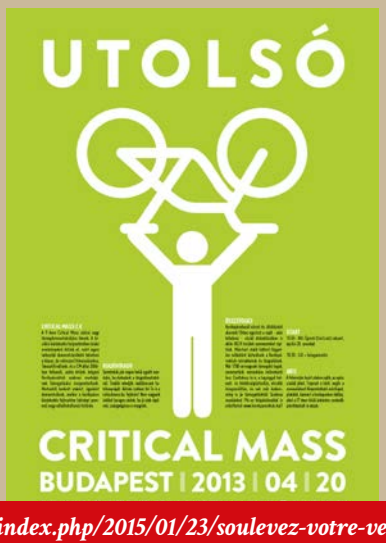
En 1992, commencent à San Francisco, les premières "masses critiques", rassemblement de cyclistes dont le principe est que plus on sera nombreux à manifester, plus cela aura de chance d'atteindre la "masse critique" qui changera les politiques de transport.

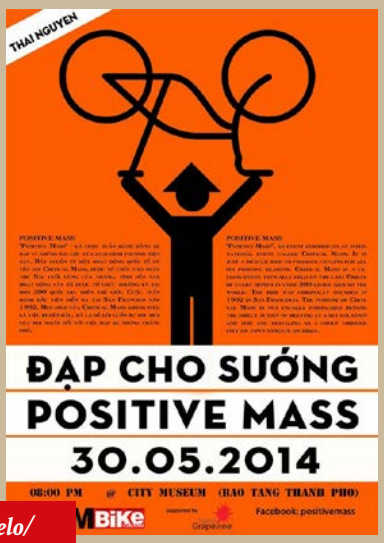
Le terme fait référence ironiquement au nucléaire où la masse critique est la quantité de matière fissile qu'il faut réunir pour enclencher une réaction en chaine.

En France, on parle plus de "Vélorution", jeu de mot intraduisible.

En 1997, toujours à San Francisco, pour signaler aux automobilistes bloqués par les manifestations la raison de leur immobilité, le service d'ordre prend l'habitude de lever les vélos en l'air. Ce geste dénommé "bike lift" a été depuis repris de très nombreuses fois dans les affiches annonçant des manifestations cyclistes comme en témoigne cette sélection d'affiches.







Pour en savoir plus : *http://carfree.fr/index.php/2015/01/23/soulevez-votre-velo/*